

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

RÉFORME
DU
PARTAGE EN NATURE
ET DE LA
LICITATION OBLIGATOIRE
DANS LES
SUCCESSIONS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Samedi 16 Juin 1934, à 9 heures

PAR

Joseph PINATEL

BORDEAUX

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ

Y. CADORET, DELMAS, SUCCESSEUR

6, Place Saint-Christoly

1934

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

RÉFORME
DU
PARTAGE EN NATURE
ET DE LA
LICITATION OBLIGATOIRE
DANS LES
SUCCESSIONS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le Samedi 16 Juin 1934, à 9 heures

PAR

Joseph PINATEL

BORDEAUX
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ
Y. CADORET, DELMAS, SUCCESSEUR
6, Place Saint-Christoly
—
1934

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. SAUVAIRE-JOURDAN, *, § I.; LESCURE, § I., ¶;
DE BOECK, *, § I.; NOAILLES, § A., BENZACAR, *, § I.

- MM. FERRON, *, § I., *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.
FERRADOU, *, § I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Pandectes* (Diplôme d'études supérieures).
MARIA, § I., professeur de *Droit romain*.
MARGAT, § I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
HONNECASE, § I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE, § A., ¶, professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ, § I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD, *, § I., ¶, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI, *, § I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ, *, § A., ¶, professeur de *Droit romain*.
MOUNIER, § I., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ, *, ¶, professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, § A., professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
HUBRECHT, § A., professeur d'*Histoire du droit* (Doctorat), chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence, 2^e année).
LABORDE-LACOSTE, § I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
COUZINET, chargé de cours (*Droit public*).
WEILLER, chargé de cours (*Economie politique*).

- M. ARTIGUELONG, *Secrétaire*.
M^{me} COSTES, § A., *Secrétaire adjointe*.
M^{me} SOUBIE, *Bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

- | | |
|--------------------------------------|----------------|
| MM. LABORDE-LACOSTE, professeur..... | Président. |
| FERRADOU, professeur..... | } Suffragants. |
| VIZIOZ, professeur..... | |



RÉFORME
DU
PARTAGE EN NATURE
ET DE LA
LICITATION OBLIGATOIRE
DANS LES
SUCCESSIONS AGRICOLES

INTRODUCTION

Ce modeste ouvrage a pour but d'étudier l'influence de notre régime successoral sur les exploitations rurales, car, comme l'a écrit si bien Blondel : « En dépit de l'importance que l'industrie et le commerce ont prise dans nos sociétés contemporaines, l'agriculture reste toujours la première industrie de l'homme, celle qui, réunissant dans une admirable combinaison ces trois éléments : terre, travail, capital, reste le type le plus parfait de l'activité économique. » (1).

Depuis cinquante ans — fort heureusement d'ailleurs — on a assisté à l'éclosion d'une série de mesures législatives en faveur des populations ouvrières; les agriculteurs,

(1) *Droits et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, par le docteur Alexandre de Brandt. Préface de Blondel, p. 1.

eux, sont un peu oubliés et restent silencieux. Or, disait autrefois Benoît Malon : « La vraie question sociale, la seule question sociale, est la question agraire, la question du sol; toutes les autres questions sociales dépendent de celle-là. » (2). C'est dans cet esprit que nous voulons voir si nos lois successorales facilitent la sécurité et la stabilité de la propriété foncière.

Que se passe-t-il donc entre cohéritiers quand, après une vie de labeur, de privations, meurt un paysan laissant un domaine rural ? Pour résoudre toutes les difficultés inhérentes au partage des biens immeubles, notre Code n'admet que deux solutions : par la première, le juge est obligé de répartir les immeubles en nature entre tous les copartageants; par la seconde, si lesdits immeubles ne sont pas commodément partageables, il en ordonnera la licitation et en répartira le prix. Sans doute, la licitation obligatoire est un simple correctif à la nécessité du partage en nature et au morcellement inintelligent qui en est la conséquence. « Mieux vaut, en effet, disent MM. Colin et Capitant, transformer l'immeuble en argent que le découper en fractions d'exploitation difficile ou insuffisante. » (3).

Mais ne pourrait-on pas envisager une troisième alternative, qui serait peut-être du plus heureux effet économique et social ? Nous voulons parler du transfert intégral suivant des procédés que nous indiquerons au cours de cette étude. Cette solution permettrait d'éviter le fractionnement des immeubles ou leur licitation. Sans toucher au principe de l'égalité entre copartageants, cette innovation semblerait devoir apporter des résultats appréciables et mériterait, en conséquence, d'être tentée.

Nous nous contenterons simplement de considérer les

(2) *Revue socialiste*, juin 1888, p. 167.

(3) *Cours élémentaire de Droit civil*, III, p. 524, 3^o.

deux grands principes qui régissent notre système et caractérisent toute notre dévolution successorale : le principe de l'égalité en nature des lots, celui de la licitation forcée des immeubles non commodément partageables en nature. C'est sur ces deux principes fondamentaux que porteront nos critiques, nous en examinerons les inconvénients et les avantages et verrons si des modifications ne pourraient y être apportées.

Depuis longtemps, légistes et économistes s'inquiètent de la situation faite à la propriété paysanne par nos lois successorales. D'aucuns préconisent une quotité disponible plus grande au profit de celui qui continuera l'exploitation paternelle : ce système ne paraît pas pouvoir être défendu avec succès, car ce serait un retour déguisé au droit d'aînesse et une atteinte au principe d'égalité, auquel nous sommes fermement attaché. D'autres préconisent l'attribution à l'un des héritiers de la totalité du bien rural à charge par lui de payer une soulte à ses copartageants : cette idée, déjà partiellement réalisée, a quelque chance d'aboutir, et nous la défendrons dans l'intérêt de l'agriculture.

Mais que faut-il entendre par propriété rurale ? nous objectera-t-on. Cette question, évidemment, mériterait d'être élucidée, mais nous ne nous y arrêterons pas ; en effet, avant de connaître l'objet précis de l'application d'une réforme, c'est-à-dire avant sa réalisation, il convient au préalable d'en accepter le principe : la réforme est l'œuvre du juriste ; son application, l'œuvre de l'économiste. Sans donc chercher à définir la propriété paysanne en se basant sur les méthodes de culture ou sur les animaux employés ou sur l'étendue superficielle, nous nous bornerons à considérer que l'exploitation d'étendue moyenne, variable selon les régions plus ou moins fertiles, plus ou moins accidentées, qui permet à une famille qui la

cultivé, de vivre, constitue la propriété paysanne. C'est cette propriété moyenne que le législateur doit défendre.

Il semble qu'il commence à se rendre compte des errements passés : il a fait un premier pas avec les lois du 10 avril 1908 et 12 juillet 1909 que nous étudierons plus loin, puis avec celle du 27 novembre 1918 sur le remembrement, enfin avec l'article 18 de la loi du 31 mars 1931, suivi du décret du 1^{er} septembre 1930, relatif à l'exonération de la taxe successorale et des droits de mutation accordée à certains biens à usage d'exploitation agricole dans des conditions déterminées; mais nous sommes obligé de constater pour ces derniers textes qu'il y a un défaut d'harmonie entre la loi civile prescrivant le partage en nature ou la licitation et la loi fiscale prescrivant l'exploitation familiale.

Nous aurons l'occasion de voir que jusqu'à ce jour des atteintes partielles ont été apportées aux principes intangibles de notre système successoral : mais il s'agit là de mesures fragmentaires sans connexité étroite.

Notre étude comprendra trois parties :

Dans la première, nous exposerons les textes avec leurs commentaires et leur application par la jurisprudence; nous essaierons d'en indiquer les quelques avantages ainsi que les graves inconvénients tant au point de vue économique qu'au point de vue social.

Dans la deuxième, nous montrerons comment des dérogations légales partielles ont été apportées dans certains cas à la rigueur des principes; comment aussi la pratique, notamment dans la région basco-béarnaise, s'est ingéniée à échapper aux prescriptions de la loi.

Enfin, dans la troisième, nous étudierons brièvement quelques législations étrangères et nous examinerons les réformes qui nous paraissent utiles pour atteindre les résultats désirés.

PREMIÈRE PARTIE

LES PRINCIPES DU CODE CIVIL
LA JURISPRUDENCE
APPRÉCIATION CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA REGLE DU PARTAGE EN NATURE ET DE LA LICITATION OBLIGATOIRE DANS LE CODE CIVIL

Le paysan propriétaire frappé par la mort laisse une femme et des enfants. Voilà l'exploitation menacée. Qui va continuer les traditions d'ordre, de travail, d'économie du défunt ? Qui le remplacera et comment ? Les textes du Code civil nous donnent la réponse :

Article 826 : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession. »

Article 832 : « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. »

Et enfin l'article 827, que nous plaçons volontairement après l'article 832, dont il est le corollaire : « Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal. »

Si les enfants, héritiers de leur père, sont animés d'un esprit de modération, ils s'arrangeront à l'amiable et tout ira pour le mieux; le foyer vivra, car ils laisseront à l'un d'eux le soin de garder et continuer l'exploitation pater-

nelle. Mais pour qu'un arrangement amiable puisse avoir lieu, faut-il encore que tous les intéressés soient d'accord majeurs et capables.

Donc, à cause de la mauvaise volonté ou des exigences d'un seul, à cause de la préférence d'un mineur ou d'un incapable, tout l'appareil judiciaire va entrer en jeu : on va nommer des experts, faire intervenir une procédure compliquée et coûteuse, procéder au tirage au sort des lots ou à la licitation des immeubles, et en définitive personne ne sera satisfait. Nous n'avons à envisager que le partage judiciaire, car si les parties sont majeures, maîtresses de leurs droits, un règlement conventionnel peut intervenir, très variable suivant les cas.

Nous n'avons certes pas l'intention d'étudier en détail toutes les formalités du partage judiciaire, surtout quand il y a des mineurs, car elles sont suffisamment exposées dans de nombreux ouvrages. Le tribunal saisi procède à la nomination d'un juge commissaire et d'un notaire, décide ensuite s'il y a lieu à licitation, et, dans l'affirmative, s'il y sera procédé devant un juge à l'audience des criées ou devant un notaire suivant l'intérêt des parties ⁽¹⁾. De plus, le tribunal décidera d'une expertise, s'il ne possède pas des éléments suffisants, soit pour déterminer la valeur des biens et la manière de former les lots, soit pour fixer la mise à prix des immeubles à liciter.

Donc, en résumé, le partage devra être égal, il devra se faire en nature, et si les biens ne sont pas commodément partageables on procédera à la vente par licitation devant le tribunal.

(1) Dans la pratique, malgré de nombreux arrêts, les tribunaux retiennent les ventes sur licitation à leur barre.

En conséquence, le paysan dont nous parlons au début de ce chapitre, ne pouvant assurer à sa terre une vie économique durable et sûre, aura travaillé pour le présent.

Pour ne pas qu'on se méprenne sur l'esprit avec lequel nous abordons cette étude du régime successoral français, nous déclarons immédiatement faire nôtre la pétition présentée au Sénat au nom des agriculteurs de la Creuse (2) :

« L'agriculteur ne connaît pas de plus grand fléau que cette défiance de l'avenir, car, si elle progresse, c'est à force de temps et de persévérance. La terre n'est libérable qu'après de longues échéances et elle exige pour produire une continuité de direction dont l'homogénéité n'est durable qu'à la condition d'une transmission choisie et solidaire. Si l'on considère les triomphes agricoles les plus éclatants, on verra au fond du cœur de tous les chefs d'exploitation une appréhension terrible. Ils n'ignorent pas qu'après leur mort tout sera mutilé sans remise. Les familles se dispersent, leur désunion est une cause de faiblesse permanente. »

Mais pour juger impartialement le présent, il faut connaître le passé. Aussi, avant d'examiner l'application dans la pratique des textes précités du Code civil, nous devons les expliquer par l'histoire.

SECTION PREMIERE

ORIGINE

Il est incontestable que la législation actuelle est le fruit d'un développement historique : elle n'a pas été

(2) Comte de Buttenval, *Les lois de succession appréciées dans leurs effets économiques par les Chambres de commerce de France.*

créée arbitrairement, spontanément, mais s'est formée et transformée sous l'influence plus ou moins grande des événements sociaux, économiques ou politiques. Ce serait donc une erreur de croire que la Révolution a pu faire abstraction du passé.

§ 1. — Ancien Droit.

En 1789, notre législation successorale présentait la plus grande complexité : sans doute, l'unité politique était réalisée, mais la monarchie n'avait pas fait l'unité législative et les coutumes provinciales demeuraient immuables.

Cependant, malgré cette complexité, deux courants se dessinaient :

Le droit romain ou droit écrit, empreint de l'esprit individualiste, régnait dans le Midi.

Au contraire, les pays du Nord appliquaient une législation coutumière d'origine germanique.

Certes, avec la fusion des races, ces deux tendances s'étaient interpénétrées; mais, néanmoins, à la fin du ^{xviii}^e siècle, elles avaient conservé un caractère propre.

Si l'on considère les principes généraux qui dominaient la grande variété de coutumes, on peut diviser la France en deux régions bien distinctes : le Midi, ou pays de droit écrit, où l'influence romaine avait été prépondérante, et le Nord, où s'était continuée la tradition germanique.

A. — DROIT ÉCRIT.

Dans le Midi, les principes du Droit romain étaient admis et le partage égal était la règle pour les successions *ab intestat*. Ce régime successoral était basé sur la Nouvelle 118 de Justinien, mais le droit de propriété, considéré comme un droit personnel et individuel, autorisait

son titulaire à en disposer par testament. Souvent, ainsi, le fils aîné recevait la totalité de la succession ⁽³⁾.

Comment s'opérait la dévolution ? Peu nous importe pour notre sujet; ce qui nous intéresse, c'est que le droit écrit reconnaissait aux héritiers un droit égal sur la succession qui leur était dévolue; mais la pratique avait imaginé certains procédés pour éviter la division logique des patrimoines résultant de cette égalité de droits et le danger qui découlait du droit de libre disposition des biens. En fait, le *pater familias* léguait toute la quotité disponible à son continuateur; de plus, les substitutions assuraient le maintien du patrimoine dans la famille en le rendant indisponible entre les mains du détenteur.

Le partage égal des biens en nature était donc tenu en échec par des inégalités. La coutume de Montpellier autorisait le père à laisser à ses enfants *quidquid voluerit* ⁽⁴⁾; dans la région de Toulouse, il suffisait à l'ascendant de laisser à ses descendants une somme insignifiante ⁽⁵⁾. Dans la région occidentale des Pyrénées, l'aîné prenait tout l'héritage, tandis que les cadets recevaient une légitime ⁽⁶⁾. Comme dans les pays de droit coutumier, on trouve même des communautés taisibles en Provence ⁽⁷⁾, en Roussillon ⁽⁸⁾, en Guyenne ⁽⁹⁾.

(3) Viollet, *Histoire du Droit français*, p. 86.

(4) Giraud, *Histoire du Droit français au moyen âge*, t. I, p. 61.

(5) Coutume de Toulouse, 123 c., édition Tardif, p. 58. — L'ordonnance de 1735 rétablit en matière de légitime les principes du Droit romain.

(6) De Lagrèze, *Histoire du Droit dans les Pyrénées*; Cordier, *Le droit de famille aux Pyrénées*.

(7) De Ribbe, *La Société provençale à la fin du moyen âge*, p. 386.

(8) Brutails, *Condition de la population rurale du Roussillon au moyen âge*, p. 213.

(9) Brutails, *Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Seurin de Bordeaux*, p. xiv.

Le principe du partage égal en nature était donc écarté pour assurer le maintien de la propriété dans la famille.

B. — DROIT COUTUMIER.

Ici, le principe familial dominait : la famille était tout, ses membres n'étaient rien. Le père était considéré comme un simple dépositaire et n'administrait les biens que dans l'intérêt de la collectivité familiale. Qu'advenait-il donc à son décès ?

a) S'il y avait des descendants, les immeubles pour lesquels on avait admis des règles de dévolution spéciales — différentes au surplus suivant qu'il s'agissait de biens possédés par les serfs ou de biens nobles — devaient rester dans la famille.

1° Pour les biens des serfs, il existait des sociétés de fait d'abord, ultérieurement reconnues comme de véritables sociétés civiles; elles étaient formées entre personnes vivant en commun après un an et un jour de cohabitation. Comme l'écrit Esmein⁽¹⁰⁾, « dans ces sociétés, le père gardait auprès de lui ses enfants adultes, et les frères, à la mort du père, continuaient la vie commune. Tous vivaient dans la même maison et à la même table, dans la même cellule et à un même pot ». La conséquence de cet état de fait est facile à tirer : au décès de l'un de ses membres, la communauté n'est pas dissoute et continue à subsister entre les survivants. Le degré de parenté importait peu : pour éviter le morcellement du patrimoine, on aimait mieux l'étranger ayant vécu un an et un jour sous le même toit au parent éloigné qui avait quitté la communauté. Cette tendance du droit coutumier au maintien des

(10) Esmein, *Cours d'histoire du Droit français*, p. 233.

biens dans la famille s'opposait donc au principe de l'égalité des droits des enfants sur le patrimoine immobilier des ascendants défunts.

2° Pour les biens nobles, cette même tendance sera en honneur au moyen du droit d'aînesse, que d'aucuns réclament aujourd'hui.

Malgré la disparition du régime féodal, le droit d'aînesse devait subsister. Aussi, les coutumes, qui proclamaient le principe de l'égalité pour tous les descendants, admettaient-elles un préciput pour l'aîné.

b) Si le défunt ne laissait pas de descendant, sa succession était dévolue aux autres parents en tenant compte de l'origine des biens avec un privilège de masculinité à degré égal. Dans tous les cas, le principe était le suivant : au même degré de parenté, les biens étaient partagés entre cohéritiers et par parts égales.

Dans cet aperçu historique, nous ne mentionnons que les traits généraux, sans pouvoir étudier en détail les coutumes particulières.

Nous signalerons cependant, en puisant nos renseignements dans Viollet, qu'en Bretagne, l'aîné des enfants, parfois le plus jeune, avait droit à un préciput. En Normandie, Bretagne, Maine, Anjou, Touraine, Poitou, Auvergne, Berry, Bourbonnais, Bourgogne, les filles étaient exclues de la succession de celui qui les avait dotées. D'autres coutumes autorisaient les filles dotées à renoncer par anticipation à une succession future.

Le testament était mal vu : « Institution d'héritier n'a pas lieu. » (14). « L'histoire du testament dans nos pays

(14) Loisel, *Inst.*, II, IV, §, règle 304.

coutumiers n'est pas autre chose que la lutte entre les droits de famille et le droit de tester. » (12). La liberté de tester était souvent restreinte pour permettre de maintenir l'égalité entre les enfants. Aussi, peut-on ranger à ce point de vue les coutumes en trois catégories : celles d'égalité absolue (Touraine, Maine, Anjou), qui imposaient le rapport en nature, même aux descendants renonçant à la succession; celles de simple égalité (Isle-de-France, Champagne) qui dispensaient l'héritier du rapport à la condition qu'il renonçât à la succession; celles de préciput (Nivernais, Bourbonnais, Berry), qui permettaient d'user de la quotité disponible en faveur d'un descendant.

En définitive, dans notre ancien Droit, « la diversité de réglementation empêchait la règle du partage en nature de recevoir une application constante » (13). Toutes les inégalités de l'ancien Droit des successions constituaient des exceptions, non à la règle d'égalité *en valeur*, mais à la règle d'égalité *en nature*, qu'elles voulaient éviter.

Mais avant la Révolution, déjà, on considérait les privilèges successoraux comme des institutions féodales, et diverses mesures fragmentaires (14) avaient essayé d'en atténuer la portée ou de les supprimer. Ces institutions étaient déjà condamnées par les esprits bien avant 1789, et

(12) Viollet, *op. cit.*, p. 498.

(13) Boutaud, *Critique de la règle d'égalité en nature*, p. 53.

(14) Les substitutions avaient été supprimées dans plusieurs provinces (Marche, Auvergne, Nivernais, Montargis, Sedan). Elles donnaient lieu à des procès sans nombre. La célèbre ordonnance de 1560, due au Chancelier de l'Hôpital, à la suite des Etats généraux d'Orléans, limita pour l'avenir les substitutions à deux degrés. L'Ordonnance de Moulins en 1566 les réduisit toutes à quatre degrés, statuant ainsi sur les substitutions antérieures. L'Ordonnance rendue en 1747 sur la proposition de d'Agues-

c'est ainsi que Tocqueville écrit : « La féodalité était demeurée la plus grande de nos institutions civiles en cessant d'être une institution politique. Ainsi réduite, elle excitait bien plus de haine contre elle, et c'est avec vérité qu'on a pu dire qu'en détruisant une partie des institutions du moyen âge, on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait. »⁽¹⁵⁾. « Quand les seigneurs ne rendront plus les services qui avaient été la contre-partie de leurs avantages, l'idée d'égalité en nature, déjà liée à l'idée d'égalité en valeur, paraîtra liée à l'idée d'égalité civique.

» Diviser la terre semble être le meilleur moyen d'empêcher la reconstitution d'une classe de privilégiés. »⁽¹⁶⁾.

Dumoulin nous dit lui-même du droit d'aînesse : « *Consuetudo de jure primogenituræ est exorbitans et contra jus commune, et videtur tam odiosa et restringenda quam fratrum concordia et æqualitas est favorabilis et ampliandæ.* »⁽¹⁷⁾.

§ 2. — Droit révolutionnaire.

Le Droit révolutionnaire, en matière de partage égal, n'a fait que continuer l'œuvre des devanciers, en exagérant sans doute certaines tendances, que le Code civil devait ensuite modérer.

seau renouvella les prescriptions des premières ordonnances. A cette époque, d'Aguesseau écrivait le 24 juin 1730, au Président du Parlement de Provence, M. Lebrét : « L'abrogation entière de tout fidéicommiss serait peut-être, comme vous le pensez, la meilleure de toutes les lois. » (Extr. de Garrigou, *Influence du régime successoral français sur la propriété foncière*, p. 30.)

(15) Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, p. 66.

(16) Boutaud, *op. cit.*, p. 87.

(17) Dumoulin, *Opera omnia Sur Paris*, art. 13 (ancien 8), gl. 1, n° 40, t. I, p. 231.

Que reprochait-on aux règles successorales notamment ? En Droit coutumier, l'emploi du droit d'aînesse; en droit écrit, la pratique qui permettait d'avantager l'aîné par testament; de plus, on critiquait le droit de substitution, qui permettait de perpétuer l'inégalité des droits des enfants.

Les critiques étaient formulées par les juristes, les penseurs⁽¹⁸⁾, les philosophes⁽¹⁹⁾, les hommes d'Etat⁽²⁰⁾ qui, désireux de voir établir l'égalité entre cohéritiers, battaient en brèche les institutions successorales de l'ancien régime.

Les doctrines de Rousseau avaient déjà accompli la révolution dans les esprits, lorsque la Révolution éclata : on doit la considérer comme la conséquence des idées qui animaient déjà les esprits. Les législateurs révolutionnaires n'avaient plus qu'à appliquer ces doctrines.

Dès le 4 août, les privilèges féodaux avaient disparu, et le décret du 13 mars 1790 porta dans son article II : « Tout privilège, toute féodalité ou nobilité des biens étant détruits, les droits d'aînesse et de masculinité à l'égard des fiefs, domaines et alleux nobles et les partages inégaux à raison de la qualité des personnes sont abolis. En conséquence, toutes les successions tant directes que collatérales, tant mobilières qu'immobilières, qui écherront à partir du jour de la publication du présent décret seront, sans égard à l'ancienne qualité noble de personnes, parta-

(18) Montaigne, *Essais*, livre I, chap. xxvi; Pascal, *Premier Discours sur la condition des Grands*.

(19) Montesquieu, *Esprit des Lois*, livre V, chap. viii; Rousseau, *Contrat social et Discours sur l'inégalité parmi les hommes*; Voltaire, *Dictionnaire philosophique*, voir « Lois ». *Pensées sur le Gouvernement*.

(20) D'Aguesseau, *Lettres*, 24 juin 1730; Le Chancelier Maupeou, Flammermont, *Le Chancelier de Maupeou et le Parlement*, p. 618 et suiv.

gées entre les héritiers suivant les lois, statuts et coutumes, qui règlent les partages entre citoyens. Toutes les lois et coutumes à ce contraires sont abrogées ou détruites. »

Le décret du 12 mars 1791 proclame : « Toute inégalité ci-devant résultant entre héritiers *ab intestat* de la distinction des sexes... est abolie... En conséquence, les dispositions des coutumes qui excluaient les filles ou leurs descendants du droit de succéder avec les mâles ou les descendants des mâles sont abrogées. »

Un décret du 7 mars 1793 réduisit la quotité des biens dont le père de famille pouvait disposer, et on l'autorisa à n'en faire bénéficier que les étrangers; on voulait à tout prix assurer aux descendants un droit égal sur les successions de leurs ascendants. Les enfants naturels furent assimilés aux enfants légitimes.

En définitive, « réagissant contre les systèmes de dévolution des biens admis par l'ancien Droit français, lesquels réglaient la dévolution des biens suivant à la fois la nature de ceux-ci et la qualité des héritiers, les législateurs révolutionnaires, s'inspirant du Droit romain, considérèrent toute succession comme une masse de biens devant, quelle que fût la nature de ceux-ci, être dévolue aux héritiers déterminés par la loi et suivant un ordre fixé par celle-ci, le même dans tous les cas, en vue de la réalisation de l'idéal social considéré par eux comme le plus conforme à la justice » (21).

Quelques mesures du droit révolutionnaire en matière successorale devaient disparaître à la rédaction du Code civil.

Avec le recul des temps, on peut apprécier l'œuvre de la

(21) Léon Gâteau, *Les règles du partage successoral*, p. 71.

Révolution; la passion politique s'était substituée au raisonnement; les changements radicaux qu'on avait voulu opérer dans les questions des successions nobles frappaient également les successions roturières. Certes, des protestataires se firent entendre, et M. Campagne résume en quelques lignes l'état d'esprit de l'époque :

« Il ne faut pas croire d'ailleurs, dit-il, qu'aucune voix ne se soit fait entendre pour défendre leurs idées. Le projet même de la commission qui prépara la loi du 15 août 1790 (abolition du droit d'aînesse) voulait laisser à la noblesse le droit de régler la succession par testament, par donation ou par contrat de mariage, à l'instar du Droit romain en vigueur dans le Midi de la France. Ce fut Chapelier qui obtint le retrait de cette disposition, qui eût affaibli la portée de la loi. Au mois de novembre de la même année, comme on s'occupait des successions roturières et que l'abbé Grégoire demandait l'unification du droit, Achard et Frondevielle, députés de la Normandie, firent entendre une protestation énergique : « Le paysan, observaient-ils, veut que son terrain appartienne après sa mort à ses garçons, parce que le soc de la charrue a été conduit par leurs mains. » Et ils prédisaient la division infinie des propriétés et la destruction de la prospérité de l'Empire. Mais leur voix ne fut pas entendue : ce qui importait alors par-dessus tout, Merlin l'avait dit en présentant son projet de loi du 21 novembre 1790, c'était « d'effacer les plus légères traces de la féodalité, la poursuivre jusque dans ses derniers retranchements ». Il ne faut pas s'étonner alors qu'on ait pris pour institutions féodales des institutions qui reposaient sur un fondement tout différent. Cazalès essaya pourtant de dissiper l'erreur dans laquelle se trouvait le comité. « Il est tellement aveu-

glé par la haine de la féodalité, dit-il, qu'il rattache à cette dernière des pratiques qui lui sont étrangères. » (22).

Telle était, exposée brièvement, la législation de la période intermédiaire.

Mais avant d'arriver au régime du Code civil, examinons la situation de la propriété rurale dans ses rapports avec les lois du partage sous l'ancien régime.

§ 3. — La propriété foncière sous l'ancien Droit.

« En France, dit M. de Saint-Génis (23), la petite propriété existe de temps immémorial.

» La division du sol en très petites tenures remonte aux origines des affranchissements ruraux et accensements qui en furent la conséquence; deux fois arrêté par des séries de calamités publiques, le mouvement agricole, associé à la conquête simultanée de la liberté civile, reprend au xiv^e siècle, subit un troisième temps d'arrêt pendant les guerres de religion, se relève un instant au xvn^e siècle pour se ralentir encore et ne revivre qu'après la grande secousse sociale de 1790. »

Si le morcellement des terres est dû à des causes diverses, on peut citer parmi elles le principe du partage égal entre les enfants (24). Boutaud écrit : « Le partage en nature qui, combiné avec l'accensement, avait contribué au développement de la petite propriété sous l'ancien régime, joua pendant longtemps le rôle que l'on attendait de lui.

(22) Campagne, *La conservation du bien de famille chez les Basques français*, p. 133-136.

(23) Voir Flour de Saint-Génis, *La propriété rurale en France*, Paris, 1902, p. 163.

(24) Voir à ce sujet les travaux de Baudrillart, Tausserat, Rémondière.

Il est à peu près indiscutable qu'il a aidé à la multiplication des petits propriétaires. » ⁽²⁵⁾.

Il y eut sans doute des temps d'arrêt dans la division du sol. Les guerres, les calamités publiques, les troubles intérieurs, gênèrent les paysans; dès le xvi^e siècle apparaît la classe des bourgeois qui « achètent indistinctement la terre roturière, qui paie le cens, et le domaine noble qui le perçoit » ⁽²⁶⁾. Les paysans miséreux vendront leur petite exploitation pour devenir fermiers ou métayers. Cependant, malgré les charges, la misère, les petits domaines se maintinrent et se multiplièrent. Brandt nous signale que Boisguillebert, Quesnay, Necker, parlent du nombre croissant et déjà considérable des petits propriétaires, tandis que les physiocrates s'émeuvent du morcellement excessif du sol ⁽²⁷⁾.

« Ce qui dominait sous l'ancien régime, écrit Gimel, c'était la très petite propriété et la très grande, l'une considérable par le nombre, l'autre par l'étendue. » ⁽²⁸⁾. D'après lui, il y avait, à côté de 4.290.000 propriétés paysannes, 400.000 propriétés bourgeoises et 100.000 propriétés nobles ou ecclésiastiques. De son côté, M. Loutchisky ⁽²⁹⁾ déclare que le sol appartenait à concurrence de 30 p. 100 aux paysans, 30,10 p. 100 aux nobles, 20,50 p. 100 aux ecclésiastiques et 19,40 p. 100 à la bourgeoisie : le

(25) Boutaud, *op. cit.*, p. 78.

(26) D'Avenel, *La fortune privée à travers sept siècles*, 1895, p. 203.

(27) Pour l'étude de la division de la propriété dans l'ancienne France, voir : Alfred de Foville, *Le morcellement*; Pierre de Vaissière, *Gentils hommes campagnards de l'ancienne France*.

(28) Gimel, *La division du sol* (*Journal de la Société de statistique de Paris*, juin 1885, p. 228).

(29) Loutchisky, *La petite propriété en France avant la Révolution*, p. 32 et 78.

nombre des propriétaires serait 5 millions, dont 91 p. 100 de paysans. M. Boutaud, de son côté, déclare : « qu'avant la Révolution, le nombre des propriétaires était de 4 millions environ. »

Un fait est incontestable : le nombre des propriétaires est grand, mais la répartition des terres ne paraît pas équitable. Et si Arthur Young⁽³⁰⁾ écrivait en 1888 : « Partout, les paysans ont un petit avoir jusqu'à un degré dont nous ne nous faisons pas la moindre idée en Angleterre », il devait ajouter : « En somme, les Français sont allés beaucoup trop loin dans le partage des biens, et il en résulte une population malheureuse qui ne saurait même exister à une condition plus vile. »

Le Droit révolutionnaire et le Droit civil n'avaient donc pas à créer la petite propriété, il leur appartenait de l'affranchir.

SECTION II

SOLUTIONS DU CODE CIVIL

Que fit donc le Code civil ? et pourquoi ?

§ 1. — Analyse.

Le Code de 1804 devait régler d'une façon définitive les principes de la Révolution : identité parfaite de tous les biens, égalité complète dans les partages et enfin unité de législation. Comment donc doit se faire un partage ? Analysons les textes en vigueur.

a) *Formation des lots.* — Par application de l'arti-

(30) Young, *Voyages en France*, partie II, chap. XI.

cle 826 du Code civil que nous reproduisons : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession », et après rapports ou prélèvements suivant les règles établies, il y a lieu de procéder ainsi que le dit l'article 834 : « Sur ce qui reste dans la masse à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes. »

Le nombre des lots peut donc varier suivant les cas. Si les copartageants viennent tous de leur chef et s'ils ont droit à des parts égales dans la succession, il n'y a pas de difficultés : on compose autant de lots qu'il y a d'héritiers. Mais qu'arrive-t-il si ceux-ci sont appelés à recueillir des parts inégales ? La règle à suivre est la suivante : on représente la part de chaque héritier par une fraction égale à la quotité de son droit héréditaire et on réduit au même dénominateur toutes les fractions ainsi obtenues. On divise ensuite la masse à partager en autant de petits lots qu'il y a d'unités au dénominateur commun et chacun des héritiers prendra autant de ces lots qu'il y a d'unités au numérateur de la fraction représentant sa quote-part⁽³¹⁾. On aboutit ainsi à une véritable pulvérisation : M. Planiol nous parle d'hypothèse où des collatéraux obtiennent $15/124^{\text{es}}$ d'une masse héréditaire⁽³²⁾.

Quand une succession doit se diviser entre les deux lignes paternelle et maternelle, la jurisprudence, interprétant restrictivement les textes, exige l'emploi du procédé que nous venons d'indiquer : il eût semblé plus simple, ou

(31) Cass., 28 nov. 1883, S., 85. 1. 65; Pau, 13 juill. 1886 et 24 janv. 1887, D., 87. 2. 178, et S., 87. 2. 233.

(32) Planiol, *Traité*, t. III, n° 2363.

du moins plus normal, de former d'abord deux lots égaux, un pour chaque ligne, que l'on aurait ensuite partagés entre les divers héritiers. Mais la Cour de cassation voit là un procédé contraire à la loi (33).

Ce n'est que dans l'hypothèse prévue par l'article 834, où certains héritiers viennent par représentation, qu'il est possible de former des lots collectifs. Dans ce cas, les cohéritiers composant une même souche auront à tirer au sort un lot unique. Par un partage ultérieur et complémentaire, chacun d'eux obtiendra la part qui lui revient.

b) *Composition des lots.* — Le nombre des lots à former étant ainsi déterminé, comment les composer ? C'est le fameux article 832 du Code civil qui est le texte fondamental en la matière. « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créance de même nature et valeur. »

L'égalité des biens en valeur ne suffit donc pas : il faut que chaque lot présente exactement la même composition. Les difficultés d'interprétation soulevées par ce texte sont connues. Il proclame, en effet, deux principes contradictoires : la conservation de l'unité des héritages, d'une part ; l'égalité en nature des lots, d'autre part. Quelle est la règle qui doit l'emporter sur l'autre ? Quelle est celle qui ne doit être appliquée que subsidiairement ?

La réponse doit avoir une grande importance au point de vue économique et social. Le législateur de 1804 n'a

(33) Cass., 28 nov. 1883, D. 84. 1. 133.

pas résolu la difficulté. Il a marqué son hésitation par la rédaction équivoque d'un texte où les mots « s'il se peut » d'une phrase correspondent exactement à l'expression « autant que possible » de l'autre, laissant ainsi à l'interprète le soin difficile de trancher le différend.

c) *Tirage au sort des lots.* — Les lots composés, il faut les tirer au sort. Ce tirage est obligatoire si les héritiers ne s'entendent pas ou si, parmi eux, se trouve un incapable; aucune dérogation n'est autorisée : la doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur ce point et s'opposent dans toute hypothèse à « l'attribution », même dans le cas où l'intérêt des cohéritiers semblerait exiger ce mode logique de répartition (34).

Ce procédé est présumé être le seul qui puisse pleinement garantir les intérêts des parties et protéger en particulier les incapables contre les collusions frustratoires ou des défaillances. Le juge ne peut donc, par une appréciation personnelle, enlever le bénéfice de cette garantie au copartageant qui l'invoque ou à celui dont l'incapacité la réclame. Le partage par voie d'attribution est seulement admis lorsque la masse à partager comprend uniquement des sommes ou des créances sur des personnes notoirement solvables (35).

(34) Demolombe, XV, n^{os} 679 et suiv.; Laurent, X, n^o 336; Aubry et Rau, X, p. 183-186. — Cass., 10 mai 1826, S., 23. 1. 414; 26 avril 1847, S., 47. 1. 609; 11 août 1875, S., 76. 1. 468.

(35) Baudry et Wähl, II, n^o 2528, p. 100. — Cass., 17 janv. 1870, D., 70. 1. 302; Nancy, 2 mars 1886, D., 87. 2. 34. — Cependant, nous signalerons un correctif ingénieux suggéré par MM. Baudry-Lacantinerie et Wähl (Baudry et Wähl, III, n^o 2584, p. 114) et admis par la jurisprudence (Narbonne, 31 déc. 1902, *Gaz. Pal.*, 1903. 1. 382) si le tirage au sort se trouve imposé par la présence d'un mineur, il est possible de tirer d'abord au sort la part de l'incapable et de permettre ensuite aux cohéritiers majeurs de procéder entre eux par voie d'attribution.

d) *Licitation obligatoire*. — Mais, dit l'article 827 du Code civil, « si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal ».

Ce principe n'est que l'application de la règle de l'égalité en nature. C'est parce que le législateur désire la plus stricte égalité entre tous les cohéritiers qu'il défend d'attribuer à un seul l'immeuble qui ne peut être partagé entre tous et qu'il impose sa mise en vente aux enchères publiques. Nous en étudierons les résultats déplorables au point de vue économique et social.

Malgré le désir de voir attribuer à chacun une part en nature des biens, il a fallu, en effet, prévoir l'indivisibilité matérielle du ou des biens successoraux. Cela arrive fréquemment, surtout en matière de domaines agricoles dont la divisibilité matérielle est difficile; d'ailleurs, quand il y a de nombreux héritiers à parts inégales, comment pourrait-on constituer les lots ?

L'impossibilité de partager le bien entraînera donc la licitation. Cette licitation est plus qu'une formalité préliminaire du partage : tantôt elle tient lieu du partage, tantôt elle a lieu en même temps qu'un partage partiel.

Le point de savoir si tel immeuble est « commodément partageable » et si, en conséquence, la licitation doit être prononcée, est pour les tribunaux une question de fait dont l'appréciation varie suivant les circonstances. Mais la Cour de cassation est fondée à exercer son contrôle dans le cas où l'esprit de la loi serait violé.

Nous avons vu quels principes régissent notre système successoral; nous nous sommes attardé à dessein sur la formation des lots, qui nous intéresse d'une façon secondaire dans notre ouvrage : il nous semblait nécessaire de

le faire pour démontrer combien le partage en nature est difficile, et comment il rend ainsi la licitation inévitable.

Ces règles brièvement exposées, il nous faut savoir quel fut le sentiment des législateurs de 1804, qui réglementèrent le droit d'hérédité.

§ 2. — Fondement.

La lecture des travaux préparatoires laisse l'impression que ce furent des raisons d'ordre à la fois économique, politique et philosophique, qui inspirèrent nos législateurs.

Le point de vue économique fut discuté, et les deux tendances latine et coutumière s'affrontèrent. Malleville dit ⁽³⁶⁾ : « Dans les départements méditerranéens, sans commerce, où le numéraire est rare et les richesses mobilières presque nulles, où les hérédités sont absolument composées de propriétés foncières, chaque ouverture de succession amènera un partage réel et subdivisera les héritages de manière à ne plus pouvoir composer une ferme, une métairie : ce serait la ruine de la culture et la destruction des familles. Aussi, dans ce pays, l'usage à peu près général est-il de faire un héritier. » De son côté, Bigot-Préameneu s'exprime ainsi ⁽³⁷⁾ : « La division égale des héritages détruit les petites fortunes; un petit héritage coupé en parcelles, pour être partagé entre plusieurs, n'existe plus pour personne. »

Portalès soutient la même thèse. Lors de la discussion du projet du Conseil d'Etat, Bonaparte devait exprimer l'opinion : « qu'une trop étroite faculté de disposer n'amène la trop grande subdivision des fortunes modi-

(36) Fenet, XII, p. 310.

(37) Fenet, XII, p. 316.

ques, laquelle met nécessairement un terme à leur existence, surtout quand elle entraîne l'aliénation de la maison paternelle, qui en est le point central. » (38). L'opinion contraire, défendue par Tronchet, Berlier, Réal (39), devait prévaloir; l'augmentation du nombre des petits propriétaires semblait devoir être un facteur puissant de la prospérité publique par l'accession à la propriété et par la mise en valeur du sol (40). Le Comité de salut public avait fait traduire les œuvres de Young qui déclarait : « La quantité de terres en friche que nous rencontrâmes dans l'Angoumois est étonnante; c'est le trait dominant du terrain pendant toute la route. La plupart de ces landes appartenait au prince de Soubise, qui n'en voulut jamais vendre aucune partie. Ainsi, toutes les fois que vous rencontrerez un grand seigneur, même quand il possède des millions, vous êtes sûr de trouver ses propriétés en friches (41). »

De plus, la loi, ayant aboli la distinction entre les meubles et les immeubles, ne considérant plus la nature des biens, avait établi l'uniformité du régime successoral. Il ne pouvait y avoir à l'époque une exception ou une législation spéciale pour les biens fonciers.

En effet — et c'est le côté politique qui apparaît — la grande propriété n'avait-elle pas été le soutien de la noblesse et de la monarchie ? Sans doute, les rédacteurs du

(38) Fenet, XII, p. 313.

(39) Fenet, XII, p. 315-316.

(40) Ce sentiment fut justifié par la suite. D'après H. Fournier de Flain, dans *l'Economiste français* du 26 octobre 1901, le nombre des propriétaires fonciers aurait doublé au cours du XIX^e siècle (4.600.000 à 8.500.000) et 8 millions d'hectares de terres incultes auraient été mis en valeur.

(41) Young, *Voyages en France pendant les années 1786 à 1787*, t. I, p. 159.

Code déclarèrent-ils à propos du droit héréditaire : « A moins qu'une nation ne trouve dans sa situation particulière de puissants motifs pour suivre la raison politique, elle fera sagement de se diriger par la raison civile qui ne choque personne, qui prévient les rivalités et les haines dans les familles, qui propage l'esprit de fraternité et de justice, et qui maintient plus solidement l'harmonie générale de la société » (42); mais ils respectèrent les idées du législateur révolutionnaire qui voulait « effacer les plus légères traces de la féodalité » (43).

Enfin le partage égal en nature devait consacrer l'idée d'égalité civile. Les théories égalitaires et individualistes, préconisées par les philosophes du xviii^e siècle, développées pendant la période révolutionnaire, eurent une grosse influence sur la rédaction du titre des successions et du partage dans le Code civil.

Si Domat (1625-1695) écrivait (44) : « L'ordre des successions est fondé sur la nécessité de continuer et de transmettre l'état de la société de la génération qui passe à celle qui suit, ce qui se fait insensiblement, faisant succéder certaines personnes à la place de ceux qui meurent pour entrer dans leurs droits, leurs charges et dans leurs relations »; s'il considérait donc le Droit successoral comme un Droit naturel, Montesquieu (1689-1755), au contraire, dans son *Esprit des lois*, ne voyait dans le droit successoral qu'une origine conventionnelle. Pour lui, les lois civiles ont donné à l'homme, qui a renoncé à la communauté naturelle de biens, la propriété. De ce principe, il

(42) Fenet, t. I, p. 520.

(43) Réimpression de l'*Ancien Moniteur*, Assemblée nationale, 21 nov. 1890.

(44) Domat, *Traité des lois civiles*, chap. vii.

tire la conclusion logique ⁽⁴⁵⁾ : « L'ordre des successions dépend des principes du Droit politique ou civil et non pas des principes de Droit naturel. Le partage des biens, les lois sur ce partage, les successions après la mort de celui qui a eu ce partage : tout cela ne peut avoir été réglé que par la société et, par conséquent, par des lois politiques ou civiles. »

Mais sur ce point, comme l'a écrit si justement M. Brandt ⁽⁴⁶⁾ :

« Nul écrivain n'eut à cet égard autant d'influence que J.-J. Rousseau. Il fut, à vrai dire, le prophète des temps nouveaux, ses idées, ses formules même, se retrouvent dans tous les discours, dans tous les décrets de la Révolution. « Le but de toute législation se résume dans ces deux » mots : liberté, égalité », lisons-nous dans le *Contrat social* (liv. II, chap. ix). Le sens de ces paroles se trouve entièrement reproduit dans la déclaration des droits de l'homme de la Constituante : « Les hommes naissent et » demeurent libres et égaux en droits. » A son tour, la Convention dit : « Tous les hommes sont égaux par la » nature et devant la loi... »

Pour Rousseau, en effet, les hommes avaient mieux aimé vivre en société que de demeurer à l'état de nature; ils renonçaient ainsi à leur indépendance, à leur inégalité en force ou en génie, mais devenaient « tous égaux par convention et de droit » ⁽⁴⁷⁾. Il en déduisait que l'Etat, organe représentatif de la société, était le premier propriétaire de tous les biens et pouvait, en conséquence, en régler la

(45) Montesquieu, *Esprit des Lois*, livre XXVI, chap. vi.

(46) Brandt, *Droits et coutumes*, op. cit., p. 74.

(47) J.-J. Rousseau, *Contrat social*, livre I.

dévolution, suivant les phases de l'évolution de la société. D'après le *Contrat social*, les hommes, dans un état antérieur, jouissaient librement de tous les biens que la nature leur avait donnés, jusqu'au jour où ils conclurent une sorte de pacte qui limita leurs droits et leur imposa des devoirs. Le premier contrat fut celui qui créa le droit de propriété, non pas fondé sur le droit naturel, donc immuable, mais sur un droit conventionnel essentiellement variable suivant le temps, les mœurs et le milieu.

L'élite intellectuelle désirait une transformation complète des institutions.

Il appartient à l'éminent civiliste contemporain M. Bonnecase, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux, d'analyser avec concision et précision dans une page remarquable toute la philosophie qui inspira les rédacteurs du Code (48).

« Si de l'aspect métaphysique de la philosophie du Code Napoléon, écrit-il, nous passons à l'aspect individualiste, notre démonstration est encore plus aisée. Constitutif de l'idée d'ordre, le Droit, d'après les rédacteurs du Code civil, commande sans cesse la réalisation de cette idée, et il ordonne sur la base du respect et de la protection de la personnalité de l'individu. « Les personnes, déclare » Portalis, sont le principe et la fin du Droit, car les choses ne seraient rien pour le législateur sans l'utilité » qu'en retirent les personnes. » (49). En d'autres termes, le contenu de la substance du Droit, c'est le respect et la protection de l'individu. Nous sommes ici en présence de

(48) Bonnecase, *La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille*, p. 64-65.

(49) *Discours de présentation du Code civil*, p. 100.

la pure doctrine de la Révolution française. Toutes les règles du Code civil sont établies en fonction de l'individu; elles reflètent toutes l'article 2 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Le Droit est fait pour l'homme et non l'homme pour le Droit; l'homme étant, en effet, par sa constitution physique et de par sa nature physique, doté de prérogatives indispensables à son existence et à son développement, les règles de Droit ne doivent jamais méconnaître ce fait primordial, mais, au contraire, protéger et favoriser l'exercice des prérogatives de l'individu, protéger et favoriser sa personnalité. En ce faisant, en s'inspirant de ces directives, le Code civil avait pour but de lutter contre l'oppression dont avait été victime l'individu dans l'ancien Droit. Il proclamait une vérité à nos yeux essentielle et définitive.

» Quoi qu'il en soit, délaissant pour l'instant toute discussion d'ordre général, si le principe était exact, les rédacteurs du Code civil l'appliquèrent d'une manière trop absolue, sans avoir égard à l'élément expérimental du Droit dont ils ont pourtant proclamé l'existence, sans avoir égard tant à la nature biologique de l'homme qu'à la vie sociale dans laquelle il se meut. Nous aurons à le constater maintes fois dans l'édification du Droit de famille par le Code civil; mais il est bon, dès maintenant, de le remarquer : le Code Napoléon a considéré la vie sociale sous la forme simpliste d'une juxtaposition d'individus. »

Oui, le partage en nature et la licitation obligatoire consacrent d'une façon manifeste les droits de l'individu, mais le législateur n'aurait-il pas négligé les droits respectables de la famille et de la société ?

§ 3. — Portée d'application : le partage d'ascendants.

Quoique le titre de notre étude porte la mention : *Successions agricoles*, nous nous devons d'examiner le partage d'ascendant, qui constitue une présuccession; en effet, il s'agit là d'un acte par lequel les ascendants partagent eux-mêmes leur succession entre leurs enfants ou petits-enfants. Cette opération est régie par les articles 1075 et suivants du Code civil.

Pourquoi a-t-elle été instituée ?

En parcourant les discours prononcés lors de la préparation du Code civil et relatifs aux partages d'ascendants, on a de suite cette impression que les rédacteurs ont considéré ces partages comme une institution des plus utiles, répondant à un véritable besoin économique et susceptible de produire les meilleurs résultats.

« Tout d'abord, les partages d'ascendants permettent au chef de famille de régler de son vivant la dévolution de ses biens, et d'éviter par là les contestations et les disputes qui pourraient s'élever, après sa mort, entre ses héritiers, lors d'un partage fait entre eux et par eux; l'autorité paternelle a certainement pleine qualité pour partager le patrimoine soit entre vifs, soit par testament... » (50).

C'est Bigot-Préameneu qui dit : « Il est encore une autre disposition qui doit avoir sur le sort des familles une grande influence; ce sont les partages faits par le père ou la mère ou d'autres ascendants entre leurs descendants; c'est le dernier et l'un des actes les plus importants de la puissance et de l'affection des père et mère. A qui pour-

(50) *Unions de la paix sociale*, 2^e série, fasc. V, 1896, p. 93.

rait-on confier avec plus d'assurance la répartition des biens entre les enfants qu'à des père et mère, qui, mieux que tous autres, en connaissent la valeur, les avantages et les inconvénients; ils rempliront cette magistrature avec impartialité. Le père peut éviter les démembrements, conserver à l'un de ses enfants l'habitation qui pourra continuer d'être l'asile commun, réparer les inégalités naturelles ou accidentelles; la division égale des biens détruit les petits fortunes; un petit héritage demeure entier, il reste un centre commun à la famille. En un mot, c'est dans l'acte de partage que le père pourra le mieux combiner et, en même temps, réaliser la répartition la plus équitable et la plus propre à rendre heureux chacun de ses enfants. » (31).

La pratique s'est-elle inspirée de cet état d'esprit et appliquera-t-on les articles 826-827 et 832 du Code civil aux partages d'ascendants ? Assimilera-t-on le père de famille distribuant ses biens entre ses héritiers au juge qui préside aux opérations du partage judiciaire, on lui imposera l'obligation de se conformer auxdits articles concernant la composition des lots. Considérera-t-on, au contraire, que le père de famille tient directement de la loi des pouvoirs spéciaux, non assimilables à ceux du juge ? On ne saurait alors sans un texte formel lui faire un devoir d'obéir à des règles écrites pour une situation toute différente.

La Cour de cassation et les cours d'appel, dont nous aurons d'ailleurs à examiner l'intéressante évolution, s'étaient prononcées depuis longtemps pour l'application des articles 826, 827 et 832 aux partages d'ascendants.

(31) *Trav. prép.*, Locré, t. XI, p. 444 et suiv.

La majorité des auteurs avait adopté la même doctrine.

Certains esprits ⁽³²⁾ considéraient cependant cette théorie comme erronée et protestèrent énergiquement contre l'application des articles 826, 827 et 832 aux partages d'ascendants, au nom des principes du Droit et au nom du fondement même de l'institution du partage d'ascendants.

Nous verrons plus loin qu'à l'heure actuelle, après un siècle de luttes, la pensée du législateur est respectée.

(32) Laurent, t. XV, nos 60 et suiv.; Barafort, *Des partages d'ascendants*, 1870; Réquier, *Des partages d'ascendants*; Claudio Jannet, 3^e appendice à *l'Organisation de la famille*, de F. Le Play; Périer, *Rev. crit.*, année 1863, t. XXII, p. 319 et suiv., Dubernet de Boscq, *Rev. crit.*, t. V, année 1884, p. 143 et suiv.

CHAPITRE II

LA JURISPRUDENCE

Le législateur a posé les principes. Il nous reste à voir comment la jurisprudence les a appliqués, dans quels cas elle a admis ou imposé la licitation; nous devons étudier également le rôle joué par la Cour de cassation.

Enfin, puisque nous avons parlé du partage d'ascendants, nous examinerons l'évolution très intéressante de la jurisprudence en cette matière.

SECTION PREMIERE

PRINCIPE ET APPLICATION DU PARTAGÉ EN NATURE

Le vœu du législateur était que chaque cohéritier reçût sa part en nature et que l'égalité régnât dans les partages, les considérations personnelles ne pouvant entrer en ligne de compte; en conséquence, le rôle du juge consistera à établir, dans la mesure du possible, des lots de même nature et de même valeur.

Le plus souvent, le juge se fera aider par des experts qui détailleront et estimeront les biens à partager ou à liciter, indiqueront si lesdits biens sont commodément partageables et, dans l'affirmative, de quelle manière. Mais le ministère des experts n'est pas obligatoire; si l'arti-

cle 469 déclare qu'à l'égard des mineurs le partage « doit être fait en justice et précédé d'une estimation faite par experts », et si l'article 824 mentionne que le procès-verbal des experts doit « indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé », l'article 970 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 2 juin 1841, porte « que le tribunal pourra, soit qu'il ordonne le partage, soit qu'il ordonne la licitation, déclarer qu'il y sera immédiatement procédé sans expertise préalable ». L'arrêt de la Cour de cassation du 18 janvier 1927 (D. P., 27. 1. 143) confirme ce point.

Le tribunal, ayant déjà des éléments d'appréciation suffisants ou éclairé par son rapport d'experts, mettra tout en œuvre pour assurer le partage en nature en respectant le principe de la formation de lots sensiblement égaux et de leur tirage au sort.

Combien faut-il former de lots ? L'article 831 du Code civil ordonne qu'il soit formé autant de lots qu'il y a de copartageants. Le législateur a prévu là le cas où les héritiers ont des droits égaux. Que décider quand les droits sont inégaux ? Certains tribunaux ont admis alors, comme nous le verrons plus loin, le partage par attribution. Mais la jurisprudence, et notamment la Cour de cassation, y voit une violation de la loi. Lorsque les héritiers appelés à une succession ont des droits inégaux, il doit être fait un nombre de lots suffisants pour que le tirage au sort soit possible en prenant pour base de répartition la part héréditaire la plus faible. Seule est autorisée la formation d'un lot par souche. On divise donc théoriquement la masse héréditaire en fractions dont chacune est égale à la part de l'héritier (Cass., 10 mai 1826; Bordeaux, 30 juill. 1838, S., 39. 2. 94; Cass., 28 nov. 1883, *Rép. not.*, n° 2043;

Nîmes, 25 nov. 1907, D., 08. 2. 307 et S., 09. 2. 150; Alençon, 21 juill. 1931, *Rép. not.*, n° 22980).

Mais dans le cas d'un partage par souches, il suffit que le partage soit possible entre les souches copartageantes pour que la licitation ne soit pas ordonnée, alors même que la subdivision en nature ne serait pas possible entre les cohéritiers de l'une des souches, et qu'une licitation particulière serait nécessaire entre ceux-ci (Pau, 19 nov. 1873, S., 74. 2. 286).

Enfin, la formation des lots peut être facilitée par le jeu des soultes, prévu par l'article 833, mais faut-il encore que la soulte ne soit pas trop élevée. Un arrêt de la Cour de Bordeaux, en date du 17 janvier 1831 ⁽¹⁾, est caractéristique. Un sieur Dupuy était mort laissant deux fils, Jean et Catherine. Sa succession se composait d'une raffinerie sise à Bordeaux d'une valeur de 35.000 francs, d'un domaine rural à Podensac d'une valeur de 17.000 francs, et de meubles estimés 3.000 francs. Malgré le rapport d'experts, le Tribunal de Bordeaux, par jugement du 11 juillet 1829, avait ordonné le partage en nature. Sur appel, la Cour infirma : « Attendu qu'il est démontré que le partage en nature des biens ne saurait avoir lieu qu'au moyen de soultes considérables, que ce n'est pas là l'intention du législateur, qui veut au contraire que le partage puisse se faire commodément, c'est-à-dire sans préjudice notable pour les copartageants; qu'ainsi, les experts avaient avec raison... »

Les lots une fois formés, le juge peut-il, eu égard à des considérations personnelles, à des circonstances de fait, les attribuer à chacun des copartageants ? Non.

(1) S., 1833. 2. 186.

Il existe sans doute des arrêts, anciens d'ailleurs, qui ont autorisé l'attribution; mais aucun d'eux n'a jamais été confirmé par la Cour suprême.

Le 23 novembre 1832 ⁽²⁾, la Cour de Toulouse, après avoir rappelé le principe du tirage au sort, proclame : « Mais si, d'après les circonstances, il s'élève des difficultés insurmontables et qui nuiraient aux intéressés au lieu de leur être favorables, la rigueur du tirage au sort ne doit plus prévaloir, et la fixation des lots par attribution doit être autorisée comme remplissant le vœu de la loi, qui ne peut pas vouloir que des mesures introduites pour l'intérêt des parties tournent à leur préjudice. Dans ces circonstances, l'entier partage par attribution doit être maintenu. »

Le 13 novembre 1848 ⁽³⁾, la Cour de Caen a décidé que, « puisque le droits des héritiers sont inégaux, les juges peuvent procéder par voie d'attribution, la licitation ou le tirage au sort n'étant pas obligatoire en ce cas ».

De même, la Cour de Metz, par un arrêt du 10 juin 1852 ⁽⁴⁾, déclare que « la division par lots serait beaucoup trop rigoureuse si elle était appliquée d'une façon absolue. Il doit être permis de déroger à cette règle, notamment lorsque les droits des copartageants sont inégaux et que l'un d'eux a fait des constructions sur la partie de l'immeuble dont il jouit. Que, dans cette situation, les tribunaux peuvent, sans violer la loi, procéder à une attribution de lots dans la proportion des droits des parties. »

(2) S., 1833. 2. 238.

(3) S., 1846. 2. 141.

(4) S., 1854. 2. 278.

Ces décisions sont nettement contraires à la jurisprudence établie.

Par jugement du 12 décembre 1835, le Tribunal de Beaune avait décidé de procéder par attribution.

« Considérant que le partage par attribution atténuerait les inconvénients du partage en deux lots...; qu'ainsi il est évident que ce mode de partage serait le moins dommageable; qu'à la vérité, les immeubles dont il s'agit ne pouvant être « partagés commodément » devraient être licités; — Mais considérant que cette expression « commodément » doit être entendue d'une manière judicieuse; que, s'il en était autrement, il n'existerait, pour ainsi dire, aucun cas où les partages ne présentassent des difficultés, des inconvénients, et que dès lors, il faudrait presque toujours recourir à la licitation. » Le 27 février 1838 (S., 38. 1. 216) la Cour suprême cassait ce jugement pour violation des articles 827 et 834 du Code civil. — Il n'appartient pas aux experts ou aux juges d'attribuer aux intéressés des lots proportionnels à leurs droits.

Le 6 juillet 1837 ⁽⁵⁾ la Cour de Nancy cassait un jugement qui avait fait des attributions de lot dans un partage où des mineurs étaient intéressés. Le dispositif de l'arrêt est catégorique : « Attendu que le tirage au sort est l'une des formalités substantielles destinées à assurer l'égalité dans les partages; qu'elle est impérieusement prescrite et fait obstacle au mode de partage par attribution admis par le jugement dont est appel. »

Le 19 mars 1844 ⁽⁶⁾, la Chambre civile de la Cour de cassation infirma un arrêt de la Cour d'Agen en date du

(5) S., 1839. 2. 162.

(6) S., 1844. 1. 301.

10 janvier 1838, qui avait également procédé par voie d'attribution.

Même décision de la Cour suprême le 26 avril 1847 (7). Le 27 mars 1850 (8), elle confirme qu' « aucune loi n'autorise l'attribution judiciaire à l'un des copartageants ».

Mais si le passif absorbe la totalité de l'actif, le tribunal peut-il homologuer un procès-verbal de liquidation attribuant tout l'actif à l'un des héritiers sous l'obligation de payer les dettes ? La Cour de Riom a répondu négativement, le 1^{er} avril 1854 (9), en confirmant un jugement du tribunal civil du 26 août 1853. L'arrêt est ainsi motivé : « Attendu qu'en matière de partage entre majeurs et mineurs, la loi a créé des formalités rigoureuses dont il n'est pas permis de se départir ; — Attendu que chaque copartageant a le droit de prendre *en nature* ce qui peut lui revenir. »

Le 11 août 1875 (10), la Cour de cassation proclame encore : « Attendu que le tirage au sort des lots régulièrement formés étant la seule voie admise lorsque les parties ne sont point d'accord pour opérer le partage à l'amiable, il ne peut, en ce cas, être procédé par attribution à l'une ou à l'autre des parties d'un lot spécial destiné à la remplir de ses droits. »

Que conclure de ces décisions ? (11). Le tirage au sort

(7) S., 1847. 1. 610.

(8) S. 1850. 1. 669.

(9) S., 1854. 2. 617.

(10) S., 1876. 1. 468.

(11) Nous avons cité les arrêts les plus intéressants : on peut lire dans le même sens ceux de : Cass., 26 août 1807, S., 07. 1. 437; Toulouse, 18 janv. 1833, S., 33. 2. 30; Cass., 25 nov. 1834, S. 35. 1. 253; Angers, 9 mars 1843, S., 43. 2. 346; Riom, 22 mai 1843, S., 43. 2. 364; Montpellier, 14 mai 1845, S., 45. 2. 559; Bastia, 4 janv. 1858, S., 58. 2. 83; Douai, 5 déc. 1863, S., 66. 2. 363.

est la règle absolue. Dans les trois arrêts précités, contraires à la jurisprudence, les juges ont cru que si l'article 834 impose le tirage au sort des lots et si l'article 831 prescrit, par ailleurs, qu'il soit formé autant de lots égaux qu'il y a de copartageants, on peut procéder par attribution lorsque des lots égaux ne peuvent être formés, attendu que les copartageants ont des droits inégaux.

Mais aucun texte ne parle d'attribution; de plus, les règles du partage ordonnent le tirage au sort, et si les articles 831 et 834 ne peuvent être appliqués, l'article 827 donne nettement la solution du problème : il faut recourir à la licitation.

Nous avons supposé jusqu'ici que le partage en nature est possible; mais que décider si, dans une succession, il se trouve des immeubles partageables et un immeuble impartageable ? La jurisprudence décide que la licitation doit être ordonnée pour ce dernier, mais que le partage en nature doit être opéré pour les biens susceptibles de division (Paris, 8 mars 1867; Caen, 24 août 1868, S., 69. 2. 215; Agen, 25 janv. 1887, *Rec. Agen*, 1887, p. 186; Paris, 19 janv. 1894, *Rép. not. Defrenois*, n° 7618). Il peut donc y avoir tout à la fois partage en nature partiel et licitation partielle.

Il y a lieu également à partage en nature, si l'ensemble des immeubles peut se partager commodément, quoique chaque immeuble pris à part soit impartageable (Nîmes, 15 févr. 1833; R. I. 752; Besançon, 2 juill. 1844, D. P., 43. 4. 386; Caen, 24 août 1868, D. P., 71. 2. 168; Agen, 25 janv. 1887, *Rec. Agen*, 1887, p. 186; Paris, 19 janv. 1894, *Gaz. Pal.*, 94. 1. 293).

Pour permettre le partage en nature, le juge peut grever un immeuble d'une servitude (Caen, 24 août 1868, S., 69.

2. 215; Douai, 5 janvier 1883, *Jurispr. Douai*, 1883, p. 34; Cass., 15 juin 1910, *Sirey*, 1910, *Bulletin des sommaires*, p. 73; Dijon, 15 avril 1907, D. P., 09. 2. 210). Le partage en nature sera également préféré à la licitation, quoique les immeubles soient grevés d'un droit d'usufruit, s'ils peuvent être facilement partagés sans préjudicier à ce droit (Caen, 23 mars 1872, S., 72. 2. 222; D., 72. 5. 342).

Enfin, la licitation sera repoussée même si, à raison de leur situation ou de leur éloignement, certains immeubles peuvent ne pas convenir également à tous les copartagants. Il ne faut pas tenir compte des intérêts particuliers. Un arrêt de la Cour de Paris du 8 mars 1867 ⁽¹²⁾ est caractéristique à ce sujet. Une succession échue à trois héritiers comprenait trois immeubles de valeur différente et situés dans des départements distincts. Le Tribunal de la Seine avait ordonné la licitation, en rappelant aux intéressés qu'ils pouvaient faire prononcer l'adjudication à leur profit. La Cour a infirmé ce jugement, et voici le motif de droit invoqué : « Considérant, dit la Cour, qu'il résulte de la consistance et de la composition de ces biens qu'ils peuvent être commodément divisés en trois lots, et par suite, qu'ils sont partageables en nature; que la situation et l'éloignement de ces biens n'empêchent pas que, considérés en eux-mêmes, ils ne puissent être commodément divisés et partagés; que la circonstance, qu'à raison de leur situation certains de ces biens pourraient ne pas convenir également à tous les copartageants ne modifiant pas leur consistance et leur composition, ne saurait faire obstacle à l'exercice du droit de chacun des héritiers de demander et d'obtenir sa part en nature. »

(12) S., 1867. 2. 185.

La Cour a donc considéré les immeubles dans leur individualité, sans tenir compte de leur éloignement ou de leur situation; elle a décidé l'attribution par voie du sort d'une unité à chaque copartageant, sauf à ce dernier à l'aliéner plus tard.

Si le législateur désire le partage en nature, si le juriste met tout en œuvre pour l'appliquer, bien souvent, hélas ! il faut recourir à la licitation.

SECTION II

CAS EXCEPTIONNELS OU LA LICITATION EST ADMISE OU IMPOSÉE

La licitation ne peut avoir lieu que dans deux cas :

- 1° Elle sera admise lorsque toutes les parties majeures et maîtresses de leurs droits seront d'accord pour procéder à l'aliénation des immeubles;
- 2° Elle sera imposée lorsqu'ils seront impartageables ou difficilement partageables.

Laissant volontairement de côté le cas où les parties sont d'accord et capables, libres par conséquent de procéder au règlement comme elles l'entendent, nous devons nous demander quelle solution doit ordonner le juge, lorsque le partage en nature est impossible : la réponse impérative qui n'est pas discutée nous est donnée par l'article 827 :

« Si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal. »

Mais — et c'est là que le problème devient délicat — comment interpréter ce mot « commodément ». Cette question de fait, laissée à l'entière appréciation des tribunaux,

comme nous le verrons plus loin, est résolue suivant l'importance et la nature des différents immeubles, comme aussi suivant le nombre, la qualité et la quotité des droits égaux ou inégaux des héritiers.

La principale cause de la licitation vient du fait qu'on ne peut arriver à former des lots égaux pour tous les héritiers qui viennent à une succession de leur chef, surtout quand leurs parts respectives sont inégales. C'est ce que déclare le jugement précité de Beaune du 12 décembre 1833, en invoquant qu'avec le respect rigoureux de la formation des lots « il faudrait presque toujours recourir à la licitation ». Nous avons vu qu'il faut diviser la succession en fractions dont chacune est égale à celle qui revient à l'héritier dont les droits sont les plus faibles. Cette interprétation étroite de la loi, appliquant strictement les principes du partage en nature, a l'inconvénient de nécessiter le plus souvent la licitation des immeubles. En 1932, M. F... décède, laissant un enfant naturel, héritier pour trois quarts, des neveux, fils d'une sœur prédécédée, et sa mère. L'actif de succession comprenait un corps de ferme de 35 hectares. Sur demande de partage en nature au nom de l'enfant naturel, le Tribunal d'Arras a, le 12 avril 1933 (*Rép. not.*, n° 23.564), ordonné la licitation :

« Attendu que si, aux termes de l'article 826 du Code civil, le partage en nature est la règle, il n'en est ainsi que dans le cas où les immeubles peuvent se partager commodément (C. civ., art. 827); que l'article 834 du Code civil prévoit, en principe, l'attribution de parts divisées, prescrivant la formation d'autant de lots égaux qu'il existe d'héritiers et que cette règle est difficilement applicable lorsque les héritiers succèdent pour des parts inégales, la

valeur du lot devant se chiffrer par la part héréditaire la plus faible (Dalloz, *Rép. prat.*, v° *Successions*, n° 1238 et suiv.); que, dans l'espèce présente, cette part étant prise comme dénominateur commun, on se trouverait amené, pour attribuer des parts divisées, à fractionner la succession en 80^{es}, l'enfant naturel prenant 60/80^{es}, la dame F..., mère, 5/80^{es}, et chacun des mineurs, 3/80^{es};

» Attendu qu'une semblable opération par voie de partage en nature se révèle, et sans qu'il soit besoin d'expertise, complètement irréalisable; que la confection de lots amènerait le morcellement à l'infini des parcelles et, par suite, leur dépréciation, qu'il s'agit, d'ailleurs, d'immeubles formant une même exploitation, de terres dont le **démembrement** serait sans profit et même onéreux, les nécessités actuelles de la culture exigeant au contraire des parcelles vastes et d'un seul tenant plus facilement cultivables. »

Puisque nous parlons de successions agricoles, le *de cujus* ne laissera généralement qu'un bien rural, celui qu'il exploitait à l'aide de sa famille ou de domestiques. S'il n'a pas fait de libéralité préciputaire ou testamentaire, chaque enfant ayant droit à une part égale, il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, de faire 3, 4, 5 lots ou davantage. Si, comme dans bien des régions, il a avantaagé un héritier, il faudrait faire 4 lots en présence de 3 enfants, 16 lots en présence de 4 enfants, 20 lots en présence de 5 enfants. Ici, alors, nous pouvons dire que la licitation sera obligatoire, et cela doublement, car il est matériellement impossible de morceler ainsi une propriété moyenne, et il importe ensuite à l'agriculture et à une bonne économie rurale que les exploitations ne soient pas divisées et dispersées.

En effet, si le Code permet le partage en nature, le légis-

lateur n'impose-t-il pas au juge une tâche plus haute dans l'article 832, 1^{er} al., et qui consiste à sauvegarder les intérêts de la propriété foncière par la formation des domaines de petite ou de moyenne étendue. Ne veut-il pas le maintien de leur intégrité quand il parle de « morcellement » et de « division » ? La loi ne vise-t-elle pas le démembrement que subirait la propriété rurale par le fait d'un partage inconsideré ? C'est le principe consacré par la Cour de cassation le 9 juin 1837 (Aff. *Jouannet*, D. P., 37. 1. 294), qui déclare que le partage doit être considéré comme ne pouvant s'opérer commodément en nature, lorsqu'il est constaté que ce mode de partage ne serait possible qu'au moyen d'un morcellement qui frapperait les immeubles d'une dépréciation considérable. La Cour de Dijon pose le même principe dans son arrêt du 15 avril 1907 (D. P., 09. 2. 210).

Donc, le juge cherchera à ne pas déprécier par la division et à conserver aux immeubles une entité économique. La Cour de cassation, le 3 février 1873 (S., 73. 1. 313), a confirmé un arrêt de la Cour de Lyon qui avait ordonné la licitation : « Considérant que l'immeuble est une propriété de valeur assez modique et qui ne peut être partagée sans dépréciation...; que l'expertise est inutile. »

La licitation sera également ordonnée si le partage devait nécessiter soit l'établissement de servitudes trop onéreuses, soit le paiement de soultes trop considérables (Bordeaux, 17 janv. 1831, D. 31. 2. 80; Cass., 26 déc. 1866, *Rev. not.*, n° 1963). L'incommodité du partage peut résulter soit de la nature des immeubles, soit des circonstances dans lesquelles le partage doit s'opérer (Req., 3 févr. 1873, D. P., 73. 1. 467; Chambéry, 29 juill. 1884, *Gaz. Pal.*, 85. 1. suff. 25; Aix, 13 janv. 1888; Besançon, 29 janv. 1897, D. P., 97. 2. 72).

Mais pour que la licitation soit ordonnée, il est indispensable que le partage ne puisse être fait commodément. Les difficultés d'exploitation des immeubles, leur éloignement, les dépenses nécessitées par leur mauvais état ne sauraient être des motifs suffisants pour faire écarter ce partage (Paris, 8 mai 1867; Lyon, 20 août 1877).

La difficulté de former des lots ou l'incommodité de la division matérielle des immeubles, parfois toutes les deux à la fois, sont donc les causes qui nécessitent l'aliénation; or, tandis que le partage en nature constitue la règle, et la licitation l'exception, les praticiens peuvent affirmer que neuf fois sur dix dans les successions agricoles, c'est la licitation qui est ordonnée.

En définitive, que conclure du partage en nature et de la licitation ? Il faut se placer à deux points de vue distincts :

a) au point de vue des biens en eux-mêmes d'abord. La licitation sera ordonnée si la division est matériellement impossible ou si le morcellement doit les déprécier. Si la masse comprend plusieurs immeubles, les uns partageables, les autres impartageables, ces derniers seuls seront licités. Enfin le partage en nature doit avoir lieu si l'égalité peut être obtenue par de faibles soultes ou quand l'établissement de servitudes pas trop onéreuses peut faciliter la formation des lots;

b) au point de vue des copartageants, il faut tenir compte de leur nombre et de leurs droits. La division matérielle des immeubles ne suffit pas, il faut encore qu'il puisse être formés des lots, en fonction de la *quotité des droits*, et que ces droits puissent être tirés au sort.

SECTION III

ROLE DE LA COUR DE CASSATION

Si la jurisprudence déclare que le partage en nature est le droit commun, et la licitation l'exception; si les juges jouissent d'une certaine latitude d'appréciation pour décider si tels immeubles sont partageables ou non, et en conséquence ordonner ou non la vente sur licitation, cependant la Cour de cassation veille et doit veiller à l'application des textes et de l'esprit de la loi. Elle laisse au juge le soin de trancher le fait, mais exerce jalousement son droit de regard sur le respect des dispositions impératives du Code.

L'arrêt fondamental en la matière est du 10 mai 1826 (13).

« Vu l'article 827 du Code civil; Considérant que le législateur n'a pas voulu abandonner au pouvoir discrétionnaire des tribunaux la forme et le mode des partages entre cohéritiers;

» Qu'en conséquence, au chapitre VI du livre III du Code civil, il a été établi des règles générales auxquelles les magistrats doivent toujours se conformer; que c'est ainsi notamment qu'après avoir ordonné, dans l'article 824, que l'estimation des immeubles sera faite par des experts convenus entre les parties, sinon nommés d'office, qui indiqueront dans leur procès-verbal si l'objet estimé peut commodément se partager (ce qui doit s'entendre d'une division facile permettant d'opérer les prélèvements et de former ensuite des lots égaux pour chacun des cohéritiers),

(13) S., 1826. 1. 444.

et dit, en termes impératifs (art. 827) : « Si les immeubles » ne peuvent pas se partager commodément, il doit être » procédé à la vente par licitation devant le tribunal » ;

» Considérant que cette obligation a été renouvelée et confirmée par l'article 974 du Code de procédure, qui a seulement fait une exception pour le cas où il résulte du rapprochement de diverses expertises, qu'encore bien que chaque immeuble, en particulier, soit impartageable, néanmoins la totalité des immeubles peut se partager commodément; que cette exception unique, si naturelle qu'il semble qu'elle n'aurait pas eu besoin d'être créée par la loi, démontre clairement que, dans tous les autres cas, lorsqu'il est (comme dans l'espèce de la cause) demeuré constant que les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, les magistrats doivent ordonner qu'il sera procédé à la vente par licitation, précepte qu'il leur est d'autant moins permis d'enfreindre que l'inexécution de l'article 827 entraîne nécessairement la violation des articles 826, 828, 830, 831, 832 et 834 du Code civil, dans lesquels est tracé le mode à suivre pour assurer, autant que possible, entre les cohéritiers, l'égalité, qui est de l'essence des partages. La Cour royale a violé expressément l'article 827 du Code civil, et, par suite de cette contravention, les articles 826, 828, 830, 831, 832 et 834 du même Code; Casse. »

Sur pourvoi contre un arrêt de la Cour d'Agen ordonnant, sans expertise, la division en nature de bâtiments, la Cour suprême, sans examiner le fait, décide le 12 avril 1831 (14) :

« Qu'enfin, la Cour royale a pu également s'aider des

(14) S., 1832. 1. 842.

documents qui avaient été mis sous ses yeux, pour déclarer, en fait, que les bâtiments compris au partage étaient susceptibles d'être divisés entre les cohéritiers, et qu'aucune disposition législative ne l'obligeait à recourir à une expertise pour constater ce fait :

« Que, sous ce rapport encore, son arrêt est à l'abri de la censure de la Cour; rejette. »

S'agit-il d'un partage par attribution, tel que celui ordonné par le Tribunal de Beaune le 12 décembre 1835 ou la Cour d'Agen le 10 janvier 1838, la Cour de cassation statue :

Le 27 février 1838 ⁽¹⁵⁾ : « Attendu qu'il résulte de ce qui vient d'être dit que l'arrêt attaqué, en se fondant sur ce que le jugement préparatoire du 29 janvier aurait ordonné le partage par attribution, a violé les articles 827 et 834 du Code civil, ainsi que les articles 451, 452 du Code de procédure; casse. »

Et le 19 mars 1844 ⁽¹⁶⁾ : « Vu les articles 834 et 835 du Code civil; Attendu que le législateur n'a pas voulu abandonner au pouvoir discrétionnaire des tribunaux la forme ainsi que le mode des partages entre cohéritiers, et qu'au chapitre VI, livre III, du Code civil, il a établi des règles générales auxquelles les magistrats doivent toujours se conformer;

» Et attendu, en fait, qu'il est établi que l'arrêt attaqué a admis et ordonné le partage par voie d'attribution contre le consentement et malgré l'opposition du demandeur, qui a constamment conclu à la licitation des immeubles indivis; qu'en jugeant ainsi, il a autorisé un mode de par-

(15) S., 1838. 1. 219.

(16) S., 1844. 1. 301.

tage autre que celui prescrit par la loi, et expressément violé les articles 834 et 835 du Code civil; casse. »

Elle invoque les mêmes motifs dans des termes identiques le 27 mars 1850 (S., 50. 1. 669).

Un héritier bénéficiaire d'une institution contractuelle d'une quote-part de l'universalité de la succession est-il autorisé par le juge à prélever cette quote-part sur une partie déterminée de la succession ? La Cour de cassation y voit une violation de la loi et casse l'arrêt (26 avril 1847, S., 47. 1. 610).

« Vu les articles 827, 833 et 834 du Code civil; Attendu que la loi n'a pas livré au pouvoir discrétionnaire des tribunaux la forme et le mode des partages, et qu'au chapitre VI, livre III du Code civil, elle a établi des règles dont il n'est pas permis aux magistrats de s'écarter contre la volonté des parties intéressées.

» Attendu que c'est ainsi notamment, qu'après avoir admis chacun des copartageants à demander sa part en nature des biens meubles et immeubles de la succession (art. 826), la loi veut que si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément en autant de lots qu'il y a de parties prenantes, la licitation en soit ordonnée (art. 827), et que si, au contraire, les immeubles sont susceptibles d'être divisés, il en soit fait des lots égaux autant que possible, au tirage desquels il devra être procédé par la voie du sort (art. 834); que toutes ces prescriptions, qui garantissent la juste répartition des biens dans la proportion des droits de chaque coïntéressé, ne peuvent fléchir devant des circonstances particulières; casse. »

S'agit-il d'une propriété, matériellement divisible, mais dont la licitation a été ordonnée parce que le morcellement provoquerait une dépréciation, la Cour de cassation

s'incline devant la déclaration des juges du fond (3 févr. 1873, S., 73. 1. 313) : « Attendu qu'il est constant en droit qu'il y a lieu à licitation lorsque les immeubles ne peuvent être divisés sans opérer la dépréciation de chacune ou de plusieurs des parties qui les composent ou sans rendre la jouissance onéreuse ou difficile;

» Attendu qu'il est déclaré souverainement et en fait par l'arrêt attaqué que l'immeuble dont il s'agit au procès est une propriété d'agrément, de valeur assez modique et qui ne peut être partagée sans grande dépréciation; que, dès lors, en ordonnant la licitation demandée par le défendeur éventuel, les juges du fond n'ont violé aucun principe de droit. »

Les cohéritiers ne sont-ils pas d'accord sur le partage en nature ou sur la licitation, la décision des juges échappe à la censure de la Cour de cassation qui déclare, le 8 mars 1873 (S. 73. 1. 301) : « Que c'est au vu de ces circonstances de la cause que la Cour déclare que les immeubles dont s'agit n'étaient ni utilement ni commodément partageables en nature; que cette appréciation des juges du fond suffit pour exclure l'application des articles 826 et 832 du Code civil. »

Même décision le 11 août 1873 (S., 76. 1. 468) : « Sur la première branche du moyen unique du pourvoi, relative au partage des immeubles et tirée de la fausse application de l'article 827 du Code civil; Attendu qu'aux termes dudit article, si les immeubles ne peuvent être partagés commodément, il doit être procédé à la vente par licitation, et que, d'après l'article 832 du même Code, on doit éviter dans les partages de morceler les héritages et de diviser les exploitations; — Attendu, d'un autre côté, que le tirage au sort des lots régulièrement formés étant

la seule voie admise lorsque les parties ne sont point d'accord pour opérer le partage à l'amiable, il ne peut, en ce cas, être procédé par attribution, à l'une ou à l'autre des parties, d'un lot spécial destiné à la remplir de ses droits; — Attendu que l'arrêt attaqué déclare, en fait, qu'à défaut par la dame Bouville, l'une des héritières de Jeanne Dauter, d'avoir consenti à un mode de partage indiqué par les experts, mais qui comportait nécessairement l'attribution à la dame Dauter d'un lot composé exclusivement en vue de ses droits, les divers modes de partage en nature proposés par la dame Dauter étaient impraticables; qu'en ordonnant, par suite de cette appréciation de fait, la vente par licitation des immeubles indivis entre les parties, l'arrêt attaqué n'a point fait une fausse appréciation, ni, par suite, violé l'article 827 du Code civil. »

Si dans une succession dévolue pour la moitié aux héritiers de la ligne paternelle et pour la moitié aux héritiers de la ligne maternelle le juge ne forme que deux lots, la Cour suprême, ainsi que nous l'avons vu plus haut, décide qu'il y a violation de la loi (28 nov. 1883; S., 83. 1. 65).

Le principe de la souveraine appréciation des juges du fond est confirmé par les arrêts de la Cour de cassation, qui exige simplement que les juges motivent leur décision: Voici des arrêts caractéristiques :

Du 18 octobre 1887 (S., 88. 1. 78) : « Attendu que veuve Baptiste Astruc ayant conclu à la licitation, laquelle ne doit avoir lieu que dans les cas déterminés par l'article 1686, il lui incombait d'articuler les causes d'incommodités ou de pertes, qui mettaient, suivant elle, empêchement au partage; — Attendu qu'en l'absence de toute allégation de griefs précis et susceptibles de discussion, les juges du fond ont fait à cette demande une réponse suffi-

sante, lorsqu'ils ont déclaré que l'impossibilité du partage n'était point démontrée, ce qui, d'après l'ensemble des énonciations de l'arrêt, doit s'entendre non seulement d'une impossibilité matérielle, mais encore de l'impossibilité de partager commodément; qu'en statuant dans ces termes, la Cour de Nîmes n'a nullement violé les dispositions de la loi invoquée par le pourvoi. »

Du 6 mars 1895 (D. P., 95. 1. 237) : « *Sur le moyen additionnel de la violation et de la fausse application des articles 827-832* : ... qu'une critique consiste à soutenir que les juges, dont l'appréciation à cet égard est souveraine, ont eu tort d'ordonner le partage en nature des biens selon lui impartageables; rejette. »

Du 1^{er} avril 1895 (D. P., 95. 1. 280) : « Attendu que l'arrêt attaqué (Paris, 19 juillet 1893) constate qu'eu égard aux droits des héritiers, les immeubles litigieux ne sont pas commodément partageables en nature; — Attendu que cette appréciation de fait échappe au contrôle de la Cour de cassation; et qu'en se fondant sur elle pour ordonner la vente sur licitation, la Cour de Paris, loin de violer les articles 826 et 827 susvisés, a exprimé des motifs qui justifient sa décision. »

Du 23 mars 1896 (D. P., 97. 1. 443) : « *Sur les moyens pris de la violation des articles 826-833-1686 du Code civil* : Attendu que l'arrêt attaqué (Aix, 13 févr. 1895), homologuant un rapport d'experts où l'incommodité et les inconvénients du partage en nature sont exposés, constate qu'eu égard au peu d'importance des immeubles indivis, ils ne sauraient être divisés, ce qui implique qu'ils ne pourraient l'être commodément; — Attendu que cette appréciation de fait échappe au contrôle de la Cour de cassation, et qu'en se fondant sur elle pour ordonner la vente

sur licitation, la Cour d'Aix, loin de violer les articles susvisés au pourvoi, a exprimé des motifs qui justifient sa décision. »

Du 30 mai 1911 (D. P., 11. 1. 91), sur pourvoi contre un arrêt de la Cour de Caen ayant ordonné la licitation des masses confondues de différentes communautés et successions : « Attendu que la Cour a légalement justifié sa décision et n'a pas violé les articles susvisés (826-1476). »

Du 31 mars 1914 (D. P., 14. 1. 232) : « Attendu que la question de savoir si un partage porte atteinte par la nature, la valeur ou la composition des lots au principe de l'égalité entre cohéritiers est de pur fait, et rentre, par conséquent, dans les pouvoirs souverains des juges du fond; — Attendu que l'arrêt attaqué (Lyon, 18 mars 1913) constate.. que ces constatation et déclaration sont souveraines. »

Le 29 avril 1931 (Rép. not., n° 22928), la Cour a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt qui, ayant constaté dans ses motifs qu'un immeuble indivis entre trois héritières ne pouvait être commodément partagé entre elles et ayant, en conséquence, rejeté une demande de partage en nature, avait cependant ordonné la licitation de cet immeuble en trois lots : « Attendu que, d'après le pourvoi, l'arrêt attaqué serait entaché d'une contradiction de motifs, comme ayant prescrit : d'une part, que l'immeuble litigieux serait licité faute de pouvoir être partagé commodément; d'autre part, que la licitation aurait lieu en trois lots dont ledit arrêt détermine la composition; — Mais attendu que les juges du fond possèdent un pouvoir souverain d'appréciation soit en ce qui concerne la question de savoir si un immeuble est susceptible d'être commodément partagé au point de vue de l'application de l'article 827 du Code civil,

soit en ce qui concerne les modalités des licitations qu'ils ordonnent; qu'il est possible de concevoir...; — Attendu qu'il résulte de là que la preuve d'une contradiction de motifs n'est pas rapportée. »

Le 29 juillet 1932 (*Rép. not.*, n° 23377), la Cour confirma un arrêt ordonnant la licitation de la pleine propriété des immeubles d'une succession dont une quote-part était usufruitée : « Or, attendu que, en la cause, il s'agit d'un usufruit portant sur une quote-part de biens de la succession; que la Cour d'appel, après avoir rappelé qu'en principe il n'y a pas indivision entre nu propriétaire et usufruitier, constate, d'après les faits et circonstances qu'elle énumère, qu'il n'est possible ni de cantonner l'usufruit sur une portion de la propriété, ni de le liciter dans des conditions avantageuses pour l'usufruitier; et que, en définitive, la licitation immédiate de la pleine propriété s'impose aussi bien dans l'intérêt de l'héritier que dans celui de l'usufruitière; d'où il suit que l'arrêt attaqué, qui est motivé et ne contient pas de contradiction dans ses motifs, a pu juger comme il l'a fait sans violer les textes de loi visés au moyen. »

Si la Cour suprême laisse donc aux juges toute latitude pour ordonner la licitation, elle exige, comme nous l'avons vu par la lecture des textes, que leurs décisions soient motivées. Dans un cas tout récent, un sieur L... s'est pourvu en cassation contre un arrêt de la Cour d'appel d'Alger, rendu le 2 juillet 1930; un des moyens invoqués était le suivant : « Violation des articles 826 et 827 du Code civil en ce que l'arrêt attaqué a ordonné la licitation des immeubles dépendant des communauté et succession dont s'agit sans répondre à des conclusions par les-

quelles L... affirmait qu'ils étaient commodément partageables en nature. »

Le 29 juin 1933, la Chambre civile a arrêté : « Attendu que le Tribunal de Blida, en limitant la mission des experts qu'il commettait à un avis sur le lotissement et sur la fixation des mises à prix, aurait admis qu'il y avait lieu à licitation, « les parties ne contestant pas l'impossibilité d'un partage en nature »; — Mais attendu qu'en cause d'appel, L... a contesté cette impossibilité concluant expressément à ce que les experts aient la mission de vérifier si les immeubles litigieux pouvaient être commodément partageables en nature; que la Cour, *sans donner aucun motif propre*, a confirmé purement et simplement le jugement du tribunal, rejetant de manière implicite les conclusions de L...; que sa décision n'est donc point motivée de ce chef; — Par ces motifs, casse et annule... » (17).

SECTION IV

APPLICATION JURISPRUDENTIELLE DES ARTICLES 826, 827, 832, DANS LES PARTAGES D'ASCENDANTS

Le législateur de 1804 ne reconnaissait-il pas au père de famille un pouvoir que le droit commun ne lui aurait pas conféré, ne le dispensait-il pas de se plier aux règles des articles 826 et 832 du Code civil ? Ce problème, qui a donné lieu en doctrine à bien des controverses célèbres, a été résolu par la jurisprudence dont l'évolution semble aujourd'hui terminée.

Qu'a-t-elle décidé ? Jusqu'à la fin du xix^e siècle, elle a

(17) Cass. civ., 29 juin 1933; *Le monde judiciaire*, nov. 1933.

imposé l'application stricte des articles 826 et 832, dont l'inobservation se trouvait être une cause fréquente de nullités de partages d'ascendants.

Alors que la jurisprudence de la Cour de cassation était déjà fixée dans le sens de l'observation obligatoire des articles 826-832 aux partages d'ascendant, quelques cours soutinrent la thèse contraire, et nous suivrons avec intérêt l'évolution qu'ont subie elles-mêmes la Cour de cassation et les cours d'appel.

Le 14 août 1820 ⁽¹⁸⁾, la Cour de Grenoble déclare que le père de famille, en vertu d'une délégation qu'il tient de la loi, peut distribuer ses biens entre ses enfants pour leur plus grand avantage.

Sur pourvoi, la Chambre civile cassa l'arrêt le 16 août 1826 : « Considérant, dit la Cour de cassation, qu'il résulte des articles 1075 et suivants que les règles qui tiennent essentiellement à la nature des partages, notamment celle de l'égalité entre les copartageants, doivent être observées dans les partages d'ascendants comme dans les autres partages; qu'il est visible que cette égalité serait détruite, si le père de famille qui possède un ou plusieurs immeubles susceptibles de division pouvait arbitrairement donner la totalité à l'un de ses fils et réduire les autres à une condition moins avantageuse, en ne leur assignant qu'une part en argent; qu'il suit que le père de famille faisant un partage anticipé doit distribuer entre ses enfants tous ses immeubles, à moins que ces propriétés ne soient impartageables ou ne puissent être morcelées sans inconvénients. » ⁽¹⁹⁾.

(18) D. Rép.; v° *Dispositions entre vifs et testaments*, n° 4486.

(19) D., Rép., v° *Dispositions entre vifs et testaments*, n° 4492 *adde.*

La Cour suprême pose donc le principe que les dispositions des articles 826 et 832 sont de l'essence des partages, sauvegardent l'égalité et doivent être observées dans les partages d'ascendants.

Certaines cours françaises résistèrent à la jurisprudence de la Cour de cassation.

Dans un arrêt du 20 janvier 1837 ⁽²⁰⁾, la Cour de Lyon fait une distinction : les ascendants peuvent distribuer à leur gré leurs biens entre leurs enfants, donner tout l'argent à l'un, tous les immeubles à l'autre. Mais si le père de famille fait attribution à un seul de ses descendants de la totalité de sa fortune ou d'une partie excédant la quotité disponible et la part héréditaire de ce dernier à la charge de verser à ses cohéritiers une somme d'argent, elle déclare qu'il n'y a plus alors partage mais vente de l'hérédité.

Le 10 avril 1847 ⁽²¹⁾, la Cour de Nîmes arrête que : « Si le père de famille ne met pas dans le lot de chacun des enfants copartageants une égale portion de meubles et d'immeubles, l'attribution qu'il consacre, déterminée par la nature des biens indivis conseillée aux parties par leurs convenances réciproques et acceptée par elles, ne peut devenir plus tard le fondement d'une critique légitime. »

Un arrêt de la Cour de Riom du 10 mai 1851 ⁽²²⁾ définit le pouvoir d'appréciation et le rôle du père de famille : « Attendu que la faculté inscrite dans l'article 1075 permettait à X... père de placer dans chaque lot les biens qui pouvaient le mieux convenir à chacun de ses héri-

(20) D., v^o *Dispositions entre vifs et testaments*, n^o 4487.

(21) D., 48. 2. 102; S., 48. 2. 130.

(22) S., 51. 2. 898; D., 52. 2. 235.

tiers, eu égard à leur situation respective; qu'en attribuant à l'un des immeubles ruraux et à l'autre un immeuble urbain, les principes en matière de partage pour la composition des lots ont été observés, lorsque surtout l'attribution paraît avoir été faite par le père commun pour éviter des inconvénients qu'il avait su apprécier dans un intérêt égal pour ses enfants.. »

Le 12 décembre 1866, la Cour d'Agen proclame le principe suivant : « Attendu que les règles posées par les articles 826 et 832 du Code civil sont parfaitement justes, lorsqu'on les applique aux partages judiciaires; que les lots doivent alors être tirés par la voie du sort (art. 834); qu'on ne peut donc, dans leur composition, tenir aucun compte des convenances personnelles; que le seul moyen de rendre la chance égale pour tous est de mettre, autant que possible, dans chaque lot, une pareille quantité d'objets de même nature (art. 832), mais qu'on pourrait donner à chacun la nature des biens qui convient le mieux à sa position, à ses aptitudes, à ses besoins; que ce serait ajouter aux dispositions de la loi et dénaturer l'institution patriarcale des partages d'ascendants.. » (23).

Cependant, dans une série d'arrêts rendus par la Chambre civile, la Cour de cassation maintient les principes nettement posés par elle dans l'arrêt de 1826 (24), et elle a été suivie par plusieurs cours d'appel (25).

L'exemple le plus commun qui ait donné lieu à ces déci-

(23) D., *Rép.*, v^o *Dispositions entre vifs et testaments*, n^o 4486.

(24) Cass. civ., 11 mai 1847, D., 47. 1. 167, S., 47. 1. 513; Cass. civ., 18 déc. 1848, D., 49. 1. 17, S., 49. 2. 258; Cass. civ., 18 déc. 1855, D., 56. 1. 21, S., 56. 1. 305; Cass. req., 11 août 1856, D. 57. 1. 21, S., 56. 1. 781.

(25) Lyon, 30 août 1848, D., 49. 2. 57, S., 49. 2. 7; Caen, 15 déc. 1849, D., 52. 2. 5; Bordeaux, 7 janv. 1853, D., 53. 2. 222, S., 53. 2. 264; Rouen, 9 mars 1855, D., 56. 2. 36; S., 55. 1. 785 (noté sous Cass., 28 févr. 1855).

sions est le cas du père de famille attribuant la totalité ou la presque totalité de ses immeubles à l'un de ses enfants et une somme d'argent aux autres.

Le raisonnement qui sert de base aux motifs des arrêts est le suivant : les dispositions des articles 826 et 832 sont de l'essence ou de la nature des partages, elles y sont fondamentales, et, par conséquent, s'appliquent aussi bien aux partages d'ascendants qu'aux autres partages entre cohéritiers; et les immeubles doivent être partagés en nature, à moins que ce partage ne soit impossible ou ne puisse pas être fait commodément.

Un premier revirement semble se produire.

Comment s'exprime, en effet, un arrêt du 9 juin 1837 ?
« Attendu, dit-il, qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que le père de famille est tenu d'observer, dans le partage anticipé, les articles 826 et 832; — Mais attendu que cette règle cesse d'être applicable aux termes de l'article 827, dans le cas où les immeubles ne peuvent se partager commodément; — Et attendu, en fait, que dans l'acte passé devant notaire, par lequel X... a fait le partage de ses immeubles entre ses trois enfants, ledit X... a déclaré que ces biens n'étaient pas susceptibles de division sans dépréciation; que si, néanmoins, les experts nommés par le Tribunal d'Angoulême ont, dans leur rapport, exprimé l'opinion que lesdits biens pouvaient être divisés en trois lots dont ils ont indiqué la formation, la Cour de Bordeaux a écarté l'avis des experts en constatant qu'ils n'avaient pu parvenir à la division des immeubles qu'en morcelant les plus petites parcelles de terre, morcellement qui en diminue la valeur et que la première disposition de l'article 832 prescrit d'éviter » (26).

(26) Cass. civ., 9 juin 1836, D., 37. I. 295.

Sans doute, la Cour suprême maintenait sa jurisprudence antérieure, prescrivant l'observation des articles 826 et 832 dans les partages d'ascendants, et confirmait l'arrêt de la Cour d'appel, qui paraissait avoir justement interprété la première partie de l'article 832, mais elle laissait aux juges du fait un champ plus large dans l'appréciation de l'impartageabilité des immeubles.

Cette première manifestation de la Cour de cassation vers une jurisprudence plus libérale, relativement à l'application des articles 826 et 832 aux partages d'ascendants, devait être suivie de beaucoup d'autres, et cette tendance devait s'accroître dans les arrêts postérieurs ⁽²⁷⁾.

Il suffira aux juges du fait d'apprécier souverainement si les immeubles attribués à un seul sont impartageables, appréciation qui suffit à valider l'acte. « Attendu, dit la Cour le 23 mars 1869, que l'arrêt attaqué se fonde tout particulièrement sur les circonstances et les documents de la cause, dont l'appréciation souveraine lui appartient, pour reconnaître et affirmer que les immeubles dont il s'agit ne pouvaient pas être partagés commodément et sans subir une notable dépréciation. »

Enfin, la Chambre des requêtes, dans l'arrêt célèbre du 23 novembre 1898 ⁽²⁸⁾, confirma cette tendance de la jurisprudence à respecter la volonté du donateur : « *Sur le troisième moyen tiré de la violation des articles 826, 832, 900, 913, 1021 et 1033 du Code civil* : Attendu que, en matière de partage, les dispositions relatives à la réserve

(27) Cass. req., 18 août 1859, D., 59. 1. 410, S., 60. 1. 63; Cass. req., 7 août 1860, D., 60. 1. 498, S., 61. 1. 977; Cass. civ., 7 janv. 1863, D., 63. 1. 226, S., 63. 1. 121; Cass. civ., 24 juin 1868, D., 68. 1. 289, S., 68. 1. 330; Cass. civ., 23 mars 1869, D., 69. 1. 333.

(28) D., 99. 1. 38.

légale sont d'ordre public, mais que celles qui règlent la composition des lots n'ont pas ce caractère; que, dans un partage d'ascendant, le testateur peut, suivant les circonstances, les convenances ou la situation de ses héritiers, suivant la nature, la consistance de ses biens, ne pas s'astreindre, dans la composition des lots en immeubles ou meubles, à une rigoureuse égalité; — Attendu que l'arrêt attaqué, en se basant sur ces considérations pour maintenir le partage testamentaire du..., n'a pu violer les textes visés au pourvoi; — Par ces motifs, rejette. »

Le doute n'est plus permis, et nous arrivons à l'aboutissant normal et au résultat définitif d'une longue évolution : les articles 826 et 832 ne sont plus applicables aux partages d'ascendants comme à tous partages.

Comme l'a écrit Saleilles : « La jurisprudence a subi la force latente irrésistible et triomphante, qui résulte des faits, ou plutôt de l'application de l'idée de justice aux réalités de la vie. » (29).

Depuis, les tribunaux et cours (30), devant les nécessités de la pratique, ont apprécié plus sainement les textes, et le fameux principe de la stricte égalité des lots n'est plus appliqué. Enfin, dans un arrêt tout récent du 8 février 1933, la Cour de cassation, portant rejet d'un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Grenoble du 5 juillet 1931, pour « inégalité dans la composition des lots », consacre le principe déjà acquis de la simple égalité en valeur (31).

(29) Saleilles, *Livre du Centenaire*, I, p. 123.

(30) Nantes, 6 juill. 1908; Seine, 20 nov. 1913; Rennes, 10 mai 1920; Cass. civ., 10 avril 1922; Paris, 9 avril 1924.

(31) Cass. req., 8 févr. 1933; *Répertoire du notariat*, n° 23565.

CHAPITRE III

APPRECIATION CRITIQUE AU POINT DE VUE AGRICOLE

Tocqueville a écrit avec un peu d'exagération : « Les Français ont fait, en 1789, le plus grand effort auquel se soit jamais livré aucun peuple, afin de couper pour ainsi dire en deux leurs destinées et de séparer par un abîme ce qu'ils avaient été jusque-là de ce qu'ils voulaient être désormais. Dans ce but, ils ont pris toutes sortes de précautions pour ne rien emporter du passé dans leur condition nouvelle; ils se sont imposé toutes sortes de contraintes pour se façonner autrement que leurs pères; ils n'ont rien oublié, enfin, pour se rendre méconnaissables. » (1).

« Les législateurs, dit Le Play plus justement, qui, en 1793 comme en 1803, ont voulu détruire les anciennes classes de grands propriétaires, n'ont pas adopté le moyen employé pour l'Irlande par le Parlement anglais en 1703 : ils n'ont point soumis à un régime différent la classe qu'ils voulaient abattre et celle qu'ils voulaient élever. En créant le régime qui devait peu à peu détruire la grande propriété, ils n'ont point organisé au profit de la petite un système conservateur; ils ne lui ont même pas laissé le bénéfice des coutumes qui la protégeaient depuis un temps immémorial. » (2).

(1) Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, préface.

(2) Le Play, *Réforme sociale déduite de l'observation comparée des peuples européens* (1864), 1^{re} éd., chapitre de l'Agriculture.

Nos règles successorales procèdent indiscutablement du mouvement égalitaire et individualiste qui ne fit que se développer pendant la période révolutionnaire. La seule unité sociale est l'individu. (3).

« L'institution du partage forcé et en nature des successions, écrit M. Bonnecase, servira à parachever l'œuvre en évitant que la famille ne se maintienne ou ne se reconstitue sur le terrain économique. » (4).

« Nous signalerons, écrit-il aussi, pour l'instant, comme preuve de cet état d'âme, quitte à y revenir plus loin, le commentaire des articles 826 et 832 du Code civil par les civilistes du XIX^e siècle. La loi du partage en nature des successions, qui devait mettre aux prises les économistes et les sociologues, être l'une des causes de la naissance de la célèbre école de Le Play, n'émeut en rien l'Ecole de l'Exégèse. Ses représentants se contentent de faire état de ces textes dans la forme la plus brève, sans même s'être doutés de la répercussion de leur fonctionnement sur la constitution et la vie de famille. Toullier, Duranton, Demolombe, Taulier, Aubry et Rau, Marcadé (5) professent à cet égard, sinon la même indifférence, du moins la même sérénité. Ils se contentent, ou peu s'en faut, de reproduire l'article 832 comme si cette disposition allait d'elle-même ou était sans importance. La cause en est la même; ces auteurs sont paralysés par la structure anatomique du Code civil; ils ne se rendent pas compte suffisamment de l'unité

(3) C'est dans ce même esprit que furent abolies les corporations et interdites les associations.

(4) Bonnecase, *La philosophie du Code Napoléon appliquée au Droit de famille*, p. 111.

(5) Comp. Aubry et Rau, 4^e éd., t. VII, p. 153; Demolombe, t. XV, p. 638; Duranton, t. VII, p. 260; Toullier, t. IV, p. 426; Marcadé, 3^e éd., t. III, p. 210; Taulier, t. III, p. 291.

complexe de sa nature; ils négligent le point de vue biologique et fonctionnel. Du coup ils n'aperçoivent pas le véritable caractère des règles du Droit civil, ils ne comprennent pas qu'une même règle peut être principalement patrimoniale, accessoirement familiale, ou inversement. » (6).

Les rédacteurs du Code ne comprirent pas non plus que le respect des principes pouvait permettre cependant le maintien d'un certain particularisme par régions : il fallait une loi uniforme pour toute la France.

Acceptant ainsi comme point de départ nécessaire le principe de l'uniformité et de l'égalité intégrale — car il ne vient à l'esprit de personne de désirer le rétablissement direct ou indirect du droit d'aînesse — nous essaierons de dégager avec impartialité les résultats de l'application des articles 826-827-832 du Code civil dans les partages des successions agricoles, laissant de côté les partages d'ascendants, pour lesquels la jurisprudence actuelle semble avoir abandonné les errements passés.

Avec un désintéressement complet, nous jugerons notre régime légal au double point de vue économique et social, abusant longuement, au surplus, d'une documentation abondante.

SECTION PREMIERE

AVANTAGES DE NOTRE RÉGIME SUCCESSORAL

Que le législateur ait cherché à mettre son œuvre en harmonie avec les grands principes de la Révolution, qu'il ait voulu empêcher la réapparition du droit d'aînesse, détruire la puissante aristocratie terrienne, c'est là un argu-

(6) Bonnecase, *op. cit.*, p. 17-18.

ment d'ordre politique qui ne nous intéresse pas et qui, d'ailleurs, je crois, ne compte plus aujourd'hui pour les défenseurs du système établi.

Que le législateur ait désiré assurer la protection des incapables par un formalisme spécial, et peut-être exagéré, c'est là un argument d'ordre juridique, qui ne nous retiendra pas; nous ne voulons cependant pas nier l'efficacité du système adopté.

§ 1. — Avantages du principe de l'égalité en nature.

Au point de vue *économique*, le principe de l'égalité a abouti indiscutablement au morcellement de la propriété. Heureux résultat, puisque, ainsi, a pu se former et grandir la grande démocratie paysanne française, qui exploite presque entièrement notre sol. Actuellement en Angleterre, et avant guerre dans l'Europe centrale, le principe du partage inégal a permis la détention d'immenses domaines entre des mains privilégiées; les bénéficiaires n'ont obtenu et n'obtiennent qu'un faible rendement. En France, au contraire, chaque paysan cherche à retirer de son exploitation, si modeste soit-elle, le maximum de rendement. De plus, la petite propriété paysanne semble s'organiser au moyen d'installations communes, de syndicats, de coopératives agricoles, qui permettent des achats à meilleur compte ou des méthodes de culture moderne.

Au point de vue *social*, le principe de l'égalité trouve des défenseurs. M. Piédelièvre ⁽⁷⁾ y voit un moyen de lutte contre la désertion des campagnes : la certitude de posséder un jour une partie du patrimoine paternel encourage

(7) *Bull. Soc. étud. lég.*, 1905, p. 222.

rait les enfants à rester chez eux et les empêcherait de chercher en ville une situation aléatoire; de plus, la participation du plus grand nombre possible aux avantages de la propriété par la division du sol serait une garantie d'ordre et de stabilité.

« Si ceux qui ont quelques biens deviennent les défenseurs de l'ordre, dit à ce sujet M. Cauwès, ce n'est pas seulement de l'intérêt personnel; c'est encore et surtout parce que la propriété moralise l'homme, lui donne plus de respect pour le droit d'autrui, plus de prévoyance, plus d'attachement pour les intérêts de la famille et de la cité. » ⁽⁸⁾. Et Cauwès cite le témoignage de Sir Campbell, qui, en 1874, au Congrès de l'Association anglaise de la science sociale, s'exprimait en ces termes : « La France a été en proie à des révolutions incessantes et a essuyé de terribles malheurs; néanmoins, son crédit public reste ferme et les idées communistes ont peu de chance d'y réussir. C'est que, dans ce pays, la grande division de la terre sert de contrepoids à l'instabilité des idées et des formes politiques. »

Le Play et ses disciples ont cru et affirmé que le principe de l'égalité était une des principales causes de la stérilité des mariages. Qu'il soit un élément accessoire de la dénatalité, c'est possible, mais on ne peut vraiment affirmer davantage. Si cette assertion était fondée, nous devrions, dans des pays qui pratiquent le partage inégal, constater un accroissement de la natalité : en France même, au vu des statistiques, malgré l'application du Code civil, la crise de la natalité ne s'est fait sentir que dans la seconde partie du XIX^e siècle. Tout le monde est d'ac-

(8) Cauwès, *Cours d'économie politique*, III, n^o 1041, p. 477.

cord aujourd'hui pour reconnaître que cette crise a une cause morale; elle est fonction de la disparition du sentiment religieux, de la soif de jouissances, des besoins de luxe; si l'on consulte une carte démographique de notre pays, on constatera que les régions où les naissances l'emportent sur les décès sont précisément celles — telles que les Basses-Pyrénées, la Bretagne, l'Alsace-Lorraine — où les populations ont gardé leurs croyances.

Enfin il est incontestable que le principe de l'égalité en nature sauvegarde les intérêts des copartageants, puisque chacun est censé recevoir l'équivalent le plus exact de sa part indivise; le tirage au sort accorde, en outre, à tous des chances égales.

§ 2. — Avantages de la licitation obligatoire.

Au point de vue économique, la licitation permettrait la remise de l'exploitation du domaine aux mains des plus capables, puisque l'adjudicataire est présumé avoir l'aptitude nécessaire pour exploiter le fonds et les capitaux suffisants pour l'acquérir. De plus, puisqu'elle ne doit avoir lieu que si les immeubles ne sont pas commodément partageables, elle serait un correctif intelligent à l'obligation du partage en nature. Enfin, si aucun héritier ne désire le bien, la solution la plus normale est, sans nul doute, de le convertir en argent par une licitation.

Au point de vue social, on peut soutenir peut-être que le transfert intégral par le procédé de l'attribution entraînerait des dissentiments familiaux; malgré toutes les précautions prises, on reprocherait à l'attributaire, à tort ou à raison, d'avoir réalisé un bénéfice; pour éviter cette désunion au sein de la famille, mieux vaut la licitation,

qui permet, au surplus, à un cohéritier de se porter adjudicataire. Enfin, comme nous le disons plus haut, les intérêts des mineurs seraient largement sauvegardés en évitant les manœuvres déloyales.

SECTION II

DES INCONVÉNIENTS

Les dispositions du Code civil ont soulevé en France de véritables tempêtes : juristes, économistes, sociologues, philosophes, poètes, écrivains ont longuement épilogué sur ce sujet depuis un siècle. Il nous est matériellement impossible de les exposer : nous nous contenterons d'en faire la synthèse.

§ 1. — Inconvénients du principe de l'égalité en nature.

A. — AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE.

Ce principe, avec la force impérative que lui donne une jurisprudence constante, entraîne la désagrégation, l'émiettement infini des immeubles, et, par conséquent, diminue fatalement leur valeur ou leur utilité. Le partage forcé pèse particulièrement sur la propriété rurale; plus que toute autre, elle peut être matériellement divisée. Le nombre des propriétaires sera augmenté, mais l'exploitation deviendra plus difficile; la réunion des divers éléments constitutifs de l'exploitation forme sa valeur et son utilité, qui disparaîtront si on sépare ces éléments.

Dans son rapport sur la *Question de la petite propriété*, lu devant la Société d'agriculture de la Nièvre, M. Saglio déclare : « L'excès du morcellement produit des procès

fréquents entre propriétaires contigus, des entraves au choix de l'assolement et à la liberté des cultures, des pertes de temps et de forces nombreuses. Il fait perdre en servitudes et en chemins tortueux non entretenus une surface considérable de terrain. Il rend impossibles les améliorations foncières. Des causes multiples concourent à ce résultat; mais la principale est le partage après décès, tel qu'il est actuellement pratiqué, des héritages entre les ayants droit à la succession.

» Le principe de l'égalité dans les partages entre héritiers du même degré entraîne comme conséquence la division des fortunes, mais ne provoque pas nécessairement le morcellement. Il en est tout autrement du principe qui admet chaque copartageant à réclamer en nature sa part dans chaque espèce d'immeubles et sa part dans les meubles.

» Appliqué à toutes les successions, c'est un diviseur continu agissant sans discernement. C'est en vain que le père de famille aura laborieusement rassemblé, cultivé et constitué une propriété; s'il laisse plusieurs enfants, le domaine est condamné à la division, le système de culture bouleversé, et le propriétaire nouveau est forcé de recommencer une seconde œuvre, qui doit aussi finir avec lui. » (9).

Cette pulvérisation du sol met donc souvent les propriétaires voisins dans un état de dépendance réciproque, frappe de stérilité une partie du sol en multipliant le nombre des chemins d'exploitation ou des clôtures, gêne l'exercice des méthodes de culture perfectionnées.

(9) *Unions de la Paix sociale*, L'Etat des familles, série I, fasc. II, 1889, p. 31.

M. Piédelièvre écrit de son côté ⁽¹⁰⁾ : « C'est particulièrement lorsqu'il s'agit d'une exploitation agricole de moyenne importance l'inutilisation presque forcée ou tout au moins le rendement le moins profitable des parcelles remises aux mains de chaque héritier, les unités économiques, telles qu'elles ont été constituées par le partage, n'étant pas d'une étendue suffisante pour permettre un assolement rationnel et une culture rémunératrice. »

Sans doute, « si le propriétaire consent à rester sur le lopin de terre qui lui est échu, il pourra bien un jour ajouter quelque chose à ce dont il avait hérité et constituer à son tour un domaine capable de le nourrir, lui et sa famille, mais tout cela est un travail de Pénélope, et à sa mort la situation redeviendra ce qu'elle était au commencement. On se condamne ainsi à l'éternelle médiocrité, et le pays à une diminution chaque jour plus sensible de la richesse nationale » ⁽¹¹⁾.

M. Woloski soutient, dans son *Enquête sur l'état des familles et l'application des lois des successions* ⁽¹²⁾, que le morcellement diminue sous l'empire du Code Napoléon. Il déclare qu'il y a une tendance si forte vers la concentration des terres que le principe de division déposé dans le Code agit d'une manière à peine suffisante pour balancer les effets de cette concentration.

M. Muteau au contraire, après avoir longuement étudié et disséqué les statistiques agricoles jusqu'en 1892, conclut : « La répartition de la propriété, d'une manière générale, tend donc, après un morcellement très marqué, à rester relativement stationnaire, avec cette double remar-

(10) *Bull. Soc. ét. lég.*, 1908, p. 216, et 1926, p. 174 et suiv.

(11) Jonescu, *La règle du partage en nature*, p. 77-78.

(12) *Unions de la Paix sociale*, 2^e série, fasc. I, 1892, p. 417.

que : que la superficie des très grandes propriétés et des toutes petites propriétés tend à s'accroître, alors qu'elle tend à baisser pour la moyenne et la grande propriété. » (13).

Une enquête de l'Ecole de Le Play en 1894 a permis de constater que « la petite propriété est bordée par deux abîmes, où elle est menacée de s'engloutir : d'un côté, la grande et la moyenne propriété, qui peuvent l'absorber; de l'autre, la propriété indigente, qui, par suite du morcellement excessif, ne suffit pas à nourrir et à occuper la famille rurale proprement dite » (14).

Enfin, Brandt écrit : « Le partage en nature du Code, dont la jurisprudence et la pratique ont fait un régime de contrainte, n'est donc pas la cause du progrès de la petite propriété, mais il y a plus : en agissant comme « un diviseur continu », il a plutôt amené un émiettement des petites exploitations, dont les débris sont venus accroître les grandes, ce qui a rétabli jusqu'à un certain point l'équilibre. » (15).

En résumé, on veut respecter le dogme sacro-saint de l'égalité en nature; mais, par un morcellement aveugle et excessif, on l'obtient pour la moyenne propriété et surtout pour la petite dans une vie misérable et impuissante.

B. — AU POINT DE VUE SOCIAL.

Le morcellement excessif est une des causes de la désertion des campagnes par les ouvriers agricoles, comme par les petits propriétaires; les premiers, incertains du travail

(13) Muteau, *L'évolution économique au point de vue agricole d'un département français*, p. 116.

(14) *Unions de la Paix sociale*, 2^e série, fasc. V, 1896, p. 51.

(15) Brandt, *op. cit.*, p. 331.

du lendemain, vont grossir dans les grands centres l'armée dangereuse des « sans-travail » et souvent des « sans-famille » ; les seconds, ne pouvant tirer de leur petit lot des ressources suffisantes, vont chercher en ville une vie apparemment plus facile.

Le double mouvement de la diminution des fermes et métayers d'une part, des journaliers et domestiques d'autre part, « résulte à l'évidence de la comparaison des chiffres relevés dans les enquêtes agricoles de 1862 et de 1882. Tandis que, d'une période à l'autre, le nombre des fermiers et métayers tombait de 1.440.000 à 1.309.000, et celui des domestiques de 4.098.000 à 3.434.000, le nombre des paysans cultivateurs augmentait de 338.000 unités (2.150.000 au lieu de 1.812.000).

» Que le paysan cultive lui-même son champ avec un personnel de plus en plus réduit, ce n'est assurément pas un signe de richesse. Mais qu'une classe toujours plus nombreuse d'agriculteurs s'attache au sol comme propriétaires, nous ne pouvons que nous en réjouir. On ne saurait avoir un trop grand nombre de ces soldats de la glèbe qui forment le gros de notre armée de la paix sociale, et toutes les mesures qui en augmenteront l'effectif méritent d'être accueillies favorablement.

» Encore ne suffit-il pas de devenir propriétaire, il faut pouvoir le rester dans des conditions satisfaisantes. La propriété conquise, il faut quelque facilité de la faire valoir ; il faut aussi que la loi ne mette pas obstacle à sa conservation dans la famille » (16).

Ainsi, que deviendra le paysan que rien ne peut retenir à la glèbe, parce qu'il ne peut respirer à l'aise sur un do-

(16) *Unions de la Paix sociale*, 3^e série, fasc. II, 1899, p. 1-2.

maine trop étroit, parce qu'il sent que ses efforts présents n'assurent point l'avenir qu'il désire ?

« Tous ses désirs, écrit Muteau, se portent vers un emploi public ou du moins qui s'en rapproche, et où souvent il conservera un uniforme plus brillant que sa blouse. L'ouvrier endimanché rencontré dans la ville lui a semblé un véritable bourgeois. L'ancien soldat, petit à petit, s'est créé de nouveaux besoins, des relations nouvelles. Les citadins de naissance, faubouriens d'instinct, méprisent le rural dont ils n'ont jamais pénétré l'âme, non plus que la grandeur sociale. Près du paysan, ils vantent à l'excès les charmes de leur profession, leur indépendance, leurs plaisirs, plaisirs que le jeune paysan a cru peut-être effleurer et dont il aura trop tôt la navrante désillusion. Il voit les ouvriers entrer à l'usine généralement beaucoup plus tard qu'à l'heure où commence le travail des champs, et lui aussi il désire devenir un ouvrier quand il n'a pu « entrer au chemin de fer. » (17).

De plus, « l'instruction que le paysan berrichon (ou autre) a reçue, la guerre également, lui ont appris à connaître le monde extérieur. Il s'est imaginé, et peut-être quelquefois avec raison, qu'il était méprisé par les habitants des villes; que travailler la terre, avoir des mains calleuses, chausser des sabots, c'était aux yeux de bien des citadins un déshonneur. Son orgueil en a été profondément froissé, et alors les uns, les vieux surtout, se sont renfrognés dans leur amour-propre, dans leur passion de la terre et sont restés accrochés à leur sol natal, mais non sans amertume, tandis que les autres sont allés chercher

(17) Muteau, *op. cit.*, p. 123.

à la ville des travaux qu'ils considéraient comme plus honorables et plus attrayants » (18).

Et pourtant, jamais autant qu'aujourd'hui, les campagnes n'ont tenu entre les mains l'avenir du pays, et les paroles de Sully : « Agriculture, mamelle de la France », sont toujours vraies, car, a écrit si justement M. Blondel, « nous élevant au-dessus des considérations d'ordre purement économique, nous avons été frappés de la supériorité morale de ceux pour qui l'idéal à atteindre se trouve encore dans ces conditions de vie paisible et modeste dont s'accommodent mal ceux qui cherchent à briller, et dont ne se contente malheureusement plus assez notre époque, trop avide de jouissance, de confortable et de bien-être...

» Nous avons éprouvé une sorte de satisfaction à étudier l'existence de ces pauvres gens qui vivent dans les pays perdus, sans l'ombre d'une pensée de gloire ou de publicité, avec la seule ambition de perpétuer pour la famille elle-même l'amour du coin de terre qu'ils cultivent, le culte de certains souvenirs et un long héritage de vertus. Il y a vraiment là pour notre siècle, fasciné par d'autres conceptions et prêt à oublier que c'est au foyer domestique que se trouve la vraie source de la vie sociale, des exemples d'une valeur inappréciable » (19).

Enfin, sans cependant exagérer l'importance de ce que nous avançons, nous sommes autorisé, en constatant que les régions à forte natalité sont celles où l'on applique le transfert intégral, à déduire par analogie que l'égalité du partage en nature accentue la crise de la natalité.

(18) Charlemagne, *Le pays d'Ardentes en Berry*, p. 112.

(19) Blondel, *Population rurale de l'Allemagne*, p. 413-414.

§ 2. — Inconvénients de la licitation obligatoire.

La licitation des immeubles non commodément partageables est la résultante naturelle de la règle de l'égalité en nature; le législateur, dans son désir d'appliquer la plus stricte égalité entre tous les copartageants, défend l'attribution à un seul de l'immeuble impartageable et impose sa mise aux enchères publiques. Quelles en sont les conséquences ?

A. — AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE.

Il est à regretter que la licitation fasse passer le domaine rural — on pourrait en dire autant d'un établissement commercial ou industriel — dans des mains étrangères. En présence d'incapables notamment, les articles 460 et 839 du Code civil imposent l'obligation de l'admission des étrangers. Il n'y aura donc pas continuité d'exploitation, d'où puissance économique amoindrie, tout au moins pendant la période d'adaption du nouveau propriétaire.

De plus, la vente « forcée » ne permet pas aux copartageants d'obtenir le meilleur résultat; ils ne peuvent choisir ni le moment de la vente, ni l'adjudicataire; la vente risque ainsi d'être réalisée à un moment inopportun et à un prix au-dessous de la valeur réelle malgré une publicité parfois heureuse, mais toujours coûteuse. La vente amiable au contraire, librement consentie en temps opportun, permet de faire une opération normale.

B. — AU POINT DE VUE SOCIAL.

Ici, le mal est plus grave. On arrache la famille « au

domaine qui lui servait à la fois d'abri et d'instrument de travail » (20).

C'est ainsi que Hubert-Valleroux, à l'article *Succession* du *Nouveau Dictionnaire d'économie politique* de Léon Say et de Chailley-Bert, s'exprime en ces termes, p. 629 : « On peut soutenir qu'il est indifférent, au point de vue général, que les biens appartiennent à tel ou tel, les acheteurs leur feront rendre autant que faisait le défunt. Mais il n'est pas indifférent qu'une famille soit ruinée et dispersée, ou bien qu'elle reste unie avec un centre servant d'abri à ceux qui ne peuvent pas ou qui ne peuvent plus se suffire. La dispersion, la destruction des fortes familles rurales, c'est le grand mal que fait le régime successoral du Code.

« Le morcellement exagéré en est un moindre et contestable si l'on veut. Il est à la fois funeste par le côté économique et par le côté moral, parce qu'il pousse à la désertion des campagnes et fait des nomades au lieu de stables cultivateurs » (21).

M. Jannet, dans son *Enquête sur l'Etat des familles et les lois de succession*, proclame :

« Plus on étudie les questions sociales, non dans les théories abstraites mais dans les faits réels, plus on reconnaît que tout ce qui touche à la famille y tient le premier rang. Que l'on scrute dans ses caractères et ses causes la souffrance qui agite notre société moderne; que l'on recherche les remèdes qui pourront la soulager, toujours on est ramené au foyer familial. L'individualisme, en iso-

(20) Colin et Capitant, III, p. 525.

(21) Brandt, *op. cit.*, p. 335-336.

lant chacun, enlève à celui que frappe la mauvaise fortune l'appui du plus précieux des groupements sociaux : la famille forte et stable. La transformation industrielle, en accumulant les populations sur les bassins houillers ou dans les centres manufacturiers, les place dans des conditions d'autant plus misérables que la famille y est plus complètement détruite quand le logis est sordide, la mère à l'atelier, l'enfant abandonné. Les paysans eux-mêmes, cette profonde réserve qui est le fondement de la prospérité d'une race, sont désorganisés chez nous par les lois successorales qui entravent leur ascension et minent même leur stabilité par les licitations et les partages qui obligent chaque génération à tout recommencer à nouveau. Ainsi, dans tous les rangs de la hiérarchie sociale mais surtout à ces premiers échelons toujours lents à gravir, toute œuvre durable est interdite; dans ces foyers démolis s'éteint l'esprit de famille, et avec lui disparaît l'amour de la tradition nationale; sans la famille, il n'est pas de patriotisme.

» Les plus importantes des réformes sociales sont donc celles qui ont pour objet de fortifier les mœurs de la famille, garantir la stabilité du foyer et de perpétuer ainsi le respect de la coutume. » (22).

Donc, le principe de la licitation, nuisible par lui-même à la continuité de l'exploitation, émousse la solidarité familiale : le fils qui travaille avec son père ne se sent plus obligé de tenir à la même hauteur la réputation de son nom, car il a la perspective de voir disparaître un jour en des mains étrangères ce bien auquel il aurait volontiers consacré son activité.

(22) *Unions de la Paix sociale*, 2^e série, fasc. IV, 1892, p. 5.

Jonescu écrit : « L'esprit de famille disparaît là où il n'y a plus de tradition, où par conséquent rien ne rappelle aux enfants le souvenir d'une vie d'efforts soutenus, exemple d'encouragement, et d'autant plus efficace que l'enfant, qui s'attache à continuer l'œuvre du père, se trouve ainsi placé dans un milieu tant de fois cher à lui et par ce qu'il lui rappelle de souvenirs et par ce qu'il lui impose de devoirs. Vendre la terre et la maison paternelle, c'est ébranler la famille, c'est anéantir un passé de souvenirs pieux, c'est détacher l'homme du berceau où il a vu le jour et qui lui rappelle les heures douces de l'enfance, c'est isoler l'homme et le démoraliser, car la moralité, pour la majorité des hommes, n'est que le résultat du milieu ambiant, et il n'y a que les hommes d'élite qui trouvent en eux-mêmes assez de force morale, et pour lesquels le milieu est plus ou moins indifférent. Soustraire les autres au contact immédiat des souvenirs et des influences propres au milieu où ils vivaient, c'est risquer une crise d'acclimatation : les forts sortiront plus robustes, mais la moralité des faibles sortira brisée de cette épreuve. » (23).

Faut-il donc s'étonner que chaque famille de paysans éprouve périodiquement les mêmes inquiétudes ? Que les habitudes de prévoyance disparaissent ? Que le découragement gagne les cœurs les plus robustes ? Et que finalement on désespère de maintenir ce petit bien rural, que l'on a eu tant de peine à créer ?

Avant de clore ce chapitre déjà trop long, nous voulons signaler que les inconvénients de notre système successoral proviennent de l'uniformité d'une règle qui s'applique

(23) Jonescu, *op. cit.*, p. 104-106.

indistinctement à tous et surtout de l'esprit individualiste qui l'a inspirée.

a) La propriété urbaine ne suppose pas obligatoirement une surveillance constante de son propriétaire, qui peut se faire remplacer par un gérant, un régisseur, une compagnie d'assurances, tandis que la propriété rurale implique des soins continuels et persévérants.

« Une autre différence notable entre le citadin propriétaire et le rural, dit M. de Saint-Génis, c'est que le premier, perdu dans la foule des villes, n'est qu'un passant, un inconnu; l'autre... possède une individualité naturelle qu'il rêve de perpétuer par ses enfants comme les moissons qui se renouvellent sous ses yeux. Le citadin jouit de l'heure présente et a des vues courtes, le rural veut associer à son nom une trace durable du travail qu'il a accompli et du bien qu'il a fait. » (24).

b) On n'a pas voulu voir que la véritable cellule sociale n'est pas l'individu, mais la famille. Or, « l'œuvre de la Révolution française en matière de famille n'est pas précisément de celles qui lui font honneur; elle peut se résumer d'un mot : la Révolution ne reconnaît pas la famille à titre d'unité organique. A ses yeux, il n'existe que des individus; ceux-ci ne peuvent être jamais groupés sous le nom de famille qu'en vertu d'un contrat de droit commun » (25).

Certes, le peuple français est épris d'égalité, et toute atteinte même apparente à ce principe semble devoir rencontrer de grands obstacles; mais, devant les besoins nou-

(24) Flour de Saint-Génis, *L'idée sociale de l'héritage et les entraves de la procédure*, p. 13.

(25) Bonnecase, *op. cit.*, p. 84.

veaux et impérieux, il appartient aux philosophes, aux économistes, de diriger les esprits, et aux législateurs de concilier la loi civile avec les principes immuables du droit naturel.

DEUXIÈME PARTIE

DÉROGATIONS AU PARTAGE

EN NATURE

ET A LA LICITATION

Nous avons essayé de commenter les articles 826-827-832 du Code civil; nous avons montré comment la jurisprudence les a interprétés, et comment l'application rigoureuse des principes pouvait, dans bien des cas, aller à l'encontre des véritables intérêts de la société et des familles.

Cependant, la grande œuvre du législateur de 1804 a été corrigée, après cent ans, par le législateur de la fin du xix^e siècle et du siècle actuel, et ces premières brèches permettent d'espérer que de nouvelles modifications viendront atténuer la rigueur des principes, en tenant compte davantage de l'élément expérimental.

De plus, depuis l'application du Code civil, bien des moyens plus ou moins légaux ont été et sont employés pour tourner la loi en vue d'obtenir tel ou tel résultat qu'on n'aurait pu atteindre en se conformant aux règles établies; la bonne foi et le respect de la signature donnée

ont permis à des actes boiteux de produire leurs effets en arrivant à la prescription. Nous examinerons quelques-uns de ces cas.

Enfin, nous signalerons, pour ne parler que d'une région que nous connaissons, combien Basques et Béarnais tiennent au transfert intégral de la propriété rurale et mettent tout en œuvre pour assurer le maintien et la continuité du domaine familial.

CHAPITRE PREMIER

DEROGATIONS LEGALES

SECTION PREMIERE

HABITATIONS A BON MARCHÉ

§ 1. — Loi du 30 novembre 1894.

« Lorsqu'une maison individuelle, porte l'article 8, construite dans les conditions édictées par la présente loi, figure dans une succession, et que cette maison est occupée, au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

» 1° Si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants, pendant cinq années, à partir du décès. Dans le cas où il se trouverait des mineurs parmi les descendants, l'indivision pourra être continuée pendant cinq années, à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans. Si le défunt ne laisse pas de descendants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans, à compter du décès, à la demande et en faveur de l'époux survivant, s'il en est copropriétaire au moins

pour moitié, et s'il habite la maison au moment du décès. Dans ces divers cas, le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix, après avis du conseil de famille...; 2° chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le Comité des habitations à bon marché et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix, qui dresse procès-verbal des opérations. »

Cette loi, qui a pour but de permettre à l'ouvrier d'avoir une maison à lui et d'en faciliter la conservation à la veuve et aux enfants, a apporté une dérogation très importante aux dispositions du Code civil sur l'indivision, le partage en nature et la licitation.

§ 2. — Les conditions d'application.

Elles ont été longuement analysées par M. Jules Chalamel dans son ouvrage : *Du nouveau régime successoral inauguré par la loi du 30 novembre 1894*, et par M. Alphonse Mellet, dans sa thèse : *Des modifications apportées au Code civil par la loi du 30 novembre 1894*.

Résumons-les brièvement :

Tout d'abord, la loi exige qu'il n'y ait qu'une seule

maison comprise dans la succession; de plus, elle doit être occupée par une seule famille (1).

Ensuite, la valeur locative de l'immeuble doit varier de 90 francs pour les communes au-dessous de 1.000 habitants, jusqu'à 300 francs pour les communes de 200.000 habitants et au-dessus, 375 francs pour Paris (2). La loi interprétative du 31 mars 1896 (3) déclare l'article 8 applicable dans ces limites non seulement aux constructions nouvelles, mais encore à toutes les maisons déjà existantes.

Enfin, au moment du décès du propriétaire, la maison doit être occupée par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants (4).

§ 3. — Innovations.

La première innovation — qui intéresse notre sujet subsidiairement — constitue une dérogation au principe formulé par l'article 815 du Code civil : « Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision. » Ici, le juge de paix peut, après avis du conseil de famille, ordonner le maintien de l'indivision pendant cinq ans après le décès du chef de famille, et ce sur la demande du conjoint ou de l'un de ses enfants, ou pendant cinq ans à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, s'il se trouve des mineurs parmi les descendants.

(1) Art. 8 *in principio*.

(2) Art. 3.

(3) Art. 3 de la loi interprétative du 31 mars 1896 : « Les dispositions de l'article 8 de la loi du 30 novembre 1894 sont applicables à toute maison, quelle que soit la date de sa construction, dont le revenu net imposable à la contribution foncière n'excède pas les limites fixées par l'article 5 de ladite loi. »

(4) Art. 8, § 1^{er},

La seconde innovation, bien plus importante, annule les principes consacrés par les articles 826-827 et 832; en effet, le partage en nature et la licitation seront évités, puisque la loi autorise le conjoint et les descendants à demander l'attribution de l'immeuble sur estimation. Elle a vraiment un gros intérêt puisque, dans le cas où parmi les héritiers se trouvent des incapables, et dans le cas encore où les copartageants sont en désaccord, le partage judiciaire sera évité, et surtout la licitation, attendu dans l'espèce qu'il s'agit de petites successions où l'élément dominant est une habitation, c'est-à-dire un immeuble impartageable. Le législateur a voulu prévenir la disparition du foyer créé par le père de famille en accordant au conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, et à chacun des héritiers la faculté de demander l'attribution de l'immeuble.

La loi a précisé les conditions d'exercice de cette faculté : l'attributaire sera d'abord l'héritier que le défunt aura désigné; à son défaut, ce sera le conjoint survivant pourvu qu'il soit copropriétaire de la maison au moins pour la moitié. Hormis ces cas de préférence, la majorité des intéressés décidera, ou, à défaut de majorité, le tirage au sort.

§ 4. — **Commentaire.**

Il y a lieu de dégager de la loi de 1894 quelques traits fort intéressants au point de vue des réformes plus profondes à apporter aux dispositions du partage en nature, réformes déjà réalisées partiellement dans les lois postérieures et analysées dans les projets d'après guerre.

Il faut noter d'abord que la loi de 1894 institue un régime spécial pour certains biens, à savoir les habita-

tions à bon marché. Au cas où la succession comprendrait en même temps d'autres biens, le régime du Code civil leur est applicable. De la sorte, il faudra faire jouer dans une même succession deux systèmes absolument distincts : celui des articles 826 et 827 du Code civil, d'une part, prescrivant la licitation; celui de l'article 8 de la loi du 30 novembre 1894, d'autre part, permettant de l'écarter.

Cette première remarque nous amène à une seconde observation : le foyer en général, à quelque catégorie sociale qu'il appartienne, de quelque importance qu'il soit, n'a pas été l'objet de la sollicitude du législateur de 1894; ce dernier a voulu favoriser la transmission et le maintien dans la famille d'une catégorie déterminée de foyers : les petits.

Une troisième remarque s'impose : la loi ne fait bénéficier de l'innovation introduite par l'article 8 qu'une certaine catégorie de personnes : les enfants et descendants du défunt, légitimes, naturels et adoptifs⁽⁵⁾. Supposons, par exemple, un célibataire, propriétaire d'une habitation à bon marché, vivant avec un de ses neveux, qu'il affectionne particulièrement; à son décès, le neveu, en concours avec ses frères et ses sœurs, ne pourra pas invoquer l'article 8 pour se faire attribuer la maison qu'il habite⁽⁶⁾.

Enfin, la loi attribue une compétence spéciale au juge de paix. C'est lui qui vérifie les causes légales de préférence, prononce l'attribution, met aux voix la désignation de l'attributaire ou procède au tirage au sort, dresse

(5) Le mot « héritier » est employé dans le paragraphe 2 de l'article et se réfère aux mots « enfants » et « descendants » des premières lignes de l'article (Mellet, *op. cit.*, p. 81).

(6) Mellet, *ibid.*

procès-verbal de l'opération (7). C'est lui également qui statue sur l'indivision ou, au cas d'attribution, sur l'estimation (8).

On peut conclure de ces observations que la profonde réforme de l'article 8 est d'une nature tout à fait exceptionnelle et ne peut être étendue, soit quant aux biens, soit quant aux personnes, en dehors des conditions que la loi détermine.

SECTION II

LOIS DES 12 AVRIL 1906, 10 AVRIL 1908, 12 JUILLET 1909
ET POSTÉRIEURES

§ 1. — Leur fondement.

Nous avons analysé assez longuement la loi du 30 novembre 1894, car elle a été le germe des lois subséquentes, qui précisent mieux ou étendent son champ d'application.

La loi Siegfried (1894) avait voulu favoriser la construction de maisons salubres et à bon marché, mais ses dispositions trop étroites l'empêchèrent de réaliser ses promesses. Il fallait donc accentuer les innovations : tels devaient être le but et le motif de la loi du 12 avril 1906. Nous n'entrerons pas dans le détail de la nouvelle notion d'ha-

(7) Article 45 du décret du 21 septembre 1895, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 30 novembre 1894.

(8) Voir à ce sujet le décret du 21 septembre 1895, article 46 du décret. Il est à noter que lorsqu'il s'agit d'une demande en maintien d'indivision, le juge de paix a un pouvoir d'appréciation beaucoup plus grand, car il admet ou rejette la requête, après avis du Conseil de famille, selon que l'indivision lui paraît présenter des avantages ou des inconvénients.

habitation à bon marché : valeur en capital augmentée, jardin de 5 ou 10 ares, possibilité d'être propriétaire d'une autre maison, annexe d'un commerce.

Mais pourquoi seul le citadin, l'ouvrier d'industrie, serait-il bénéficiaire des lois protectrices ? On songea à l'ouvrier agricole, et c'est ainsi que la loi du 10 avril 1908, dite loi Ribot, vit le jour : elle voulait favoriser l'acquisition de la petite propriété rurale de moins d'un hectare et en assurer la conservation; elle ne sera applicable qu'à la propriété non bâtie d'une valeur maximum de 1.200 francs, à une personne de condition modeste et exploitant elle-même ou à l'aide des membres de sa famille.

Enfin, le 12 juillet 1909, fut votée la loi sur « le bien de famille » dont nous n'analyserons pas la notion; les conditions et formalités pour la constitution dudit bien sortent également du cadre de notre étude.

Nous signalerons pour mémoire, car rien n'a été changé aux règles édictées en matière d'indivision et d'attribution, que les nombreuses dispositions légales concernant les habitations à bon marché ont été codifiées par la loi du 5 décembre 1922, complétée par celle du 13 juillet 1928.

Par ailleurs, le bénéfice de la loi du 12 juillet 1909, qui visait exclusivement les propriétés rurales, a été étendu aux artisans par une loi du 22 février 1931. La valeur initiale du bien de famille a été portée de 8.000 à 40.000 francs par la loi du 14 mars 1928.

§ 2. — Dérogations aux principes du Code civil.

Quels sont les modes de partage judiciaire institués pour les immeubles visés dans les trois lois précédentes ?

a) *Indivision*. — Tout d'abord, l'habitation à bon marché, la petite propriété rurale et le bien de famille ont un point commun : prolongation plus ou moins longue de l'indivision. Pour les deux premières, la loi a accordé à l'époux survivant sans enfant le droit de retarder le partage; elle permet aux enfants majeurs et à l'époux de réclamer l'indivision pour cinq ans; enfin, au cas d'existence de mineurs, la période d'indivision peut durer cinq ans à partir de la majorité de l'aîné des mineurs. Quant au bien de famille, l'article 18 prévoit un seul cas : s'il y a des mineurs, l'indivision peut être prolongée jusqu'à la majorité du plus jeune.

b) *Transfert intégral*. — Mais si ces lois ont modifié l'article 813 du Code civil — question secondaire, semble-t-il, car l'indivision n'est qu'une période transitoire — elles ont surtout mis en échec la règle classique du partage judiciaire : le nouveau système de transfert intégral élimine la vente aux enchères des immeubles impartageables, ainsi que l'attribution à chaque cohéritier d'un élément de chacun des biens de la succession.

La loi de 1906 n'a fait que reproduire textuellement le 2^e de l'article 8 de la loi du 30 novembre 1894; donc, l'ordre de préférence sera le suivant : celui des successibles désigné par le défunt, le conjoint survivant, l'héritier désigné par la majorité des successibles sans considération de la quotité des parts héréditaires ou le tirage au sort; de plus, la demande de transfert sera toujours préférée à une demande de prolongation de l'indivision; l'estimation est faite par les intéressés ou bien par le Comité des habitations à bon marché ou, à son défaut, par experts; le juge de paix n'a plus ensuite qu'à prononcer la transmission.

La loi de 1908 sur la petite propriété rurale se réfère à la loi de 1906 pour l'institution du transfert intégral.

Enfin, le transfert intégral du bien de famille, institué par la loi du 12 juillet 1919, a une portée beaucoup plus restreinte : s'il existe un successible mineur au décès, l'indivision temporaire s'appliquera. Mais s'il n'existe pas d'enfants ou s'ils sont tous majeurs, le conjoint survivant, et lui seul, pourra réclamer le bénéfice du transfert intégral, à la seule condition qu'il soit « copropriétaire du bien » (art. 19). Si les lois précédentes exigeaient que l'époux survivant, désireux de bénéficier de l'indivision ou du transfert, fût copropriétaire pour moitié, il lui suffira pour le bien de famille d'être propriétaire d'une fraction quelconque. Ici, hélas ! l'héritier désigné par le défunt ou bien un successible ne peut réclamer le transfert intégral. Certes, le Gouvernement y paraissait favorable, mais le Conseil d'Etat, fidèle aux traditions révolutionnaires, s'y opposa, et le conseiller Flourens s'exprima ainsi : « La désignation par le défunt serait, sous une autre étiquette, le partage d'ascendant. Que masquerait ici cette désignation ? La résurrection probable du privilège de masculinité sinon la réhabilitation du droit d'aînesse, le passe-droit en faveur du préféré. Ces injustices demeuraient théoriquement possibles à l'aide de quelques articles presque oubliés de la législation de 1804. Quel besoin de remettre ces textes en lumière et d'en faire la loi commune ? La Révolution avait proclamé l'égalité d'homme à homme, pourquoi s'acharner à la supprimer de frère à frère ? Cette réforme serait non seulement contraire à l'équité et à l'esprit de nos lois, mais aussi à l'intérêt de la société. La vie n'est qu'un perpétuel deve-

nir : l'idéal social n'est pas de figer la situation et de constituer de petits majorats démocratiques. » ⁽⁹⁾.

§ 3. — Leur application.

Hélas ! ces lois que nous venons d'analyser sont peu connues et encore moins appliquées. M. Garrigou écrivait déjà en 1911 : « On sait avec quelle indifférence les intéressés ont accueilli, en France, la législation sur les habitations à bon marché, et celle toute récente sur l'insaisissabilité du bien de famille. Les résultats sont à ce jour presque nuls; les praticiens se montrent sceptiques. Pour stimuler les initiatives, le ministère du Travail a institué des concours en vue de l'attribution de récompenses. » ⁽¹⁰⁾. De son côté, M. Piédelièvre déclarait, dans son rapport de 1926 au sujet de la loi du 30 novembre 1894 : « La loi est restée lettre morte. On l'ignore dans la pratique » ⁽¹¹⁾. Enfin, M. Planiet écrit en 1928 : « Cette législation spéciale, d'ailleurs insuffisante, est mal comprise, est peu en faveur dans le public français et n'a qu'une application insignifiante. » ⁽¹²⁾. Et plus loin : « Toute cette législation est d'ailleurs de peu d'application en France. » ⁽¹³⁾.

Ces lois utiles et bienfaisantes ne sont pas appliquées, parce qu'elles sont inconnues des familles, ce qui est normal, mais aussi et surtout parce qu'elles sont peu connues des praticiens et de trop de juges de paix qui, cependant, par leur situation et leurs fonctions, devraient les faire connaître aux intéressés.

(9) Exposé des motifs du projet Rau, art. 21, *J. off.*, Chambre, 1903, Doc. parl., p. 23.

(10) Garrigou, *Influence du régime successoral français sur l'état de la propriété foncière*, thèse Paris, 1911, p. 179.

(11) *Bull. Soc. étud. lég.*, 1926, p. 174.

(12) Planiet, *Traité pratique de Droit civil français*, t. IV, p. 391.

(13) *Id.*, *ibid.*, t. IV, p. 634.

SECTION III

LOI DU 1^{er} JUIN 1924

Cette loi a été votée sans discussion par la Chambre le 23 janvier 1924 et a été adoptée par le Sénat, également sans discussion, le 8 avril 1924; il ne saurait être question de faire ici un commentaire détaillé des 269 articles qui composent cette loi. Elle a introduit, pour une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier 1925, un nouveau régime successoral en Alsace-Lorraine. Nos trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle bénéficient donc d'un régime particulier.

Les Alsaciens-Lorrains sont autorisés notamment à donner ou léguer à leur conjoint ou à un de leurs successeurs en ligne directe leur exploitation agricole, industrielle ou commerciale; le donataire ou le légataire n'a pas à rapporter en nature l'objet de la libéralité, même si sa valeur excédait le montant de la quotité disponible.

En outre, s'il s'agit d'une exploitation agricole, le donateur ou le testateur peut stipuler que les soultes dues par le bénéficiaire ne produiront pas d'intérêts pendant cinq ans.

Le législateur n'a pas voulu heurter les traditions de nos provinces recouvrées; s'il a jugé utile de respecter certaines coutumes régionales, pourquoi ne s'inspirerait-il pas de ces dispositions pour favoriser les traditions similaires qui existent dans la Savoie, le Limousin, le Béarn; comme l'a demandé Me Boutrolle dans son rapport : *Le patrimoine familial devant la loi française*, au Congrès national des notaires de Nice, le 29 mai 1929.

Il semble résulter des nombreuses dérogations légales que nous avons analysées que le législateur actuel a voulu organiser le régime successoral de la propriété en considération de sa fonction. Avons-nous là le germe de réformes plus profondes ? Il faut l'espérer. Dans tous les cas, la brèche est ouverte et il sera plus facile maintenant aux réformateurs de l'agrandir.

CHAPITRE II

DEROGATIONS CONVENTIONNELLES

On a cherché à éluder les principes du Code civil, et les praticiens, il ne faut pas le dissimuler, prêtent volontiers leur concours à ceux qui veulent tourner les prescriptions du Code. La loi elle-même, par quelques-unes de ses dispositions, autorise la rupture de l'égalité parfaite ou permet d'éviter les règles normales du partage judiciaire. On a parfois recours à des combinaisons dangereuses pour se soustraire aux graves inconvénients du partage judiciaire, et il faut reconnaître qu'on parvient ainsi souvent au résultat désiré.

SECTION PREMIERE

MOYENS OFFERTS PAR LA LOI

§ 1. — Quotité disponible.

Outre la possibilité du partage d'ascendant dont nous avons déjà parlé, la loi a accordé au père de famille ⁽¹⁾ la libre disposition d'une partie de son patrimoine : cette quotité sera variable suivant le nombre d'enfants.

(1) Nous envisageons toujours la conservation du bien rural dans la famille; si le *de cujus* n'a pas d'héritiers réservataires, il lui est très facile d'assurer le transfert intégral à qui bon lui semble.

On voit tout de suite l'avantage qui en résulte pour le donataire, préciputaire ou légataire; la désignation du bien donné ou légué mettra en jeu l'article 866 du Code civil : « Lorsque le don d'un immeuble fait à un successeur avec dispense du rapport excède la portion disponible, le rapport de l'excédent se fait en nature, si le retranchement de cet excédent peut s'opérer commodément.

» Dans le cas contraire, si l'excédent est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en totalité, sauf à prélever sur la masse la valeur de la portion disponible; si cette portion excède la moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire peut retenir l'immeuble en totalité, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement. »

Ainsi donc, l'institué pourra dans certains cas conserver l'exploitation agricole; si, au contraire, il doit le rapport en nature, et si la licitation est ordonnée, il lui sera plus facile de se rendre adjudicataire. Dans ce dernier cas, en outre, la clause d'attribution, trop souvent omise, hélas ! permettra d'éviter le droit de mutation.

§ 2. — Pacte d'indivision.

Les cohéritiers peuvent éviter le partage judiciaire en se liant par une convention d'indivision. Il semble que la simple capacité d'administrer permette de souscrire une pareille convention, et le tuteur n'aura pas besoin, en conséquence, de l'autorisation du conseil de famille (2). Il faut le consentement de tous les intéressés; cependant,

(2) Baudry et Wahl, *Des Succ.*, 3^e éd., II, n° 189 bis. — Contra Toulhier, *Droit civil français*, IV n° 408.

ces derniers ne peuvent fixer librement le temps de l'indivision; aux termes de l'article 813, la convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans; néanmoins, à l'expiration du délai, une nouvelle convention pourra être conclue dans les mêmes limites.

Quels sont les effets de cette convention ? A l'égard des cohéritiers, la situation existante demeure : rien ne pourra être changé jusqu'à l'expiration du délai convenu. On peut aussi, au moment de la convention, régler la question de l'administration et de la jouissance de la masse héréditaire; il y a alors une indivision organisée. Quant aux créanciers, cette convention leur est-elle opposable ? Il y a des divergences dans la doctrine, mais la jurisprudence semble fixée dans ce dernier sens : la convention ne doit pas être respectée par les créanciers inscrits antérieurement ⁽³⁾, mais est opposable aux créanciers chirographaires antérieurs ou postérieurs ⁽⁴⁾ et aux créanciers hypothécaires postérieurs ⁽⁵⁾, sous réserve évidemment de la bonne foi des parties.

Il est inutile d'insister sur les inconvénients qui résultent de l'indivision et de son maintien, mais nous cherchons ici à indiquer les moyens qui permettent d'éviter le partage judiciaire et la licitation; à la majorité du mineur, on pourra s'affranchir des formes judiciaires et régler la succession au mieux des intérêts de tous.

(3) Demolombe, XV, n° 209; Aubry et Rau, X, § 622, p. 152. — Trib. civ. de Muret, 8 août 1888, sous Toulouse, 26 juin 1889, D., 91. 1. 65.

(4) Demolombe, *loc. cit.*; Aubry et Rau, *loc. cit.*; — Bordeaux, 23 mai 1893, D., 94. 2. 48; Paris, 22 déc. 1898, *Gaz. Trib.*, 1899, 1^{er} semestre, p. 282.

(5) Toulouse, 26 juin 1889, précité.

§ 3. — Transaction.

Enfin, le partage peut être effectué sous forme de transaction; en vertu de l'article 467 du Code civil, il suffira au tuteur d'obtenir l'autorisation du conseil de famille, l'avis favorable de trois jurisconsultes désignés par le procureur de la République et l'homologation par le tribunal.

Mais, dit Demolombe, « la loi, en effet, a distingué dans l'administration de la tutelle différentes espèces d'actes, et elle a soumis les uns et les autres, en raison même de leur nature différente, à un certain ordre de formalités spéciales à chacun d'eux. C'est ainsi qu'elle a exigé certaines conditions pour le partage et certaines autres conditions pour la transaction. Or, est-il permis de bouleverser sa nomenclature et ses classifications et de transporter dans la classe des transactions une opération qui n'est en réalité qu'un partage ? On peut en douter sérieusement. » (6).

Il ne faut donc pas que les parties aient pour but principal d'éviter le partage judiciaire, mais, ainsi que le dit l'article 2044 du Code civil, « de terminer une contestation déjà née ou de prévenir une contestation à naître ». L'arrêt suivant de la Cour de cassation est, d'ailleurs, très explicite (7) :

(6) Demolombe, XV, n° 608, p. 587. — Certains auteurs et certaines décisions de jurisprudence, s'appuyant sur cette argumentation, et considérant, d'autre part, qu'il serait particulièrement dangereux pour les mineurs de supprimer ainsi l'expertise et de remplacer le tirage au sort des lots par leur attribution amiable, paraissent s'opposer en toutes hypothèses à la validité du partage opéré sous forme de transaction. — Notamment : Laurent, X, n° 295; — Paris, 23 juill. 1840, D., *Rép.*, v° *Succession*, n° 1844; Douai, 5 déc. 1865, S. 66. 2. 233; Trib. civ. de Loudun, 4 févr. 1882, S. 82. 2. 142.

(7) Cass., 5 déc. 1887, S. 88. 1. 425, D., 88. 1. 241.

« Attendu qu'aux termes de l'article 467 du Code civil, le tuteur peut transiger au nom des mineurs, pourvu qu'il y ait été autorisé par le conseil de famille et de l'avis de trois jurisconsultes désignés, comme il est prescrit par ledit article; qu'en outre, la transaction n'est valable qu'autant qu'elle a été homologuée par le tribunal; qu'il résulte de la généralité de ses dispositions que le pouvoir de transiger est dévolu au tuteur dans les cas où il s'agit, dans l'intérêt du mineur, de mettre fin à une contestation déjà née ou de prévenir une contestation à naître, et que, par suite, le tuteur peut l'exercer, même en matière de partage de biens immeubles et meubles, à la condition de se conformer aux prescriptions de l'article 467 qui ont pour but d'assurer une protection efficace aux biens des mineurs; que l'accomplissement des formalités énumérées dans ce texte remplace alors celles qui sont édictées dans d'autres articles, soit du Code civil, soit du Code de procédure, et qui règlent le mode de procéder aux partages ou licitations dans lesquels les mineurs sont intéressés;

» Attendu que l'arrêt attaqué, en précisant les causes sérieuses et diverses de litige que présentait le partage..., déclare souverainement, en fait, qu'elles motivaient réellement le recours à la transaction pour faire cesser l'indivision...;

» Par ces motifs, rejette le premier moyen. » (8).

Ces difficultés seront la qualité d'héritier d'un copartageant éventuel, la quotité des droits héréditaires, mais surtout les modes d'exécution du partage ou les formes à employer. Il suffira qu'elles soient sérieuses et non simulées.

(8) Cass., 5 déc. 1887, S. 88. 1. 425, note de M. Meynial). D., 88. 1. 241, note de M. Poncet.

Toutefois, le caractère dominant de la transaction est celui du partage, et, par conséquent, cet acte peut être attaqué pour lésion par application de l'article 888 du Code civil (9).

Le grand avantage de la transaction est que les formalités sont simples et peu onéreuses; elle a le grand mérite de bénéficier des heureux résultats du partage amiable. Aussi, attendu qu'une entière liberté d'appréciation est laissée au juge du fait, les copartageants pourraient, semble-t-il, faire preuve d'un peu de hardiesse en essayant d'user de ce procédé.

SECTION II

MOYENS UTILISÉS DANS LA PRATIQUE

Ici, le champ des études ou des recherches est vaste. Pour éviter d'avoir recours aux formes judiciaires du partage, les praticiens se sont ingéniés à mettre en œuvre différents moyens ou expédients. Nous en étudierons quelques-uns.

Mais, ajoutons-nous, tout de suite, « les résultats ne sont pas satisfaisants. Ils sont en marge de la loi, d'où les nullités qu'ils peuvent entraîner, ou tout au moins les difficultés qu'ils peuvent susciter. » (10).

Pourquoi alors chercher à éluder le partage judiciaire ? « On peut douter de l'excellence et de la nécessité de la garantie cherchée par la loi dans l'obligation au partage judiciaire. Ses avantages, s'ils peuvent quelquefois servir

(9) Consulter à ce sujet la thèse de M. Hamel, *Du partage transactionnel et de son application en présence d'incapables*, Paris, 1909, p. 18 et suiv.

(10) Piédelièvre, *Bull. Soc. ét. lég.*, 1927, p. 35.

des intérêts menacés, sont toujours payés fort cher par l'ensemble des cohéritiers, y compris celui que la loi entend protéger; formalités longues et dispendieuses, résultats qui ne satisfont personne. Aussi, la pratique s'ingénie-t-elle à tourner la loi. Aucune ressource n'existe quand la nécessité des formes judiciaires est imposée par le désaccord des parties (art. 823). Il en est différemment quand on se trouve dans l'hypothèse de cohéritiers incapables ou absents. » (11).

§ 1. — La vente.

1° Les ascendants ne pouvant obtenir l'assentiment de tous leurs enfants pour une donation-partage, craignant à leur décès la dislocation de leur exploitation, décident de vendre leurs biens aux enchères publiques. Sans doute, pour employer une expression vulgaire, ce procédé « est cousu de fil blanc », mais il réussit généralement. Les voisins au courant de la situation et des désirs des parents s'abstiendront, et le successible désigné se portera adjudicataire. Si un héritier présomptif mécontent veut faire monter les enchères, son rival ira jusqu'à un prix élevé, car il sait qu'il n'aura pas à le payer ou qu'il n'en paiera qu'une faible partie. Ce procédé est parfois employé aussi quand le bénéficiaire d'une institution contractuelle a quitté la maison pour un motif ou pour un autre; pour lui enlever le bénéfice de cette institution et favoriser un héritier, on aura recours à la vente aux enchères.

2° On use aussi, dans la pratique, de la vente amiable avec intervention des cohéritiers. Nous nous permettrons

(11) Planiol, *op. cit.*, t. IV, p. 607.

d'illustrer ce moyen par un cas typique, qui vient de faire l'objet d'un procès. —

Par acte du 30 mai 1923, les époux Pierre C... et Mathilde D..., père et mère de huit enfants, dont l'un — le précipitaire par contrat de mariage — était mort à la guerre laissant deux enfants mineurs, ont vendu leur exploitation agricole (qui était propre au père) à leur fils Pierre, moyennant le prix de 45.000 francs. Ce prix fut stipulé payable « soit au décès du survivant des vendeurs, soit au moment des mariages des frères et sœurs de l'acquéreur ». En outre, les vendeurs se réservèrent l'usufruit de la totalité jusqu'au décès du survivant d'entre eux. Enfin, les six cohéritiers présomptifs et la mère des deux mineurs se portant fort pour ces derniers, intervinrent à l'acte pour l'approuver et en accepter les conditions. Le vieux praticien qui rédigea l'acte avait prudemment fait signer une décharge pour signaler que « son rôle s'est borné sur la demande des parties à donner aux présentes la forme authentique » (12).

Quelques mois après, le père mourut. La mère survivante, usufruitière en principe, continua de cohabiter avec l'acquéreur, qui exploitait en fait la propriété. Mais, pour ne pas faire exception à la règle, la belle-mère et la bru ne sympathisèrent pas; on arriva aux discussions,

(12) Au surplus, le but de la vente était nettement indiqué dans l'acte: « M. et Mme C..., désirant éviter après leurs décès toutes contestations, tous fâcheux désaccords qui pourraient survenir entre leurs cohéritiers pour le partage de leurs biens immobiliers et mobiliers, ont résolu, d'accord commun avec les comparants, dont les signatures seront un acquiescement aux présentes conventions, de vendre lesdits biens aux prix, charges et conditions qui seront ci-après indiqués, à leur fils Pierre, dans le désir de perpétuer ainsi le bien de famille et d'en maintenir les traditions. »

puis à la brouille complète. Les jeunes furent mis dehors; les autres enfants, brus ou gendres, se divisèrent en trois camps et l'affaire fut portée devant la juridiction d'Orthez; il serait trop long d'analyser les conclusions des trois avoués en cause, mais le tribunal a rendu, le 3 novembre 1933, un jugement assez caractéristique; il semble surtout s'être inspiré de considérations de fait et non de droit. Nous ne reproduirons pas les attendus qui ont motivé à bon droit la nullité de la réserve d'usufruit.

« *Sur la nature de l'acte attaqué* : Attendu que, suivant les sieurs C... et U. C..., cet acte apparaît soit comme un partage d'ascendants qui n'a pas été accepté par eux, soit comme un pacte sur la succession future prohibé par la loi;

» Attendu qu'il est certain qu'il s'agit d'un pacte de famille; que le feu Pierre C... et sa femme ont voulu perpétuer, comme ils l'ont formellement déclaré à l'acte, un bien de famille, assurant sa propriété à leur fils Pierre;

» Attendu que si l'on considère que ce bien constituait le principal de leur patrimoine; qu'ils s'en sont réservé l'usufruit; que le prix en a été stipulé payable soit au décès du survivant des vendeurs, soit au moment des mariages de ses frères et sœurs; que les rapports de ceux-ci aux successions des vendeurs ont été indiqués; qu'enfin les héritiers majeurs présents en France sont intervenus au contrat pour y acquiescer; si l'on considère tous ces faits, on peut être tenté de voir dans la convention un partage d'ascendant, attribuant au fils choisi comme héritier et chef de maison le patrimoine familial, à charge de désintéresser de leurs droits ses cosuccessibles par le versement d'une soulte;

» Mais attendu que le partage d'ascendant est essen-

tiellement un acte à titre gratuit et un partage, c'est-à-dire la division réelle des biens de l'ascendant entre ses enfants;

» Attendu qu'en l'espèce, une seule attribution de part aurait été faite, Pierre C... aurait ainsi reçu la propriété de Balihaut; quant à ses frères et sœurs, ils n'ont rien reçu, leurs droits n'ont été fixés ni en nature, ni même en quotité par l'acte attaqué;

» Attendu que Pierre C..., en s'obligeant à verser le prix, notamment au moment du mariage de ses frères et sœurs, n'a même pas été chargé de remettre à chacun d'eux une partie quelconque du prix;

» Attendu qu'au décès des vendeurs, date extrême du terme accordé pour le paiement, Pierre C... n'a pas davantage à procéder à une distribution du prix, qui tombe dans la succession pour être réparti conformément à la loi;

» Attendu que, bien plus, Pierre C... (l'acquéreur) n'est exclu par aucune clause du partage de ce prix auquel il vient ès qualité d'héritier;

» Attendu que l'acte de mai 1923 ne constitue donc point un partage et du reste pas davantage un pacte sur succession future;

» Attendu qu'en outre il n'est pas à titre gratuit car, en compensation du transfert de la nue propriété de Balihaut, Pierre C... a contracté l'obligation, outre certaines charges, de verser un prix fixé à 44.683 fr. 27, que ses adversaires ne prétendent pas être un prix vil et qui, du reste, ne doit pas être tenu pour vil, puisqu'il a été déterminé par un rapport d'expertise que le notaire a visé et annexé à sa minute;

» Attendu que l'intervention des frères et sœurs à l'acte

s'explique par le désir des parents d'empêcher, dans la mesure du possible, leurs enfants de contester à leur mort la valeur réelle des biens vendus;

» Attendu qu'ainsi l'acte attaqué a le caractère d'une vente et doit être validé comme tel;

» Par ces motifs,

» Dit que l'acte de mai 1923 ne constitue ni un partage d'ascendants, ni un acte sur succession future, mais une vente de la nue propriété Balihaut, avec les biens meubles en dépendant, par les époux Pierre C... et Mathilde D... à leur fils Pierre C...;

» Déclare cette vente valable;

» En conséquence, dit que la nue propriété des biens qui en ont fait l'objet sera exclue du partage;

» Déclare nulle et de nul effet la réserve d'usufruit stipulée dans ledit acte au profit de la dame C... en tant que l'usufruit réservé porte sur des biens appartenant à feu Pierre C...;

» En conséquence, ordonne le partage de cet usufruit non valablement constitué. »

Nous ne commenterons pas ce jugement, que la Cour pourrait infirmer du moins partiellement, mais nous signalerons que le tribunal a tenu à respecter l'intention du défunt et de son épouse « qui ont voulu perpétuer un bien de famille, en assurant sa propriété à leur fils Pierre » (13).

Si cette vente a fait l'objet d'un procès, combien d'autres sont respectées fidèlement.

(13) Nous ferons remarquer que, dans une espèce identique, un acte du 6 octobre 1920, contenant vente de la nue propriété à un successeur avec réserve de l'usufruit au profit du survivant des vendeurs, et prix stipulé payable aux cohéritiers après le décès du survivant, a été

§ 2. — Achat au nom d'un enfant.

Comment avantager encore celui qui continuera l'exploitation ? Indépendamment des dons manuels, que les cadets soupçonnent et connaissent parfois, le père fournira à son continuateur le prix nécessaire à l'acquisition d'une terre avant la passation de l'acte; il donnera à son fils « héritier » des sommes d'argent, et de la sorte les terres acquises demeureront propres à ce dernier.

§ 3. — Porte-fort.

Ce moyen n'est certes pas d'une efficacité absolue, mais il permet d'atteindre le résultat désiré. L'opération est très simple : quand les héritiers majeurs et le tuteur des mineurs procèdent à un partage amiable ou à une cession de droits successifs, le représentant de l'incapable se porte fort que le mineur ratifiera l'acte dès qu'il aura atteint sa majorité; pour obtenir plus sûrement cette ratification, on consigne les valeurs mobilières pouvant revenir aux mineurs s'il s'agit d'un partage, ou l'on stipule le prix de cession payable à la majorité desdits mineurs; pour plus de garantie, on prévoit des dommages-intérêts, qui parfois sont assurés par une inscription hypothécaire prise sur les biens de celui qui s'est porté fort.

Certes, ce partage n'est que provisionnel ⁽¹⁴⁾, puisque

annulé par le Tribunal départemental des Basses-Pyrénées, section de Pau, le 6 janv. 1927; le jugement, fort bien motivé, déclare que les vendeurs ont voulu : « s'assurer l'usufruit de la totalité de leurs biens immeubles... éviter le partage en nature... tourner la loi. » Sur appel, la Cour de Pau a confirmé purement et simplement par arrêt du 12 mai 1931.

(14) Baudry et Wahl (*op. cit.*, t. IX, p. 733) : « Le partage fait au nom d'un mineur est nul et n'a même pas les effets d'un partage

le mineur devenu majeur et le tuteur pendant la minorité de son pupille pourront demander un nouveau partage. En fait, les majeurs sont le plus souvent à l'abri de l'action du tuteur qui ne voudra pas s'exposer par son fait à réparer le préjudice qu'il causera; même, pour éviter plus tard le paiement des dommages-intérêts, il engagera son ancien pupille à ratifier. Ce dernier ne demandera pas un nouveau partage, parce qu'il ne voudra pas exposer son père ou sa mère à des actions récursoires. De plus, si depuis le partage il est devenu l'héritier d'un de ceux qui se sont portés garants de sa ratification, sa situation sera très délicate. Sans doute, il conserve le droit de demander un nouveau partage, mais, en intentant l'action, il aura à répondre, tout comme le défunt, des dommages-intérêts résultant du préjudice occasionné (15).

Enfin, si le partage a été fait équitablement, il sera ratifié; si une injustice a été commise, le bénéficiaire offrira au mineur une indemnité suffisante pour obtenir la ratification.

Cependant, comme le dit M. Planiol, « ce n'est là qu'un expédient très imparfait; la qualité essentielle d'un partage est la stabilité, et celui-là n'en a aucune, l'incapable qui n'est pas lié par lui peut le faire tomber. Les cohéritiers lésés par son annulation sont bien couverts par une obligation personnelle d'indemnisation, mais celle-ci ne saurait, bien entendu, remplacer que très imparfaitement

provisionnel lorsque ce sont les règles de capacité et non pas les règles de forme qui sont méconnues. » Même avis de Laurent, t. X, n° 276. — *Contra* Demolombe, XV, n° 690.

(15) Laurent, X, n° 309; Aubry et Rau, IV, § 343 *ter*, p. 815. — Douai, 5 juill. 1877, S., 78. 2. 43, et sur pourvoi req., 2 juill. 1879, S., 80. 1. 20.

la sécurité des attributions consécutives à un partage régulier » (16).

Tous les procédés ci-dessus analysés ont une valeur juridique contestable; ils ne cherchent en général qu'à atténuer les conséquences de la règle du partage en nature. Mieux vaudrait que des dispositions législatives assouplissent le système du Code et substituent au formalisme aveugle du partage judiciaire un mécanisme plus simple et plus intelligent.

(16) Planiol, *op. cit.*, t. IV, p. 608.

CHAPITRE III

DEROGATIONS COUTUMIERES : COUTUMES BASCO-BEARNAISES

Avant d'aborder l'examen des réformes à apporter à notre système successoral, nous devons nous poser la question suivante : le Code civil a-t-il été appliqué partout ? Nous répondrons par la négative.

Brandt, dans son étude sur *Les populations rurales de France*, a montré qu'on pratiquait le régime de la transmission intégrale dans certaines régions de la Flandre, du Bassin de la Garonne, de la Basse-Bretagne, en Alsace, dans la Creuse, le Puy-de-Dôme, le Béarn, le Pays basque. Avant lui, Le Play et ses disciples, dans leurs diverses enquêtes, avaient également montré combien la population de ces régions se montrait hostile aux principes du Code civil, générateurs d'instabilité.

De son côté, M. Garrigou, qui, dans sa thèse : *L'influence du régime successoral sur l'état de la propriété foncière*, défend âprement les principes actuels dans toute leur rigidité et remarque que notre législation persiste de plus en plus dans les mœurs, est obligé de constater que dans bien des régions — notamment départements bas-bretons, Savoie, Isère, Drôme, Hautes et Basses-Alpes, Dordogne, Landes, Basses-Pyrénées — l'usage d'attribuer

le domaine rural à un seul enfant demeure. Nous nous contenterons, pour ne pas allonger cette étude, d'examiner les dérogations coutumières telles qu'elles sont appliquées dans les Basses-Pyrénées.

Quelle devait être la réaction des Basques et Béarnais ? Elle a été amplement analysée par MM. Louis Etcheverry, ancien député des Basses-Pyrénées, Eugène Cordier, Campagne, Dupont, dans leurs ouvrages (1).

SECTION PREMIERE

L'INSTITUTION D' « HÉRITIER »

Comment permettra-t-on à l'un des enfants de continuer seul l'exploitation paternelle ? On utilise le procédé de l'institution contractuelle, accompagné de la collocation de dot. Par contrat de mariage, les père et mère font un « héritier » ou une « héritière ».

Si le chef de famille n'a pu faire cette institution par contrat, il procédera par voie testamentaire, même au profit d'un mineur. Au cas où il n'aurait pu exécuter ses intentions, souvent les successibles y suppléeront. Ainsi, Mme C... est décédée subitement le 23 février 1934, à la survivance de son époux et laissant cinq enfants. Or, le contrat de mariage d'un enfant, en date du 6 avril 1934, porte : « A l'occasion du mariage de M. C... (L.) avec Mlle J..., il était dans les intentions de la défunte de donner par contrat à son fils L..., par préciput et hors

(1) Louis Etcheverry, Trois rapports et discussion dans les volumes *Unions de la Paix sociale*; Eugène Cordier, *De l'organisation de la famille chez les Basques*, Paris, 1869; Campagne, *La conservation du bien de famille chez les Basques français*, thèse Paris, 1911; Dupont, *Du régime successoral dans les coutumes de Béarn*, thèse Paris, 1914.

part, la nue propriété du quart des biens qui composeraient sa succession; mais son décès subit ne lui a pas permis de faire cette institution.

» Ces faits exposés, lesdits..., désireux de respecter les volontés de leur mère, ont, par ces présentes, consenti à l'exécution pure et simple de l'institution préciputaire susindiquée et, en conséquence, font la délivrance au profit de leur frère L..., qui accepte, de la nue propriété du quart des biens qui composent la succession de leur mère pour n'en jouir qu'après le décès de leur père... »

§ 1. — Statistiques.

Pour démontrer que l'institution d'héritier est de pratique courante, il nous suffira de donner les chiffres suivants empruntés à l'année 1932 et s'appliquant uniquement aux contrats de cultivateurs : nous signalerons qu'habituellement, les cadets ne font pas de contrats.

Nous avons choisi à dessein des cantons éloignés des gros centres urbains :

Hasparren, 29 contrats, dont 22 avec institution contractuelle;

Saint-Jean-Pied-de-Port, 27 contrats, dont 21 avec institution contractuelle;

Saint-Palais, 33 contrats, dont 28 avec institution contractuelle;

Tardets, 22 contrats, dont 18 avec institution contractuelle;

Arthez, 28 contrats, dont 17 avec institution contractuelle;

Monein, 19 contrats, dont 15 avec institution contractuelle;

Sauveterre-de-Béarn, 34 contrats, dont 26 avec institution contractuelle;

Laruns, 16 contrats, dont 12 avec institution contractuelle;

Navarrenx, 21 contrats, dont 18 avec institution contractuelle.

Pour ce dernier canton, notamment, les trois contrats sans institution ont eu lieu entre cadets. Sur les 18 institutions, 13 sont du quart, 4 du tiers; dans le dix-huitième contrat (6 avril 1932) intéressant un fils et une fille uniques, les deux époux, par une double institution contractuelle, ont été donataires de toute la quotité disponible, soit la moitié.

Si, pour les mêmes cantons, nous relevons les déclarations de succession après le décès des chefs de famille ruraux, nous trouvons des « héritiers » contractuels ou testamentaires dans :

26 cas sur 37 pour Hasparren;

25 cas sur 39 pour Saint-Jean-Pied-de-Port;

33 cas sur 42 pour Saint-Palais;

27 cas sur 31 pour Tardetz;

15 cas sur 27 pour Arthez;

26 cas sur 34 pour Monein;

18 cas sur 25 pour Sauveterre-de-Béarn;

15 cas sur 23 pour Laruns;

18 cas sur 29 pour Navarrenx.

Pour ce dernier canton, il n'y avait qu'un enfant dans quatre successions sur les onze où seule jouait la dévolution légale.

§ 2. — Contrat de mariage type.

Prenons un exemple classique : les père et mère Etcheverry ou Casenave ont quatre enfants : Pierre, Catherine, Jean et Marie.

Pierre, âgé de 25 ou 30 ans, a toujours travaillé avec ses parents; Catherine, âgée de 22 ans, travaille également à la maison en attendant qu'un jeune homme — un héritier de préférence — la demande en mariage; Jean va partir au régiment : à son retour, il essaiera d'être cantonnier, gendarme ou facteur; s'il ne réussit pas, il ira en Amérique; quant à Marie, encore jeunette, elle fait ses études et sera institutrice.

Au jour du mariage de leur fils Pierre, « M. et Mme Etcheverry font, par ces présentes, donation par préciput et hors part en faveur de leur fils futur époux, qui accepte, du quart de tous les biens, droits mobiliers et immobiliers sans aucune exception, qui composeront leurs successions ». Sa fiancée apportera un dot de 10.000 francs, « qu'elle a comptée à cet instant à la vue du notaire sousigné et qu'elle a remise, du consentement du futur époux, entre les mains de M. et Mme Etcheverry, ses futurs beau-père et belle-mère, qui le reconnaissent ». « A la sûreté et garantie du remboursement du capital de ladite somme de 10.000 francs non productive d'intérêt et qui ne sera exigible qu'au décès du survivant desdits époux, Etcheverry père et mère, ces derniers affectent et hypothèquent solidairement au profit de la future épouse... »

Au jour du mariage de Catherine Etcheverry avec l'« héritier » Jean-Baptiste Casenave, ses père et mère lui

donneront en avancement d'hoirie une somme de 10.000 francs qui sera consignée entre les mains des beaux-parents; nous avons vu dans certains contrats cette clause qui, si elle n'a aucune valeur juridique, est respectée par le ou la donataire, car telle est son intention : « laquelle somme constitue tout ce qui pourra revenir à la future épouse dans les successions de ses parents ».

Jean est parti pour les lointaines Amériques; il écrira tous les six mois, non pour parler de lui, mais pour demander des nouvelles de la maison. Marie est institutrice : ses frères et sœur ont travaillé avec les parents, tandis qu'elle poursuivait ses études, qui lui permettent d'avoir aujourd'hui une situation indépendante et stable : aussi, au jour de son mariage, elle ne recevra pas de dot.

SECTION II

RÈGLEMENT FAMILIAL

A la mort du père ou de la mère, il n'y aura pas de partage : le survivant conservera la jouissance que son conjoint lui aura léguée. Quand il disparaîtra à son tour, l'arrangement familial sera facile. La masse successorale sera composée de la propriété rurale d'une valeur moyenne de 40.000 francs et du rapport de dot de Catherine : 10.000 francs. Ensemble : 50.000 francs.

Pierre — l'héritier — aura droit à la reprise de la dot de sa femme : 10.000, à son quart précipitaire : 10.000 francs; à sa part virile, 7.500 francs; ensemble : 27.500 francs; il versera une soulte de 12.500 francs, qui, ajoutée à la restitution de 2.500 par Catherine, formera les 15.000 francs revenant à Jean et Marie. Pierre sera donc

propriétaire du bien familial, et trente ans plus tard ses enfants, à leur tour, procéderont de la même façon. En fait, si l'acte de cession de droits doit porter les chiffres ci-dessus, Catherine ne versera pas les 2.500 francs qui sont à sa charge, car il n'est pas d'usage de restituer ce que l'on a reçu par contrat; Pierre, de son côté, ne versera que peu de chose ou rien du tout à l'« Américain » qui, en envoyant sa procuration, aura écrit à son frère : « Garde la maison pour toi; moi je ne veux rien; tu sais qu'au moment de mon départ, le père m'avait donné de l'argent pour le voyage et mes débuts ici. »

Ce désintéressement est fréquent; ces jours derniers, nous recevions la visite d'un jeune fonctionnaire, délégué par les siens pour élaborer un projet de cession de droits successifs. Après avoir noté la généalogie familiale, évalué la propriété rurale, seul actif apparent des successions, indépendamment des dots reçues, nous dîmes à notre client : « Il vous revient 8.000 francs. — Mais je n'ai droit à rien », répondit-il très simplement. Croyant à un don manuel, nous poursuivîmes notre interrogatoire : « Vous n'êtes pas marié, n'est-ce pas ? Vous n'avez donc pas reçu une dot ? Vos père et mère vous ont sans doute donné de l'argent ou des valeurs de la main à la main ? — Non, mais ils ont dépensé bien plus de 8.000 francs pour me faire faire toutes mes études secondaires, tandis que les autres enfants sont restés à la maison. » Cette réponse naturelle dénote un état d'esprit propre à la région basco-béarnaise.

La cession de droits totale ou partielle est le procédé le plus courant : personnellement, nous avons relevé en 1932, pour le canton de Navarrenx, 41 cessions de droits successifs, dont quatre avec attribution d'une ou

deux parcelles à un des cédants; en regard de ces chiffres, nous trouvons 4 licitations judiciaires, provoquées uniquement par la mésentente entre copartageants, et, dans ces cas, l'opinion publique condamne celui ou ceux qui ont intenté l'action en partage.

Ce ne sont pas les mineurs, mais le désaccord qui entraîne le partage judiciaire. Comme nous le disons plus haut, le survivant des parents conserve habituellement la jouissance du domaine, ce qui prolonge l'indivision. Si un mineur se trouve parmi les copartageants, l'héritier achètera d'abord les droits de ses frères et sœurs majeurs et attendra ensuite la majorité du mineur pour procéder de la même façon avec ce dernier. Parfois aussi on usera du porte-fort, moyen très dangereux en principe, mais en fait très pratique. Pour une période de dix ans (1920-1930), nous n'en trouvons que 12 ⁽²⁾ pour le canton de Navarrenx, avec, pendant la même période, 18 ratifications se rapportant évidemment en partie à des cessions antérieures. Pendant ces dix ans, il n'y a pas eu *un seul* procès à ce sujet. Sans doute il y a parfois un peu de tirage au moment de la ratification, mais l'ex-mineur, poussé par les siens, par la crainte de l'opinion publique, lesté par quelques billets supplémentaires, s'incline.

SECTION III

FONDEMENT DE LA COUTUME BASCO-BÉARNAISE

Faut-il conclure de notre exposé que les paysans basques ou béarnais veulent lutter contre les principes du

(2) Il s'agit là uniquement de cessions de droits. Souvent, en effet, au cours de l'indivision, les copartageants aliènent avec porte-fort à un étranger quelques parcelles détachées.

Code civil ? Non. Ils désirent simplement respecter de vieilles traditions solidement ancrées dans leurs cœurs. Si des difficultés se présentent, ils cherchent à éluder les prescriptions de la loi par les moyens que nous avons indiqués dans le chapitre précédent ou par des expédients divers, qui peuvent contraster singulièrement avec l'honnêteté de celui qui les utilise; ce dernier trouve même souvent des auxiliaires, car la mentalité est telle qu'on ne croit pas faire mal en devenant complice de ces fraudes. Et, en allant au fond des choses, peut-on en conscience reprocher d'aider ce père de famille qui veut maintenir intacte son œuvre, empêcher le morcellement d'un bien qu'il a si péniblement acquis ? Certes, la loi doit être obéie, mais quand toute une population la viole avec sérénité, n'est-ce pas un signe certain que cette loi doit être réformée, parce qu'elle ne répond pas aux besoins, aux sentiments, aux mœurs ?

Pour pouvoir comprendre l'âme des paysans basques ou béarnais, il faut être né au milieu d'eux, il faut avoir vécu avec eux, avoir reçu leurs confidences. Nous ne pouvons nous empêcher de transcrire une belle page du civiliste Bonnacase; le Professeur a disparu pour laisser la place au Béarnais, qui, remuant les vieux souvenirs d'enfance et de jeunesse, exhale ses propres sentiments : « Au fond de la conception organique de la famille béarnaise se trouve un véritable culte d'où tout dérive, le culte de la « maison ». Ce culte peut se rencontrer dans d'autres régions, mais pas au même degré en tout cas, si nous en jugeons par les heureuses conséquences sociales engendrées par ce culte en Béarn et que l'on ne relève pas ailleurs. La maison est pour le Béarnais le plus pur des symboles, et non pas un abri passager. Quand un Béar-

nais, après une absence, reprend le chemin de sa montagne; quand, à chaque détour de la route, il aperçoit là-haut la lumière de sa maison scintillant entre les branches du grand noyer, ne croyez pas que ses pensées vont seulement vers les êtres qui animent présentement ce foyer; elles vont vers tous ceux, morts ou vivants, qui l'ont animée ou qui l'animeront dans l'avenir; elles vont vers ces murs eux-mêmes, dont la destinée est de conserver intact dans leurs flancs et de redire indéfiniment à son cœur le souvenir des tourments et des joies dont ils furent les témoins; au fur et à mesure qu'il se rapproche, notre voyageur sent toujours plus fort en lui le lien mystérieux qui, en naissant, l'a rivé à tout jamais au clos familial; c'est à peine si par instants il se retourne pour jeter un regard sur les monts d'alentour et admirer les clartés de la lune se jouant à travers la vallée. Une seule chose compte pour lui : franchir le seuil de sa maison, car il n'est tout lui-même que lorsqu'il se meut enfin dans son atmosphère.

» Au surplus, si ses hôtes passent, la maison ne meurt pas...

» La grande préoccupation du Béarnais est précisément de ne pas laisser mourir sa maison. La vie de chaque jour offre à cet égard des traits de mœurs sublimes. Quand, dans le Béarn, le Pays basque et les régions environnantes, une catastrophe s'est abattue sur une famille, enlevant brutalement celui ou celle qui était destiné à perpétuer la maison, on ne désespère pas sur l'heure, et on ne se résigne pas du coup à laisser la famille s'éteindre. » (3).

(3) Bonnecase, *La philosophie du Code Napoléon appliquée au Droit de famille*, p. 239-240.

Et croyez-vous que ces paysans qui ne veulent pas admettre le partage forcé soient malheureux ? Non, déjà au xviii^e siècle, Arthur Young, passant en Béarn, avait fait cette observation : « Le pays appartient entièrement à de petits propriétaires, sans que les fermes soient trop petites pour causer une population vicieuse ou misérable. On y remarque partout un air de propreté, de chaleur et d'aisance. » (4).

Etudiant la question sous l'angle économique, le général Serviez, qui fut préfet des Basses-Pyrénées en l'an X et que l'on ne peut suspecter d'être favorable à l'ancien régime, écrivait : « Autant la division des grandes propriétés sur un sol fertile peut être favorable à l'agriculture, autant lui est funeste, dans cette contrée montueuse et stérile, le morcellement d'un héritage déjà très borné. Ce principe acquiert l'évidence d'une maxime, si l'on observe que l'héritage de presque toutes les familles ne consiste que dans une métairie, et ne peut s'exploiter qu'en demeurant assorti de terres labourables, de prairies suffisantes pour nourrir les bestiaux nécessaires à la culture, et de touyas (5) pour l'engrais. »

Ce fut le grand tort du Code civil de ne pas s'occuper de l'organisation intime et diverse du pays tout entier et de faire table rase de l'élément expérimental au profit exclusif de l'élément rationnel. D'aucuns sont peut-être choqués de voir que dans nos régions l'égalité est rompue; ils se trompent s'ils croient que l'héritier est le bénéficiaire d'un sentiment de préférence personnelle. Non, le seul but est le maintien de la maison-souche et la conti-

(4) Young, *Voyage en France*, t. I, p. 140 de l'édition de Paris, 1794.

(5) Terrains incultes, couverts de genêts et bruyères.

nuité de la famille. Louis Etcheverry s'exprime en ces termes : « D'abord attribution de la quotité disponible sur les biens présents et à venir (art. 913 et 1082) par contrat de mariage ou par testament. Si la quotité a paru insuffisante aux parents pour assurer la conservation de la maison, ils se sont crus autorisés par leurs vieilles coutumes et leur autorité paternelle à l'augmenter par voie détournée. En second lieu, les enfants non avantagés ne se sont pas prévalus, pour détruire la maison, des facilités que le Code leur offre, mais dont il ne les force pas à user : partage en nature, licitation, estimation rigoureuse du bien. Ils n'ont même pas toujours réclamé leur part entière; vendeurs de droits successifs, célibataires, prêtres, émigrants. S'il y a eu exceptionnellement licitation avec admission d'étrangers, ceux-ci se sont abstenus de faire concurrence aux membres de la famille. En résumé, les parents ont usé de tous leurs droits et au besoin les ont étendus; les cohéritiers ont, au contraire, volontairement restreint les leurs; les étrangers y ont renoncé. Telles sont les pratiques qui ont favorisé la transmission intégrale des domaines moyens. » (6).

Que deviennent alors les cadets ? Sont-ce des êtres malheureux sacrifiés à une préférence des parents ? Non. Nous avons lu en souriant, sous la plume de Jean Botrot, ces lignes : « Dans ces villages basques, dans ces maisons qui représentent un véritable style, se perpétuent des usages qui, eux, représentent une civilisation un peu en marge de la nôtre. Ainsi, le droit d'aînesse est demeuré en vigueur. L'aîné, en sa qualité de chef de famille, occupe la plus belle chambre de la maison. Ses frères et sœurs doivent

(6) *Unions de la Paix sociale*, 1^{re} série, fasc. I, 1885, p. 79-80.

se contenter d'un logement plus modeste. S'ils sont trop nombreux, quelques-uns se sacrifient; les garçons partent pour les Amériques et les filles entrent en religion. Vous me direz que les cadets pourraient invoquer la loi française. Mais la loi des Codes compte beaucoup moins pour eux que celle des ancêtres, que leur propre conscience a sanctionnée. » (7). Le journaliste n'a jamais vécu en contact avec nos populations pyrénéennes. Nos cadets ne sont pas sacrifiés. Ils sont assurés d'un sort égal ou supérieur à celui de l'héritier; s'ils épousent une « héritière », ils ont une situation équivalente; s'ils entrent dans l'Administration, s'ils vont en ville ou s'ils émigrent (8), ils ont une situation indépendante, parfois lucrative, tandis que l'héritier peine sur le sillon, monte la garde autour des terres et devra transmettre le flambeau.

« Ah ! Messieurs, dit le député basque Etcheverry, là où il y en a encore et qui ne se plaignent pas de leur sort, qu'on respecte les cadets; qu'on ne cherche pas à les rendre heureux *malgré eux* et contre l'intérêt public. » (9).

Ces cadets eux-mêmes feront tout pour aider l'aîné, qui incarne la maison, leur maison : d'ailleurs quand ils cèdent leurs droits, ils se réservent souvent la faculté de revenir au foyer à des époques déterminées. Par lettre du 17 septembre 1933, un « Américain » nous écrivait : « Je vous envoie ma procuration; je ne veux rien du tout; je laisse toute ma part à Jean (l'héritier), mais je me réserve la jouissance jusqu'à ma mort de la chambre qui est au-dessus de la cuisine. »

(7) *Le Patriote* du 29 juillet 1933.

(8) De 1831 à 1891, la faible population des Basses-Pyrénées a fourni officiellement 90.000 émigrants aux deux Amériques.

(9) Réunion annuelle de la Société d'économie sociale du 9 juin 1903, *Unions de la Paix sociale*, 4^e fasc., p. 64.

Notre paysan ignore-t-il donc que la loi l'autorise à exiger davantage ?

« Tout cela, le Béarnais le sait; il n'agit nullement, comme on a trop souvent voulu le dire, sous le seul commandement d'une vieille coutume, car il n'ignore pas l'individualisme de nos lois civiles et la possibilité de renverser à son gré, grâce à lui, le vieil édifice familial du Béarnais; mais tout comme les Bénédictins, ses aïeux qui le bâtirent, le Béarnais du *xx*^e siècle sent que la conception traduite par cet édifice est bonne, et c'est parce qu'elle est bonne qu'il la maintient. De même qu'arrivé aux confins de sa vie, le vieux Béarnais se plaît dans la contemplation du cadre harmonieux et immuable de ses montagnes, de même il est heureux de sentir que le cadre familial qui fut le sien subsistera après lui dans toute son harmonie. Rien n'est plus pénible à un Béarnais que de ne pas assurer les destinées de sa maison. Nous disons de sa maison et non pas seulement de sa famille, car la maison est pour le Béarnais le plus pur des symboles, et non pas un abri passager. C'est que l'esprit réaliste n'est pas seul à la base du culte professé pour la maison par l'âme béarnaise; le mysticisme y est lui aussi pour une grande part. » (10).

Il est vraiment beau de voir ces foyers où le sentiment familial domine, où les enfants ne désirent que le maintien de la maison, où l'aîné, surtout, l'héritier des obligations morales du père comme de ses libéralités préciputaires, sacrifiera sa vie à ce noble idéal. Mais encore faudrait-il que notre belle race de paysans puisse se perpétuer sans le secours de moyens irréguliers ou de qualités exceptionnelles (11).

(10) Bonnecase, *op. cit.*, p. 236-237.

(11) Nous ferons remarquer que l'usage de transmission intégrale ne

Nous avons cru pouvoir consacrer quelques pages aux populations pyrénéennes, puisque, comme l'a écrit si justement notre compatriote M. Campagne : « Le droit successoral est le point de contact des deux institutions primordiales de l'ordre social : la propriété et la famille. » (12).

Dans tous les cas, ces lignes ne sont qu'un faible témoignage de profonde admiration et de reconnaissante estime pour nos paysans basques au milieu desquels nous sommes né et pour nos paysans béarnais au milieu desquels nous vivons.

paraît pas être un obstacle à la fécondité des foyers, si nous nous reportons à l'étude, présentée par M^e Robitaille, notaire à Neuilly-sur-Marne (S.-et-O.) sur *La Réforme de l'art. 832 du Code civil* lors du dernier Congrès des Notaires de France des 19, 20, 21 et 22 juin 1933 : « Un contraste singulièrement caractéristique, écrit-il, met en relief l'action très puissante que, toutes circonstances égales d'ailleurs, le régime successoral exerce sur la natalité. Les départements voisins, et pour ainsi dire jumeaux, des Hautes-Pyrénées et des Basses-Pyrénées, maintinrent l'un et l'autre, jusque vers le milieu du xix^e siècle, la pratique de la transmission intégrale. L'excédent des naissances sur les décès avait été alors, en cinq ans (1846-1850), de 4.397 dans les Hautes-Pyrénées et de 3.667 dans les Basses-Pyrénées. A cette époque, le partage forcé supplanta dans le premier de ces départements la transmission intégrale qui, au contraire, est demeurée toujours habituelle dans le second. Quel fut le résultat de cette divergence ? L'excédent des naissances s'abaissa (1876-1880) à 2.118 pour les Hautes-Pyrénées et s'éleva à 9.984 pour les Basses-Pyrénées. Trente ans plus tard (1906-1910), l'excédent des naissances, qui restait encore de 7.703 dans ce dernier département, avait fait place, dans le premier, à un excédent de 2.740 décès.

(12) Campagne, *loc. cit.*, p. 2.

TROISIÈME PARTIE

RÉFORMES

Dans notre première partie, nous avons commenté notre régime successoral et nous avons essayé d'en dégager les conséquences économiques et sociales : cette étude est, certes, incomplète et nous n'avons pas la prétention d'avoir disséqué le corps de nos institutions et d'avoir atteint tous les filets nerveux, dont la réaction est parfois difficile à saisir. La clinique juridique exige une compétence que nous n'avons pas; nos modestes lignes ont eu pour but unique de brosser à grands traits le schéma de notre mécanisme successoral.

Dans une seconde partie, nous avons montré comment nos législateurs contemporains ont atténué dans certains cas, trop rares, la rigueur des principes, et comment dans la pratique les paysans ont éludé ou cherché à éluder la loi, notamment dans la région basco-béarnaise. Après une critique, que nous avons voulue impartiale, il nous reste à indiquer les réformes à apporter. Nous serions mal compris, si l'on croyait que nous avons jugé l'œuvre du Code civil comme néfaste dans son ensemble; nous ne demandons ni ne désirons sa refonte complète; nous nous asso-

cions à ce qu'écrivait, voilà trente ans, M. Colin : « La secousse de 89 a pu accélérer le travail des siècles, brusquer le dénouement, mais rien de plus. C'est pour cela que son œuvre est bonne et qu'on ne doit pas songer aujourd'hui à la détruire, mais à l'améliorer. » (1)

Mais comment, précisément, améliorer cette partie du Droit, fort importante par le fait que, débordant le cadre des intérêts particuliers, elle intéresse l'ordre politique et social ? Par l'examen des législations étrangères, par l'étude approfondie des réformes proposées, dont l'application partielle ou totale permettra à notre agriculture moyenne de vivre et même de prospérer.

(1) Colin, *Livre du Centenaire* : « Le droit de succession dans le Code civil », p. 302.

CHAPITRE PREMIER

LEGISLATIONS ETRANGERES

Avant la guerre, et surtout depuis, les divers Etats européens ont procédé à de larges réformes agraires : ce sont l'Allemagne pour les régions de l'est de l'Elbe, la Russie tsariste ou soviétique, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Pologne, l'Autriche, la Hongrie. Ces diverses réformes ont été heureuses, puisqu'elles ont facilité l'accession de la terre, augmenté l'étendue des terres cultivées et la production.

La France, elle, ne semble pas avoir de politique agricole : nous voyons simplement de-ci de-là quelques lois à portée restreinte, comme celle de 1908 (loi Ribot) déjà analysée ⁽¹⁾, celle de 1918 sur le remembrement, celle de 1929 sur les sociétés agricoles : ce ne sont là que des mesures fragmentaires. Nous n'ignorons pas que, fort heureusement d'ailleurs, dans notre pays n'existent pas les causes qui ont motivé les vastes réformes agraires en Europe centrale et orientale ⁽²⁾. Cependant, une législation

(1) Voir 2^e partie, chap. I.

(2) Voir Jousse, *Les tendances des réformes agraires dans l'Europe centrale, l'Europe Orientale et l'Europe Méridionale*, p. 58 : « La crainte de la Révolution a certainement hâté le vote des mesures agraires; elle a pu les rendre plus radicales, mais elle ne saurait les expliquer complètement. Les réformes ont été surtout votées parce que le régime de la propriété très arriéré de l'Europe Orientale avait accumulé les terres dans les mains d'une aristocratie. Le législateur a eu pour but, avant tout, de modifier une répartition foncière détestable... »

rurale serait du plus heureux effet, et son premier principe devrait autoriser, comme corollaire à l'accession à la petite propriété, la conservation de l'exploitation agricole par un des enfants, ce qui assurerait en même temps la stabilité de la famille.

Voyons un peu ce qu'ont fait à ce sujet quelques pays voisins.

SECTION PREMIERE

LA SUISSE

C'est la loi du 10 décembre 1907 qui a mis en vigueur le Code civil suisse. Quelles sont les principales dispositions qui nous intéressent ?

Au cas où le père de famille n'a pas manifesté sa volonté avant de mourir, les enfants procéderont eux-mêmes au partage, et, en cas de désaccord, on aura recours à l'autorité judiciaire. En principe, dans le partage, chacun des héritiers a un droit égal dans tous les biens de la succession. L'article 610 porte : « Il est procédé à la composition d'autant de lots qu'il y a d'héritiers ou de souches copartageantes.

» Faute par les héritiers de s'entendre, chacun d'eux peut demander que l'autorité compétente forme les lots; celle-ci tient compte des usages locaux, de la situation personnelle des héritiers et des vœux de la majorité.

» Les héritiers conviennent de l'attribution des lots; sinon les lots sont tirés au sort. »

Jusqu'où ira le morcellement ? La liberté d'appréciation est laissée à chaque canton, qui se conformera aux usages locaux ou aux besoins économiques.

Mais c'est surtout l'article 620 (ancien art. 616 de

l'avant-projet) qui a une grosse importance, puisqu'il concerne les biens ruraux. « Art. 620. — S'il existe parmi les biens une exploitation agricole, elle est, en tant qu'elle constitue une unité économique, attribuée entièrement à celui des héritiers qui le demande et qui paraît capable de se charger de l'entreprise; le prix en est fixé à la valeur de rendement. Cet héritier peut exiger que le bétail, le matériel et les approvisionnements servant à l'exploitation lui soient également attribués. Le prix d'attribution est fixé pour le tout selon les règles applicables à l'estimation des immeubles. » L'avant-projet ne parlait que « d'exploitation agricole qui n'est pas commodément partageable »; ici l'expression « unité économique » embrasse un champ plus vaste, et, comme complément logique, on autorise l'attribution à l'héritier des cheptels mort et vif, pourtant facilement partageables. Donc c'est l'exploitation entière, complète, qui sera transmise à l'héritier.

Le juge n'est même pas lié par une limitation de valeur ou de superficie; il suffit qu'il s'agisse d'immeubles consacrés à l'agriculture et, comme l'écrit M. Chéron, qui ne puissent, « être désagrégés sans perdre de leur valeur comme instruments de production » ⁽³⁾.

Même si les copartageants sont opposés au transfert, le juge peut faire l'attribution du fonds « à celui des héritiers qui le demande et qui paraît capable de se charger de l'entreprise » (art. 620-621). En France, la faculté d'attribution n'est accordée au juge que si tous les héritiers la demandent et sont capables.

Ce premier point acquis, il fallait accorder à l'attribu-

(3) Albert Chéron, *De la transmission intégrale des exploitations agricoles en Suisse*, p. 123.

taire des facilités de paiement. D'abord, à l'inverse des biens successoraux qui sont estimés à leur valeur vénale, les biens ruraux sont évalués à leur valeur de rendement (art. 617). Puis l'article 622, pour éviter d'écraser l'héritier attributaire sous un trop lourd fardeau, porte : « L'héritier auquel l'exploitation a été attribuée peut demander qu'il soit sursis au partage lorsque, par la liquidation des droits de ses cohéritiers dans cette exploitation, ses immeubles se trouveraient grevés, les charges constantes y comprises, au-delà des trois quarts du prix par les sûretés qu'il aurait à fournir. Les héritiers forment dans ce cas une indivision en participation. » Cette indivision forcée, critiquable certainement, car il est difficile de connaître le rendement exact de la propriété, et par ailleurs un cohéritier peut avoir besoin de toucher un capital, a été atténuée par l'article 624 qui autorise un copartageant à demander la remise de sa part sous la forme d'un titre gagé, productif d'intérêts au taux normal, non exigible avant dix ans, mais négociable dans un établissement de crédit agricole.

Nous devons reconnaître que la Suisse a dérogé à la règle du partage en nature en faveur des exploitations agricoles en considération des intérêts économiques des biens, et nous concluons avec M. Saleilles : « On voit par là combien nous sommes loin des principes rigoureux du Droit français, qui ne connaît qu'un moyen régulier et exempt d'arbitraire d'établir la valeur d'attribution des immeubles, la vente aux enchères, ce qui permet d'esscompter ainsi, non seulement la valeur vénale objective, mais la plus-value accidentelle pouvant résulter des circonstances toutes personnelles à un acheteur en particulier.

» Le Droit suisse non seulement n'impose pas la vente, mais un mode régulier de fixation — il est dit formellement que cette valeur vénale sera fixée par experts — mais cette valeur elle-même est la valeur commune à tous les immeubles similaires de la même région, celle que l'on pourrait appeler la cote résultant du marché immobilier. Enfin, dès qu'il s'agit du domaine rural, on se départit du principe de la valeur vénale pour s'en tenir à la valeur de rendement. Ne sommes-nous pas plus près de l'équité que les praticiens, toujours en garde contre l'arbitraire, qui veulent, quoi qu'il arrive, maintenir le système de la vente forcée dès qu'il y a des mineurs intéressés, au risque de les écraser sous les frais et, souvent aussi, d'aboutir à des ventes inopportunes faites à contretemps et n'aboutissant qu'à des prix dérisoires ? Mais les principes sont saufs; ce qui ne veut pas dire que l'équité, les intérêts familiaux, ceux surtout de l'agriculture, y trouvent leur compte. » (4).

SECTION II

L'ITALIE

Laissant de côté la loi du 31 mai 1903 sur les habitations populaires, qui est identique à nos lois sur les habitations à bon marché, nous devons voir si la législation italienne (Code civil de 1865) sur le partage diffère de la nôtre : les principes directeurs sont les mêmes, cependant il est intéressant de noter quelques différences importantes. Le défunt, s'il y a des mineurs, peut maintenir entre les co-

(4) Saleilles, *Le partage et la transmission intégrale dans le Code civil suisse* (Rev. trim. Droit civ., 1909, p. 549).

héritiers l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune : néanmoins le tribunal, si des circonstances graves et urgentes l'exigent, pourra ordonner le partage (art. 984). L'établissement de la masse en partage, la formation des lots obéissent aux règles de notre Code civil, mais, en Italie, au cas où les copartageants ne concourent pas à parts égales (art. 996), l'autorité judiciaire peut décider si l'on doit procéder par voie de tirage au sort ou par voie d'attribution. Le juge jouera donc un rôle important puisqu'il pourra s'opposer au morcellement exagéré et procéder à des attributions en tenant compte des aptitudes et des goûts des intéressés. L'article 994 lui demande « d'éviter de morceler les fonds et de causer du dommage par division à la qualité des exploitations ». L'article 1015, par ailleurs, autorise le rapport en nature ou en moins prenant « au choix de celui qui rapporte ». La généralisation du principe du rapport en valeur et l'extension du pouvoir donné au juge constituent donc deux règles très importantes par leurs conséquences.

Enfin la quotité disponible est de moitié en présence d'enfants, ce qui permet de gratifier largement le fils qui continuera l'exploitation familiale.

SECTION III

L'ALLEMAGNE

Le Code civil allemand de 1900 ⁽³⁾ a maintenu les législations particulières des Etats confédérés; aussi existe-t-il divers modes de dévolution héréditaire, dont le but est

(3) Loi du 18 août 1896, publiée le 24 août et entrée en vigueur en 1900.

d'éviter le morcellement d'une exploitation agricole par le partage (6).

Outre l'institution du « fidéicommiss paysan » en vigueur dans quelques Etats allemands (7) et ne s'appliquant qu'aux exploitations agricoles d'une certaine valeur, il convient de signaler une institution très originale de transfert intégral des biens-fonds : l'Anerbenrecht, introduit dans le Hanovre par la loi du 2 juin 1874 : à la requête du propriétaire, l'exploitation agricole pourvue d'une maison d'habitation est inscrite sur des registres spéciaux appelés « Höferollen » : dès lors, l'immeuble sera transféré intégralement à un seul héritier qui sera désigné par le *de cuius* ou, à son défaut, par la loi. Les principaux Etats qui ont organisé l'Anerbenrecht, avec des modalités diverses d'ailleurs, sont : le Hanovre par la loi du 2 juin 1874, modifiée par les lois du 24 février 1880 et du 20 février 1884; l'Etat d'Oldenbourg, par la loi du 24 avril 1873; la Westphalie, par la loi du 30 avril 1862; le Brandebourg, par la loi du 11 juillet 1883; la Silésie, par la loi du 24 avril 1884; le Schleswig-Holstein, par la loi du 2 avril 1886.

Mais, à côté du système de l'inscription par le propriétaire sur les registres fonciers, d'autres provinces ont organisé le système des inscriptions par des fonctionnaires publics des exploitations agricoles ou foncières, pourvues d'une habitation et qui se suffisent à elles-mêmes. La radiation sera opérée par les mêmes fonctionnaires quand le bien rural aura cessé de remplir les conditions exigées par la loi.

(6) Lire à ce sujet la très intéressante thèse de M. Verdelot, *Le bien de famille en Allemagne*, Paris, 1889.

(7) Bavière, Loi du 22 février 1835; Etat de Hesse-Darmstadt, loi du 11 sept. 1838; Etat de Mecklembourg-Schwerin, loi du 24 juin 1839.

C'est le régime instauré par la loi du 28 mars 1874 dans l'Etat de Brunswick, et en Prusse par les lois de 1896 et 1898. A la mort du propriétaire, et sauf disposition contraire de sa part, ses biens passent à un héritier : l'Anerbe, qui aura à payer des soultes sur la base de l'estimation du bien, obtenue par la capitalisation du revenu net annuel moyen. En outre, le propriétaire de l'Anerbengut est favorisé par l'octroi d'un préciput du tiers.

La loi de 1896 accordait à l'Anerbe la faculté de s'acquitter par paiements échelonnés; ce procédé avait l'inconvénient que nous avons signalé en étudiant la législation suisse; aussi instituera-t-on le système des titres gagés, très facilement négociables auprès des Rentenbanken, établissements de crédit agricole fortement organisés.

Comme contre-partie des gros avantages accordés à l'Anerbe, ce dernier est soumis à diverses obligations, notamment à l'entretien des siens jusqu'à leur majorité. La loi de Westphalie lui interdit de vendre pendant un délai de quinze ans sous peine d'être obligé de restituer le montant du préciput; de plus, quand il voudra aliéner en totalité ou en partie, morceler l'anerbengut, il lui faudra, dans certains cas, l'autorisation de la Generalkommission.

Comment expliquer cette législation ? M. Blondel nous dit : « L'idée d'égalité qui a pénétré si profondément dans nos mœurs françaises n'est pas entrée au même degré dans les allemandes. Ils ne se croient pas des obligations identiques vis-à-vis de ceux qu'ils ont appelés à la vie. Préoccupés des inconvénients qu'entraîne toujours la division des domaines, ils se sont attachés à un principe d'indivisibilité qui leur est apparu comme une condition de sta-

bilité pour la famille. Et ce n'est pas seulement la volonté du père qui s'impose, c'est la volonté de tous les enfants. Aucun ne réclame le partage, tous conservent au contraire pour le « Hof » familial un sentiment d'affection qui leur fait accepter des inégalités que nous jugeons volontiers choquantes », et plus loin : « On n'est pas loin de penser que le maintien des domaines ruraux dans leur intégrité peut seul assurer la constitution d'une solide classe de paysans (Bauernstand), indépendants, ne craignant pas les crises agricoles, s'occupant avec ardeur et sans crainte de la production des cultures les mieux appropriées au sol et de l'élevage du bétail, constituant au point de vue politique comme au point de vue économique une assise inébranlable, particulièrement précieuse dans les moments de troubles, une sorte « d'îlot de terre ferme dans le sable » mouvant de nos sociétés agitées. » (8).

Et que pense-t-il de ces dispositions législatives spéciales ? « Ainsi nous pensons que là où elles existent encore, il faut maintenir le mieux qu'on pourra ces coutumes successorales qui donnent aux populations saxonnes et bava-roises une si grande force de résistance.

» Il est sage de respecter, là où les populations y sont encore attachées, l'Anerbenrecht, qui aura surtout une grande utilité si l'on a soin, dans le règlement de la succession, d'estimer les biens ruraux d'après ce qu'ils rapportent, et non d'après ce qu'ils pourraient être vendus. »

Mais qu'il s'agisse d'un minorat ou d'un majorat, nous nous trouvons, objectera-t-on, en face d'un véritable privilège. Non. « La situation faite à « l'héritier » ne se dis-

(8) Brandt, *Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, préface de Blondel, p. 3-4.

tingue pas uniquement par des privilèges : en voyant de près comment les choses se passent, les protestations d'égalité qui s'élèvent volontiers dans les cœurs français se taisent devant les raisons d'ordre supérieur qui ont fait en définitive la force de l'organisation familiale dans ces contrées. Ce n'est pas seulement en effet la volonté paternelle qui préside à cette forme de transmission des biens; on peut dire que c'est la volonté de tous les membres de la famille. Aucun ne réclame le partage : tous conservent au contraire pour le Hof paternel un sentiment d'amour.

» Et puis l'héritier a de lourdes charges : il doit payer les dettes de la succession : c'est sur lui seul que pèsent toutes les taxes communales. Il est obligé d'entretenir au foyer les membres célibataires de la famille, de pourvoir à leurs besoins, de leur conserver une situation sociale équivalente à celle qu'ils avaient du vivant du père décédé. Il doit doter celles de ses sœurs qui se marient, donner une certaine somme à ceux de ses frères qui quittent le Hof, et recueillir ceux qui, n'ayant pas réussi, tombent dans le dénuement. Ce serait, en effet, une erreur de croire que les faibles périssent avec ce régime : ils sont recueillis par les forts. L'organisation de la famille-souche n'a pas seulement pour conséquence la stabilité du domaine et de l'héritier, elle sert aussi de soutien aux faibles. » (9).

Nous avons parcouru très rapidement quelques législations étrangères pour montrer que nos voisins immédiats ont peut-être une conception plus large que la nôtre des effets, même lointains, de la dévolution successorale; nous savons qu'il ne serait pas possible de nous appro-

(9) Blondel, *Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire*, p. 195-196.

prier ces dispositions législatives contraires à nos mœurs, à nos habitudes, à notre climat, à nos lois; mais ne pourrait-on pas y puiser quelques solutions mitigées, ou tout au moins d'utiles enseignements ?

Notre idée de justice, d'équité, d'égalité, ne serait-elle pas trop superficielle, et par son uniformité ne couvrirait-elle pas de grosses inégalités ? Le libre pouvoir d'appréciation du juge ne serait-il pas, dans certains cas particuliers, un juste correctif à l'égalité judiciaire stricte ? La rigueur des principes ne devrait-elle pas être atténuée dans certaines circonstances ? D'excellents esprits le pensent et ont demandé à cet effet au législateur des réformes judiciaires que nous allons exposer.

CHAPITRE II

PROJETS DE REFORME

Dés propositions de lois dues à l'initiative parlementaire sont venues demander des modifications aux articles 826 et 832, sans cependant prétendre écarter le tirage au sort ni transformer le partage judiciaire en un partage d'attribution. Le 4 mars 1890, M. de Mun proposait les textes suivants (1) :

Article 826 modifié : « Chacun des cohéritiers ne peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession que sous la réserve de la disposition de l'article 832... » (*Le reste comme au Code civil.*)

Article 832 modifié : « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé exclusivement ou en quantités différentes de meubles et d'immeubles, de droits et de créances de mêmes nature et valeur. »

M. de Mun proposa également d'ajouter à l'article 1079 le paragraphe suivant : « En cas d'une action intentée par l'un des copartageants, les biens devront être estimés d'après leur valeur à l'époque du partage. Cette action

(1) *J. off.*, 4 mars 1890, Doc. parl., Chambre, sess. extr., séance du 7 mars 1890, annexe 146, p. 272.

sera prescrite par deux ans à partir du décès de l'ascendant quand il s'agira d'un partage entre vifs et par cinq ans quand il s'agira d'un partage testamentaire. »

L'exposé des motifs de la proposition montre clairement que c'est pour éviter une licitation inopportune que l'on accorde soit au père de famille dans le partage d'ascendant, soit au juge dans le partage judiciaire, la faculté de composer les lots de meubles et d'immeubles en quantités inégales. Donc le père de famille ou le juge, suivant les cas, appréciera dans quelles circonstances le partage en nature devra être écarté ou admis. Mais le juge ne peut faire lui-même les attributions des lots, et l'on maintient le tirage au sort. Il peut composer les lots de diverses natures de biens, uniquement dans le but d'éviter un morcellement exagéré ou la licitation, et il n'a pas à tenir compte des aptitudes ou des convenances personnelles des copartageants.

Cette proposition a été reprise après la guerre sous diverses formes ou modalités par plusieurs parlementaires et par des juristes. Nous passerons sous silence le projet du sénateur Chevalier : il paraît émaner d'un mathématicien plutôt que d'un juriste. De plus, il a le grand tort de s'attaquer à la quotité disponible, ce qui le voue à un insuccès certain.

SECTION PREMIERE

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

1° Un projet de M. Adolphe Chéron, du 22 janvier 1920 ⁽²⁾, demande que l'article 832 soit ainsi conçu : « Dans

(2) Sess. ord. 1920, doc. parl., annexe n° 201, p. 97.

la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, et il convient, à l'exception des successions comportant des terres de culture, de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de mêmes nature et valeur. » De plus, par dérogation à l'article 815, si ces terres de culture sont exploitées au moment du décès par le conjoint du défunt ou un de ses enfants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq années renouvelables, malgré la présence de mineurs ou d'opposants : le juge de paix tranchera après avis du conseil de famille. Enfin, le *pater familias* pourra désigner par testament le ou les attributaires de lots de culture sous réserve de l'article 833.

2° Le 2 décembre 1920 ⁽³⁾, MM. Victor Boret et Adolphe Chéron proposèrent le transfert intégral de tout domaine rural, d'une superficie inférieure à 40 hectares, à un des héritiers ou au conjoint survivant; à défaut de demande d'attribution, l'indivision pourrait être maintenue soit pour cinq ans si tous les héritiers sont majeurs, soit jusqu'à la majorité du plus jeune mineur. Quant au prix d'estimation, il serait fixé par les parties, maîtresses de leurs droits et majeures, ou par des experts judiciaires en cas de désaccord entre les intéressés et au cas encore où il y aurait des incapables parmi eux. L'ordre de préférence pour l'attribution serait : l'héritier désigné par le défunt, le conjoint survivant « s'il était copropriétaire », celui qui exploitait déjà ce domaine; dans les autres cas, le juge de paix mettrait aux voix la désignation de l'attributaire.

(3) Sess. extr., doc. parl., annexe n° 1748, p. 384.

Ce dernier, comme contre-partie de l'avantage accordé, ne pourrait aliéner le fonds pendant dix ans. L'organisation de l'indivision est également prévue et rappelle par certains points le système suisse.

Nous signalerons pour mémoire que, le même jour, les mêmes parlementaires, en vue de compléter la loi du 27 novembre 1918 et le décret du 5 juillet 1920 concernant le remembrement ou échange collectif ⁽⁴⁾, déposèrent une proposition instituant le retrait agricole et dont les deux premiers articles sont ainsi conçus :

« ARTICLE PREMIER. — Au cas de vente d'un fonds rural composé d'une seule parcelle ou de parcelles contiguës, et dont la contenance totale n'excède pas deux hectares, chacun des copropriétaires dudit fonds et des propriétaires des fonds limitrophes a la faculté d'exercer un droit de retrait, à moins que la vente n'ait été faite à l'amiable entre eux.

» Doivent être considérées comme fonds limitrophes les terres voisines séparées par des ruisseaux, fossés ou chemins d'exploitation.

» ART. 2. — Le droit de retrait ne peut s'exercer : a) au cas de vente judiciaire ou par adjudication publique; b) lorsque le fonds est vendu en même temps que d'autres immeubles et moyennant un prix unique. »

Le 16 novembre 1921 ⁽⁵⁾, la Commission de l'agriculture adoptait le texte de la proposition de loi de MM. Boret

(4) Le 15 avril 1921, MM. Queuille et Adrien Dariac ont déposé une proposition de loi modifiant l'article 832 du Code civil, mais uniquement « s'il existe parmi les immeubles à partager une exploitation agricole remembrée par suite d'échanges effectués par application de la loi du 27 novembre 1918 ».

(5) Sess. extr. 1921, annexe n° 3350, doc. parl., p. 152.

et Chéron visant l'attribution intégrale et l'indivision temporaire de certains domaines ruraux, avec les deux modifications suivantes : a) suppression de l'interdiction d'aliéner pour l'attributaire; b) la valeur du bien doit être supérieure à 40.000 francs. Cette fixation était assez arbitraire, aussi le texte ajoutait-il : « Si les circonstances le justifient, un règlement d'administration publique pourra modifier la valeur minimum fixée ci-dessus. » En effet, il serait difficile de fixer un type uniforme d'exploitation familiale, essentiellement variable avec la nature du sol, des cultures, avec les habitudes, avec les moyens économiques.

Le projet Boret-Chéron semble inspiré de la législation des habitations à bon marché. L'exposé des motifs, fort long, porte notamment : « Le développement de la propriété familiale et de l'exploitation familiale est, à l'heure actuelle, la condition essentielle du développement de notre production et de la reconstitution de la population agricole.

» Or, l'application des règles du Code civil relatives aux successions aboutit, dans la plupart des cas, à la division et au démembrement des petits domaines ruraux, dès le décès du chef de famille.

» Des décrets du 10 janvier 1907 pour les maisons à bon marché, et du 16 mars 1910 pour le bien de famille, ont organisé une procédure d'indivision ou d'attribution des immeubles en cas de décès.

» Ce sont ces dispositions que nous vous proposons d'étendre à certains domaines ruraux.

» L'attribution ou l'indivision ne pourront être imposées par testament. Le propriétaire du domaine pourra seulement, en vue du cas où l'attribution ou l'indivision se-

raient demandées, *désigner par testament un bénéficiaire, sauf à celui-ci à réaliser les intentions du testateur.* »

3° Le 23 février 1922 ⁽⁶⁾, MM. Isaac et Duval-Arnould présentaient à leur tour une proposition modifiant les articles 826, 827, 830, 832, 913 et 1075 du Code civil. Si nous n'approuvons pas la modification envisagée de la quotité disponible, nous donnons notre adhésion aux autres propositions, sous la réserve qu'elles s'appliquent aux exploitations agricoles : dans l'article 826, le paragraphe autorisant chacun des héritiers à exiger sa part en nature serait supprimé; par l'article 827, la licitation ne serait ordonnée que sur la demande de la majorité des héritiers; par l'article 830, les prélèvements auraient lieu en valeur et non en nature; par l'article 832, chaque lot pourrait être composé indistinctement de valeurs successorales quelconques; enfin par l'article 1075, les prescriptions des actions en nullité ou rescision seraient de deux ans pour les partages entre vifs et cinq ans pour les partages testamentaires.

4° Le 19 octobre 1922 ⁽⁷⁾, au nom de M. Millerand, président de la République, MM. Colrat, garde des Sceaux, ministre de la Justice, et Chéron, ministre de l'Agriculture, déposaient un projet de loi :

a) portant uniquement un additif à la fin de l'article 826 « sauf ce qui est dit à l'article 832 »;

b) maintenant les principes de l'article 832, mais visant le cas où la succession comprendrait un bien rural de moins de 20 hectares : dans l'espèce, l'attribution en serait faite à celui des copartageants qui l'aurait exploité pendant au

(6) Sess. ord., 1922, doc. parl., annexe n° 3940, p. 241.

(7) Sénat, sess. extr. 1922, annexe n° 889.

moins cinq ans, soit par lui-même, soit avec le *de cujus*, et ce sur estimation amiable ou judiciaire. L'attributaire ne pourrait aliéner pendant cinq ans.

Nous citons un passage de l'exposé des motifs :

« Au moment où chacun reconnaît la nécessité d'assurer le retour à la terre, et ainsi d'accroître dans l'intérêt général la production nationale, il paraît indispensable, *sans toucher aux principes généraux du Code civil*, de réaligner, sous une forme concrète, la pensée qui avait inspiré les rédacteurs du premier paragraphe de l'article 832 du Code civil :

» Si plusieurs cohéritiers ont vocation à une succession, et si l'un ou plusieurs d'entre eux ont déjà exploité, par eux-mêmes ou avec leur famille, le bien rural du *de cujus*, il paraît équitable et conforme à la politique de retour à la terre de permettre à ces exploitants de se faire attribuer ce bien par le Tribunal, sauf, si la valeur dépasse la part du copartageant, à remplir les autres cohéritiers de leurs droits par d'autres biens et valeurs de l'indivision ou au moyen de soultes, conformément aux règles du Droit commun.

» La disposition ainsi projetée assurera la sécurité de la propriété rurale et permettra au père de famille de travailler avec plus de confiance à l'amélioration de sa terre, puisqu'il aura la certitude, si un ou plusieurs de ses héritiers en continuent l'exploitation, que son bien ne sera pas livré aux hasards d'une licitation ou d'un partage.

» Il importe de remarquer que l'application du système proposé est d'autant plus facile que, à la différence de ce qui existait au moment de la rédaction du Code civil, le nombre et la valeur des biens autres que les immeubles ruraux se sont considérablement accrus et, par là même,

la facilité de remplir de leurs droits les héritiers autres que les attributaires du bien rural. Il est superflu d'ajouter que l'intervention du Tribunal civil, après expertise et fixation par lui des soultes nécessaires, garantit les droits des mineurs. »

5° Enfin le 30 novembre 1923, M. Colrat, garde des Sceaux, ministre de la Justice, déposait un nouveau projet ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 859 du Code civil, le rapport, par un successible en ligne directe, se fait en moins prenant si les immeubles à lui donnés constituent une exploitation agricole unique.

» ART. 2. — Par dérogation aux articles 460, 827, 839 et 1687 du Code civil, lorsque les immeubles indivis entre successibles en ligne directe constituent une exploitation agricole unique, les étrangers ne sont appelés à la licitation que du consentement de tous les copropriétaires.

» Au cas où des étrangers ne sont pas appelés, la mise à prix est, à la demande d'une seule partie intéressée, nécessairement déterminée après estimation à dire d'experts et fixée à la valeur vénale réelle de l'immeuble au moment de la licitation.

» L'estimation préalable, à dire d'experts, est obligatoire si tous les cohéritiers ne sont pas présents ou s'il y a parmi eux des interdits ou des mineurs.

» Le renvoi devant le notaire est ordonné par le tribunal quand la licitation ne comporte pas l'admission des étrangers. »

SECTION II

INITIATIVES PRIVÉES

1° La Société d'études législatives, qui avait déjà examiné en 1903 les réformes à apporter à notre régime successoral, est revenue à ce sujet épineux en 1926 ⁽⁸⁾; M. Piédelièvre, dans son remarquable rapport, a repris la thèse qu'il défendit vingt ans plus tôt. Après avoir rappelé que, dans le partage judiciaire, les articles 826 et 832 « s'appliquent impérieusement », il résume les inconvénients : « C'est le morcellement, l'émiettement de l'héritage, de l'œuvre paternelle, et par là même une perte certaine; c'est particulièrement, quand il s'agit d'une exploitation agricole de modeste ou même moyenne importance, l'inutilisation presque inévitable ou du moins le rendement moins profitable des parcelles remises aux mains de chaque héritier, d'où il résultera ou pourra maintes fois résulter l'abandon des campagnes par les propriétaires ou ouvriers agricoles, que le petit lot qui leur est échu n'occupe plus ou ne rémunère plus suffisamment, qui s'en débarrassent pour venir dans la ville chercher un travail plus lucratif. » Puis il condense les critiques apportées à l'article 827 concernant la licitation obligatoire : « La vente s'impose, et dans de telles conditions que le bien familial passera souvent entre des mains étrangères. Solution fâcheuse, a-t-on dit et répété, tant au point de vue économique qu'au point de vue social. Désagrégation de la famille, dont l'unité est intimement liée à la continua-

(8) *Bull. Soc. ét. lég.*, 1926, p. 174 et suiv.

tion par ses membres; absence de classes professionnelles vraiment fortes, par l'émiettement à chaque génération, ou presque, d'entreprises qui ne peuvent vivre et prospérer qu'à la condition de se mettre dans leur intégrité; et même, dans une certaine mesure, stérilité des mariages, car souvent si les époux ne veulent avoir qu'un enfant, c'est pour éviter le partage de l'œuvre fondée par le père et empêcher par sa dispersion qu'elle ne s'en aille en lambeaux. »

Faut-il, conclut en substance le rapporteur, supprimer radicalement le partage en nature ? Non. Il suffirait de rechercher, contrairement à la jurisprudence, à éviter d'abord le morcellement et à assurer ensuite « subsidiairement » l'égalité en nature. Quant à l'article 827 visant la vente des immeubles non « commodément » partageables, il y aurait lieu de le compléter par ces termes : « et sans dépréciation notable ». Sans doute cette seconde réforme augmenterait le nombre des licitations, mais elle serait nécessaire pour obtenir la valeur *réelle* des biens qu'une estimation, si sérieuse soit-elle, ne saurait déterminer.

Enfin, M. Piédelièvre demande que les articles 826-832 ne s'appliquent pas aux partages d'ascendants et étudie, sans le résoudre, le problème de l'indivision en présence d'un incapable.

Dans sa séance du 22 mars 1926 ⁽⁹⁾, la Commission, après discussion, a adopté les suggestions de son rapporteur et émis, à la fin des débats, « un avis favorable à l'extension de la législation des habitations à bon marché aux petits domaines ruraux ».

L'assemblée générale du 26 novembre 1926, sous la pré-

(9) *Bull. Soc. ét. lég.*, 1927, p. 31 et suiv.

sidence d'A. Colin, ne fit qu'entériner les décisions de la Commission; elle ajouta cependant un alinéa à l'article 970 du Code de procédure : « Si le partage ou la licitation de certains éléments de l'actif indivis, et notamment des immeubles ou de l'un d'eux, ne sont pas demandés par les parties majeures ou les représentants des mineurs ou autres incapables, le tribunal pourra n'ordonner le partage que du surplus de l'actif. » ⁽¹⁰⁾

2° Nous ne pouvons pas, enfin, passer sous silence les vœux émis par les notaires lors des Congrès de Nice en 1929 et de Vichy en 1933. Ces modestes praticiens, aux prises chaque jour avec les difficultés d'interprétation et d'application des lois, sont peu écoutés parce qu'ils font peu de bruit, mais travaillent dans le silence de leur cabinet et peuvent, mieux que les théoriciens, se rendre compte des conséquences désastreuses de l'alternative : partage en nature ou licitation obligatoire.

Ils ont étudié mûrement les articles 826-827-832 du Code civil : « Les notaires, dit M^e Boutrolle, notaire à Rouen, dans son substantiel rapport sur le « patrimoine familial devant la loi française », présenté au Congrès de 1929, s'attardent volontiers à examiner entre eux dans quelle mesure peuvent être responsables d'un pareil état de choses celles de nos lois qui président à la vie du patrimoine, sans paraître prétendre qu'une réforme législative doit suffire en elle-même à enrayer le mal dont nous souf-

(10) Par jugement du 28 novembre 1933, le Tribunal civil d'Orthez a ordonné le partage d'une succession intéressant deux mineurs, et comprenant, outre des valeurs mobilières assez importantes, une maison d'habitation. Sur la demande des représentants des incapables et des cohéritiers majeurs, ledit immeuble a été distrait provisoirement de l'actif successoral et la liquidation du surplus de l'actif a été homologuée par jugement du 23 déc. 1933.

frons. » « S'il s'agit d'un domaine rural, les notaires savent mieux que quiconque ce que sa constitution, son agrandissement, représentent de travail, de ténacité, d'efforts; tout cela, dans l'état actuel, est exposé à s'effriter de nouveau au décès de l'auteur. » (Rapport de 1933.)

Qu'a-t-on préconisé lors du Congrès de 1933 après examen de la documentation présentée par notre honorable confrère, M^e Robitaille, notaire à Neuilly-sur-Seine ? Possibilité pour le père de famille de désigner l'attributaire du domaine rural; modification de l'article 832 par l'atténuation de l'obligation absolue du partage égal en nature; dispense de rapport en nature, sauf rapport en moins prenant, avec évaluation incommutable au jour de la transmission; extension des lois sur les habitations à bon marché à tous les biens familiaux; institution d'une procédure d'estimation, simple et définitive, du patrimoine familial à la date de la transmission; réforme du partage judiciaire permettant l'attribution du domaine rural à un enfant ou par priorité au conjoint, même, à défaut de désignation par le défunt, à celui le plus qualifié qui désirerait le conserver, soit qu'il exploite le fonds pour son compte, soit qu'il l'ait exploité en collaboration avec le défunt.

Analysant dans leur ensemble les réformes possibles du partage judiciaire, M. Planiol écrit ⁽⁴¹⁾ : « Une grande prudence s'impose dans l'admission de ces réformes qui soulèvent toutes des questions fort complexes. Assouplir plutôt que bouleverser semble être l'objectif à poursuivre. »

Que devons-nous conclure de cet exposé sommaire de projets, propositions et vœux ? On s'aperçoit — un peu

(41) Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, t. IV, *Successions*, p. 627, n^o 329.

tard peut-être — que les principes actuels du Code civil en matière de partage aboutissent à l'émiettement de la propriété rurale. Une réaction très nette s'est produite depuis la fin du dernier siècle : elle nous a valu déjà quelques lois, à portée restreinte sans doute, mais bienfaisantes dans leurs principes et leur application. Le mouvement s'accroît sérieusement et indiscutablement depuis la guerre; si les réformes que nous venons d'analyser diffèrent sur des points de détail, elles n'ont toutes qu'un seul but : assurer le transfert intégral de la propriété rurale. Nous espérons que, sans attendre de trop longues années, le législateur s'engagera résolument dans la voie qui lui est tracée.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS

Faut-il s'inspirer des législations étrangères pour établir en France une législation spéciale aux domaines ruraux en matière successorale ? M. Boutaud, dans sa remarquable thèse, répond par la négative ⁽¹⁾. Il invoque deux raisons : le principe de la transmission intégrale consacrerait d'abord une inégalité en valeur qui « se heurterait à l'irrésistible courant de nos traditions égalitaires », et ensuite ne serait imposé qu'à certaines régions. Ces deux arguments ne sont pas convaincants. En effet, on peut imaginer un système assez équitable pour assurer l'égalité en valeur, assez souple pour assurer le transfert intégral quand les copartageants, fidèles à leurs traditions ou justement soucieux de leurs intérêts, le désirent. Des dispositions légales nouvelles, adaptées aux besoins économiques actuels, pourraient se concilier juridiquement avec les principes généraux du Code; sans toucher à ces derniers et en s'inspirant tant des législations étrangères que de nos lois sur les habitations à bon marché ou sur le bien de famille et encore des projets ou propositions d'après guerre, on peut et on doit arriver à réaliser la

(1) Boutaud, *Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages*, p. 162 et suiv.

transmission des biens ruraux dans chaque région selon les coutumes, les besoins du sol ou de la culture. La force impérative du partage en nature, sanctionnée par l'interprétation jurisprudentielle, constitue une contrainte qui, tout en blessant les intérêts particuliers, conduit fatalement, ainsi que nous l'avons vu, à des conséquences fâcheuses soit sur le terrain social, soit sur le terrain économique.

Quels sont donc les remèdes que nous préconisons ? On le devine, mais avant de les exposer, nous tenons, pour qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée, à exprimer le désir de les voir appliquer aux successions dont le principal actif est un domaine rural moyen.

§ 1. — Substitution de l'égalité en valeur à l'égalité en nature.

Bien des juristes et des économistes ont déjà demandé d'une façon générale la substitution du partage en valeur au partage en nature.

« Ce n'est pas, dit M. le conseiller Pascaud, la nature, la quantité et la valeur combinées des meubles et immeubles qui, dans les successions ou donations-partages, doivent former la base rationnelle de la composition des lots.

» Qu'importe, en effet, que Pierre ait un lotissement en immeubles ou en argent provenant, soit directement de l'hérédité, soit d'une soulte que le premier serait chargé de payer au second ? Si l'estimation des biens immobiliers et mobiliers a été faite avec le soin requis, on arrivera au seul résultat sérieux qu'il y ait à poursuivre en cette matière : à savoir que les deux lots évalués en numéraire aient une importance identique.

L'argent est, en effet, le critérium d'appréciation le mieux qualifié et le plus couramment usité pour déterminer ce qu'est la valeur, dans le sens économique du mot, pour synthétiser, dans un élément uniforme et perceptible pour tous, les utilités diverses dont elle se compose. Nous admettrions donc que tout copartageant pourrait recevoir son lot soit en nature, soit en argent, et il n'en résulterait aucun dommage pour les intéressés. » (2).

D'aucuns répondront sans doute qu'il est inexact de dire qu'il importe peu à Pierre d'être loti en immeubles ou en argent. Chaque cohéritier peut avoir un gros intérêt, inappréciable en argent, à obtenir sa part en nature de biens qu'il désire particulièrement. On prétend même que « le partage en nature qui ne donne à l'un des copartageants que l'équivalent en valeur de sa part indivise constitue en réalité une expropriation. » (3).

Sans doute, théoriquement, l'idée d'expropriation est vraie; en effet, le partage transforme les droits qu'a chacun des cohéritiers sur chaque molécule de la masse indivise en des droits divis sur une portion bien déterminée de cette masse, mais cette conception du partage est un peu exagérée; pour être logique jusqu'au bout, il faudrait conclure, sauf pour le seul cas où l'actif successoral comprend uniquement du numéraire, que tout le partage constitue une expropriation.

Nous reconnaissons bien volontiers que l'équivalence entre le numéraire d'une part et les meubles ou immeubles d'autre part ne peut être la règle absolue pour la formation des lots dans le partage. Mais, à côté et au-

(2) M. Pascaud, *Rev. crit.*, nov. 1899, p. 566 et suiv.

(3) Bufnoir, *Bull. Soc. de lég. comp.*, t. I, p. 132.

dessus de l'intérêt particulier, n'y a-t-il pas un intérêt commun de la famille, de la propriété et de l'économie sociale, qui doit prévaloir ? Et n'est-ce pas cet intérêt supérieur que veulent servir les lois et projets que nous avons déjà étudiés ?

L'égalité en valeur dans les successions agricoles sera donc le moyen de réaliser cette fin : la défense de la propriété moyenne, de l'agriculture et, par surcroît, de l'économie nationale.

Si nous demandons la modification des articles 826-827-832 du Code civil en ce qui concerne les exploitations agricoles, s'agit-il de propriétés d'une superficie inférieure à 40 hectares, comme le prévoit le projet Boret-Chéron, ou d'une valeur supérieure à 40.000 francs comme le demandait la Commission de l'agriculture ? Non. La superficie ne signifie rien du tout : 10 hectares d'un cru classé peuvent représenter une fortune, tandis que 45 hectares de fougeraie ou de terres pauvres représentent un domaine médiocre, qui ne bénéficierait pas de la loi. Nous aimerions mieux la fixation d'un prix, en général fonction du revenu, qui représenterait un domaine moyen dans le sens que nous lui avons donné au début de cet ouvrage ⁽⁴⁾ ; domaine qui constituerait une « unité économique ». En outre, puisque nous cherchons la continuité dans l'exploitation, sa stabilité, ainsi que l'utilité sociale ou économique, la législation d'exception ne s'appliquerait qu'aux propriétaires exploitant par eux-mêmes ou par l'intermédiaire de leur famille dans le sens de la loi fiscale du 31 mars 1931.

(4) Voir Introduction, p. 3.

§ 2. — Transfert intégral.

« Si l'on ne croyait pas, dit M. Gateau, devoir introduire en France une institution autonome et rigoureusement définie de la transmission intégrale, à tout le moins conviendrait-il de ne pas empêcher les chefs d'exploitation de réaliser librement une pareille transmission, conforme aux intérêts solidaires des populations rurales et de l'agriculture. Il y a lieu toutefois de remarquer que ce résultat ne peut être obtenu que par la suppression ou la modification de certaines dispositions du Code civil. » ⁽⁵⁾.

Quelles seraient ces modifications ou suppressions ?

D'abord, nous envisageons pour la composition de la masse partageable une estimation du bien rural : serait-elle basée sur la valeur de rendement, comme en Suisse et en Allemagne, ou sur sa valeur vénale ? Dans le but de respecter le principe de l'équité, nous n'admettrons que la seconde solution. Cette estimation sera faite d'une façon définitive au moment de la transmission, qu'il s'agisse d'une donation ou d'une succession. La procédure instituée devra être simple et rapide : expertise amiable si les parties sont majeures et maîtresses de leurs droits; expertise judiciaire, si une des parties est incapable ou s'il y a désaccord.

Si la jurisprudence admet que les donateurs, en vue d'éviter le morcellement, peuvent, dans leur libéralité précipitaire, indiquer d'une façon formelle le ou les biens sur lesquels portera le préciput, il y aurait lieu d'admettre pour toute donation, conformément au projet de M. Colrat

(5) Gateau, *Les règles du partage successoral dans le Code civil et la propriété foncière*, Paris, 1924, p. 157-158.

du 30 novembre 1933, que le rapport se ferait toujours en moins prenant.

L'article 827 prévoyant le cas de licitation obligatoire serait maintenu, sous réserve de l'article 832; ce dernier comprendrait un alinéa de plus concernant les biens ruraux, dont l'attribution pourrait être faite à un des cohéritiers. Mais quel serait l'attributaire ? Un ordre de préférence doit être établi, et nous admettons volontiers celui suggéré par la proposition Boret-Chéron du 2 décembre 1920; d'abord l'héritier désigné par le père, ensuite le conjoint survivant s'il est copropriétaire, enfin celui qui exploite déjà le domaine et, subsidiairement, celui qui demande l'attribution s'il est seul. Cet ordre n'est d'ailleurs qu'une extension aux domaines ruraux des dispositions déjà établies par la loi sur les habitations à bon marché. Hormis ces trois cas, l'attribution serait réalisée par entente unanime entre cohéritiers ou bien, à défaut d'entente, par la vente aux enchères sans l'admission d'étrangers.

D'aucuns proposent que le magistrat soit le seul juge de l'attribution; ce dernier se contenterait d'entériner la répartition proposée au cas d'entente; au cas de désaccord, il tiendrait compte des intérêts en présence. Ce principe est, nous l'avons dit, en vigueur en Suisse et également en Italie au cas où les cohéritiers sont appelés à recueillir des parts inégales, mais il nous semble difficilement applicable en France à cause de notre état d'esprit qui répugne à voir un tiers s'immiscer dans nos affaires de famille; c'est pour cela peut-être que les lois de 1909 et 1922 ont eu si peu de succès.

Déjà, en 1903, M. Piédelièvre déclarait à ce sujet : « Si le système qui permet ainsi au juge d'intervenir est théo-

riquement séduisant, s'il élève et étend son rôle en faisant de lui non seulement le magistrat appelé à trancher des litiges par une exacte application des règles strictes de la loi, mais encore l'homme que son intelligence, son instruction, son expérience des affaires, désignent naturellement pour régler dans telles hypothèses données des situations de fait auxquelles sont subordonnés de graves intérêts économiques ou sociaux, il ne faut pas se dissimuler qu'un tel système rencontrerait dans l'opinion publique une assez vive résistance. En lui confiant une telle mission, on fait de lui plutôt un conciliateur qu'un juge, ce qui n'est certes pas un mal; mais, en même temps, on le mêle d'une façon plus intime aux affaires de la famille, et c'est là le point faible du système. » (6).

M. Planiol est du même avis : « Il serait dangereux de songer en pareil cas à donner à la justice le droit de procéder par voie d'attribution. » (7).

De plus, le Tribunal, mal ou incomplètement renseigné, risquerait de ne pas rendre une décision absolument conforme aux intérêts en présence.

Dans son dernier ouvrage, M. Planiol pose la question de l'attribution :

« L'obligation du partage judiciaire pourrait disparaître quand sa raison d'être est la présence d'incapables parmi les copartageants. Le concours du conseil de famille habilitant le représentant légal, l'homologation du tribunal au besoin, constitueraient des garanties fort sérieuses et que la loi juge suffisantes dans bien des actes aussi graves

(6) Piédelièvre, *Rapport sur la question du partage judiciaire* (Bull. Soc. ét. lég., 1903, p. 229).

(7) Planiol et Ripert, *Traité pratique de Droit civil français*, t. IV : Successions, p. 627, n° 329.

que le partage. La division et l'opposition d'intérêts entre copartageants créent une sorte de contrôle réciproque, et, dans un acte qui réunit d'ordinaire de proches parents, la collusion contre l'incapable, si elle demeure malheureusement possible, ne doit pas cependant être considérée comme la règle. Toute institution fonctionne avec une marge de dangers et de fraudes possibles, et il n'est pas de bonne politique législative de faire peser sur tous les partages une véritable et lourde gêne pour assurer aux incapables qui y sont intéressés un excès de protection.

« La généralisation de la procédure d'attribution exclusive a été envisagée pour les domaines ruraux afin d'éviter le morcellement et de favoriser le retour à la terre. C'est là, sans doute, un problème qui se posera nécessairement. » (8).

Pour nous, notre opinion est faite : Laissons aux cohéritiers pleine liberté de régler eux-mêmes cette attribution. Nous examinerons deux cas : le partage avec soulte et le partage sans soulte.

Le premier sera certainement le plus fréquent : la succession comprend un bien rural « non commodément partageable » et quelques autres valeurs de faible importance. Nous avons vu que la solution actuelle est la licitation; mais admettons la faculté d'attribution moyennant paiement d'une soulte. Quel pourra être l'attributaire ? Sans doute le principe de l'égalité en valeur sera respecté, mais, partant de ce principe que les cohéritiers avec juste raison peuvent ne pas se contenter d'un simple droit de créance par besoin immédiat de capitaux ou pour toute autre cause, il est normal, hors les cas d'attribution à

(8) Planiol, *op. cit.*, t. IV, p. 610-611.

l'héritier désigné, au conjoint survivant copropriétaire, au successible exploitant, que la préférence soit accordée à celui qui offre un paiement comptant. Si plusieurs copartageants offrent le paiement immédiat, il nous paraît équitable que la licitation, sans l'admission d'étrangers, départage les compétiteurs; les droits de tous les intéressés seraient ainsi sauvegardés. Si, au contraire, aucun héritier ne peut payer comptant, et qu'un copartageant exige paiement immédiat, alors on aura recours obligatoirement à la licitation pure et simple, et le bien rural sortira de la famille. On pourrait d'ailleurs éviter cet inconvénient par un moyen que nous indiquerons plus loin.

Supposons maintenant que le domaine rural puisse constituer tout ou partie d'un lot sans qu'il y ait lieu à soulte. Si les héritiers sont d'accord, le tribunal sanctionnera simplement cette répartition par l'homologation; les fraudes ou collusions ne seraient pas à craindre puisque, sous le sage contrôle du Tribunal, les lots auraient été estimés et composés par des experts. Si plusieurs copartageants désirent le lot dans lequel se trouve le bien rural, il suffirait de le mettre aux enchères entre les seuls intéressés : l'immeuble resterait dans la famille et, la mise à prix étant fixée par l'expertise, l'attribution ne serait pas faite à vil prix. Si, enfin, personne ne désirait conserver le lot constitué par le domaine rural, il serait procédé à la licitation.

Certes, notre système n'est pas à l'abri de toute critique, mais il mérite peut-être d'être examiné. Il permettrait de procéder par voie d'attributions rationnelles, fondées sur le bien rural lui-même en tant qu'unité économique d'abord et subsidiairement sur les désirs ou aptitudes des cohéritiers. La substitution de l'égalité en valeur

à l'égalité en nature réaliserait, dans les conditions les mieux appropriées à notre tempérament français, la transmission intégrale des exploitations agricoles. « Peu à peu, dit M. Dussert, le partage par attribution s'implanterait dans nos mœurs, il deviendrait une institution dont l'utilité serait reconnue et contre laquelle on ne songerait pas à protester parce qu'on la sentirait nécessaire à la vie de la nation. » (9).

Pour terminer, nous ferons une simple observation, car elle sort du cadre de cette étude : les divers projets de réformes ne parlent pas des modalités de paiement des soultes, dont ils indiquent simplement le quantum. Or, nous avons déjà dit que, pour notre part, nous ne pouvions admettre qu'on impose à un copartageant l'acceptation d'une créance à terme; l'adoption du principe de la transmission intégrale nécessitera l'examen d'organismes de crédit qui faciliteront le paysan. L'Allemagne nous a donné l'exemple avec les Rentenbanken; des caisses foncières devraient être organisées ou créées; indépendamment du rôle utile qu'elles joueraient auprès des agriculteurs, elles seraient, par l'émission de leurs actions ou obligations, un havre sûr pour la petite épargne.

Enfin, comme corollaire de la réforme proposée, il y aurait lieu de prévoir pour le bénéficiaire de l'attribution une interdiction d'aliéner pendant quelques années.

Nous avons écrit ces lignes sans prétention; notre ambition sera largement satisfaite si nous avons ajouté notre petit grain de sable à l'œuvre de défense de l'agriculture. De tout notre cœur, nous souhaitons des réformes. « Rien

(9) Dussert, *La propriété paysanne et le partage en nature du Code civil*, Paris, 1909, p. 151.

de plus curieux, d'ailleurs, dit le professeur Saleilles, que de suivre dans la pratique notariale cette lutte, si l'on peut ainsi dire, des intérêts privés et de la volonté privée contre les mailles plus ou moins serrées de la loi. A l'encontre de certains textes rigoureux et précis, les parties veulent reprendre leur indépendance, rendre la loi plus flexible et l'adapter, sans précisément la violer, à des situations légèrement modifiées. L'homme de loi, rompu aux finesses de la procédure, saura découvrir le joint, si l'on peut dire, et faire plier la loi aux exigences de la pratique. » (10).

Mais les expédients ne valent pas grand chose, et il faut atténuer l'individualisme du Code civil dans ce qu'il a de trop exclusif; malgré les retouches, « il restera bien encore le Code de la démocratie politique, tel qu'on a voulu le faire en 1804, mais imprégné désormais des idées sociales qui doivent caractériser la démocratie de 1904 » (11) et de 1934.

On cherche à faciliter l'accession à la petite propriété, on légifère sur le remembrement; ce n'est pas suffisant, il faut encore éviter le démembrement et favoriser la conservation du patrimoine familial. Nous dirons avec Paul Bourget (12) que « la famille, c'est le temps derrière l'individu, cette force de durée mystérieuse et souveraine, hors de laquelle tout est mince et chétif, de qualité médiocre, surtout la personne humaine ».

Dans son discours radiodiffusé le 14 mai 1934, le président Doumergue s'exprimait ainsi : « La France est un

(10) Saleilles, *Livre du Centenaire : Le Code civil et la méthode historique*, p. 103.

(11) Saleilles, *op. cit.*, p. 229.

(12) Paul Bourget, *Préface du Tribun*.

très grand pays agricole, elle doit le rester. Son sol cultivé constitue le fond de la richesse durable de la nation. Notre terre, ne l'oublions pas, est à l'origine des plus solides et des plus précieuses qualités françaises. Elle les a produites; elle les conserve. »

Aidons l'agriculture française, vaste association des vivants, des morts et de ceux qui naîtront; elle a été, « dans l'ordre matériel et dans le régime du travail, la force qui a le mieux complété l'œuvre de la création » (13); elle a constitué notre armature sociale dans le passé; représentant encore actuellement la moitié de notre population, elle est l'élément le plus sain de l'ordre et de la stabilité; par le resserrement des liens de solidarité familiale et économique, par ses qualités de patience courageuse, de discipline naturelle, de travail silencieux, elle assurera la pérennité de la nation.

(13) Brandt, *op. cit.*, préface de Blondel, p. 46.

VU, POUR LE DOYEN,

L'Assesseur,

FERRADOU.

VU, BON A IMPRIMER .

Le Président,

M. LABORDE-LACOSTE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Bordeaux, le 21 mai 1934.

Le Recteur de l'Académie,

A. TERRACHER.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

BIBLIOGRAPHIE

- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité théorique et pratique de Droit civil : Des successions.
- BLONDEL (G.). — Etudes sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agraire.
- BONNECASE (Julien). — La philosophie du Code Napoléon appliquée au Droit de famille.
- BOUTAUD (Maurice-Guérin). — Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages. Thèse Bordeaux, 1923.
- BRANDT (Alexandre). — Droit et Coutumes des populations rurales de la France en matière successorale.
- CAILLARD (Henry). — Le partage judiciaire et les mineurs. Thèse Toulouse, 1926.
- CAMPAGNE (M.). — La conservation du bien de famille chez les Basques français. Thèse Paris, 1911.
- CHARLEMAGNE (Georges). — Le Pays d'Ardente en Berry. Thèse Paris, 1926.
- CHATELOT. — Des prolongations de l'indivision successorale et de la liberté des attributions dans le partage judiciaire. Thèse Nancy, 1912.
- CORDIER (Eugène). — De l'organisation de la famille chez les Basques.
- DALLOZ. — *Répertoire pratique et Suppléments*.
- DUPONT. — Du régime successoral dans les coutumes de Béarn. Thèse Paris, 1914.
- DUSSERT (Joseph). — La propriété paysanne et le partage en nature du Code civil. Thèse Paris, 1909.
- GARRIGOU. — De l'influence du régime successoral sur l'état de la propriété foncière. Thèse Paris, 1913.
- GATEAU (L.). — Les règles du partage successoral dans le Code civil et la propriété foncière. Thèse Paris, 1924.
- GERMAIN. — Les habitations à bon marché, la petite propriété et le Code civil. Thèse Bordeaux, 1910.
- GOUBEAUX (Gonzalve). — Etude sur la clause d'indivision forcée et perpétuelle. Thèse Nancy, 1910.
- JONESCU (G.). — La règle du partage en nature. Thèse Paris, 1911.

- JOUSSE (Pierre). — Les tendances des réformes agraires dans l'Europe centrale, l'Europe orientale et l'Europe méridionale. Thèse Caen, 1925.
- LEBRET (Jean). — La notion de l'indivision dans le Droit français actuel (l'art. 813, C. civ. et les lois récentes). Thèse Caen, 1922.
- MONTAUGÉ (THÉRON DE). — L'agriculture et les classes rurales dans le pays toulousain.
- MUTEAU (Henry). — L'évolution économique au point de vue agricole d'un département français.
- PIÉDELIÈVRE. — Rapports sur les articles 826 et 832 du Code civil. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, 1926-1927.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de Droit civil français : Successions, t. IV.
- RAGON (Henri). — Le droit d'ainesse en Bigorre. Thèse Toulouse, 1931. *Revue pratique du notariat et de l'enregistrement*.
- Union de la paix sociale*. — 3 volumes.
- VIOULET. — Histoire du Droit français.
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
 PREMIERE PARTIE 	
<i>Les principes du Code civil. — La jurisprudence. Appréciation critique.</i>	
CHAPITRE PREMIER. — La règle du partage en nature et de la licitation obligatoire dans le Code civil	11
SECTION I. — Origine	13
§ 1. — Ancien Droit	14
A. — Droit écrit	14
B. — Droit coutumier	16
§ 2. — Droit révolutionnaire	19
§ 3. — La propriété foncière sous l'ancien Droit	23
SECTION II. — Solutions du Code civil	25
§ 1. — Analyse	25
§ 2. — Fondement	30
§ 3. — Portée d'application : Partage d'ascendants ..	36
CHAPITRE II. — La Jurisprudence	39
SECTION I. — Principe et application du partage en nature.	39
SECTION II. — Cas exceptionnels où la licitation est admise ou imposée	47
SECTION III. — Rôle de la Cour de cassation	52
SECTION IV. — Application jurisprudentielle des articles 826, 827, 832, dans les partages d'ascendants	61
CHAPITRE III. — Appréciation critique au point de vue agri- cole	68
SECTION I. — Avantages de notre système successoral	70
§ 1. — Avantages du principe de l'égalité en nature.	71
§ 2. — Avantages du principe de la licitation	73

	Pages
SECTION II. — <i>Inconvénients</i>	74
§ 1. — Inconvénients du principe de l'égalité en nature.	74
A. — Au point de vue économique	74
B. — Au point de vue social	77
§ 2. — Inconvénients de la licitation obligatoire	81
A. — Au point de vue économique	81
B. — Au point de vue social	81

DEUXIEME PARTIE

Dérogations au partage en nature et à la licitation.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Dérogations légales</i>	89
SECTION I. — <i>Habitations à bon marché</i>	89
§ 1. — Loi du 30 novembre 1894 : son texte	89
§ 2. — Les conditions d'application	90
§ 3. — Innovations	91
§ 4. — Commentaire	92
SECTION II. — <i>Lois des 12 avril 1906, 10 avril 1908, 12 juill.</i> <i>1909 et lois postérieures</i>	94
§ 1. — Leur fondement	94
§ 2. — Dérogations aux principes du Code civil	95
§ 3. — Leur application	98
SECTION III. — <i>Loi du 1^{er} juin 1924</i>	99
CHAPITRE II. — <i>Dérogations conventionnelles</i>	101
SECTION I. — <i>Moyens offerts par la loi</i>	101
§ 1. — Quotité disponible	101
§ 2. — Pacte d'indivision	102
§ 3. — Transaction	104
SECTION II. — <i>Moyens utilisés dans la pratique</i>	106
§ 1. — La vente	107
§ 2. — Achat au nom d'un enfant	112
§ 3. — Porte-fort	112
CHAPITRE III. — <i>Dérogations coutumières : Coutumes basco-</i> <i>béarnaises</i>	115
SECTION I. — <i>L'institution d' « héritier »</i>	116
§ 1. — Statistiques	117
§ 2. — Contrat de mariage type	119

	Pages
SECTION II. — <i>Règlement familial</i>	120
SECTION III. — <i>Fondement de la coutume basco-béarnaise</i>	122

TROISIEME PARTIE

Réformes.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Législations étrangères</i>	133
SECTION I. — <i>La Suisse</i>	134
SECTION II. — <i>L'Italie</i>	137
SECTION III. — <i>L'Allemagne</i>	138
CHAPITRE II. — <i>Projets de réformes</i>	144
SECTION I. — <i>Initiatives parlementaires</i>	145
1° Proposition Chéron (22 janv. 1930)	148
2° Proposition Beret-Chéron (2 déc. 1920)	146
3° Proposition Isaac-Duval-Arnould (23 févr. 1922)	149
4° Projet Colrat (19 oct. 1922)	149
5° Projet Colrat (30 nov. 1923)	151
SECTION II. — <i>Initiatives privées</i>	152
1° Société d'études législatives (1926)	152
2° Congrès des Notaires (1929-1933)	154
CHAPITRE III. — <i>Conclusions</i>	157
§ 1. — Substitution de l'égalité en valeur à l'égalité en nature	158
§ 2. — Transfert intégral	161
BIBLIOGRAPHIE	169

